

Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement



**ETAT DES LIEUX DES AGROCARBURANTS
DANS LES PAYS DU SUD**

Fiches Pays

mars-août 2008

Jorand Jeanne-Maureen, stagiaire avec Ambroise Mazal
(DPL – Souveraineté Alimentaire)

Table des Matières

Avant – propos	p.3
Méthodologie	p.3
Liste des partenaires du CCFD concernés	p.4
Afrique	p.7
Quelle dynamique régionale ?	p.8
Bénin	p.9
Burundi	p.15
Côte d’Ivoire	p.18
Madagascar	p.22
Ouganda	p.26
République Démocratique du Congo.....	p.28
Tanzanie	p.33
Togo	p.36
Amérique Latine et Centrale	p.39
Quelle dynamique régionale ?	p.40
Argentine	p.41
Brésil	p.46
Colombie	p.55
Guatemala	p.61
Mexique	p.66
Paraguay	p.71
Salvador	p.78
Uruguay	p.82
Asie	p.86
Quelle dynamique régionale ?	p.88
Inde	p.88
Indonésie	p.92
Philippines	p.99
Thaïlande	p.103
Bibliographie	p.106

Avant-propos : pourquoi ce document ?

Dès 2007, le CCFD a été interpellé par ses partenaires sur l'essor inquiétant d'une filière naissante, celle des agrocarburants. Les conséquences environnementales, sociales étaient dénoncées, mais également la concurrence de ces cultures énergétiques avec la production alimentaire, mettant en péril la souveraineté alimentaire de nombreux pays.

Au même moment, l'Union Européenne réaffirmait sa volonté de se lancer dans un programme ambitieux, fixant un objectif obligatoire d'incorporation qui ne pourrait être atteint que grâce à des importations, incitant alors à l'expansion des monocultures d'agrocarburants au Sud¹.

Forte de sa longue expertise en faveur du droit à l'alimentation et du développement pour les populations du Sud, le CCFD a donc décidé de se mobiliser avec ses partenaires.

Ce document ne vise pas à être un répertoire de l'ensemble des initiatives menées dans le secteur des agrocarburants au Sud. Il est basé sur les témoignages et analyses de nos partenaires afin de rendre compte au mieux de la situation au niveau local, et des conséquences concrètes que subissent chaque jour ces populations.

L'Etat des lieux sera donc tout d'abord une source importante d'informations pour la campagne (statistiques, citations, ...). Il servira également au travail du Département du Partenariat International (DPI), de plus en plus sollicité sur la thématique, ainsi qu'à nos partenaires.

Méthodologie

Consultation des partenaires

Dans un premier temps, les chargés de mission du partenariat international ont communiqué, chacun pour leur zone, au bureau « souveraineté alimentaire » du Département Plaidoyer (DPL), le nom des partenaires qui pourraient potentiellement être engagés sur les agrocarburants. Un inventaire de ces partenaires a alors été établi sous forme de tableaux. Une quarantaine de partenaires ont ainsi été repérés.

Un questionnaire a alors été élaboré, traduit, puis envoyé à cette sélection de partenaires. Cet outil visait à mieux cerner à la fois le développement des agrocarburants dans leur pays, et leur positionnement. 25 partenaires ont ainsi complété et renvoyé le document

Analyse des approches des partenaires et recherche d'information

En complément du traitement des questionnaires, un important travail de recherche a été réalisé : analyse de rapports d'organisations diverses, synthèse des informations disponible dans la presse, etc. Le recoupement des différentes sources d'information a ainsi permis la rédaction de ce document.

Présentation des parties

Chaque fiche-pays est composée de trois parties : une présentation du secteur agricole afin de mieux appréhender le contexte et les enjeux, un panorama de la situation des agrocarburants dans le pays et le point de vue des partenaires. Une synthèse retraçant les principales dynamiques régionales introduit chaque section géographique, afin de donner une vision plus globale des acteurs et des politiques engagés.

¹ La proposition de Directive sur les énergies renouvelables du 23 janvier 2008 fixe un objectif obligatoire pour les Etats-membres d'incorporation de 10% d'agrocarburants dans la consommation de carburants pour les transports européens, d'ici 2020. L'incorporation en 2008 est de 2,76%. On estime que près de la moitié devrait être importée.

Liste des partenaires concernés

○ Afrique

Synergie Paysanne – Bénin

Mouvement né en 2002 avec l'appui du CCFD, dans le Mono, au Sud du Bénin avec l'objectif de défendre les intérêts des paysans béninois devant les pouvoirs publics. SYNPA a été reconnu par les autorités comme organisation syndicale depuis 2002. Il traite principalement des questions foncières et du marché agricole.

Inades Formation – Burundi

Le CCFD travaille en relation avec Inades Formation Burundi depuis 1995. Ses domaines d'activité sont : l'éducation, l'économie et le développement et la formation agricole.

Ferme pédagogique de Thsanfeto – Côte d'Ivoire

Thsanfeto s'occupe d'insertion professionnelle et de formation et a été créée en 1999. Elle est depuis ses débuts soutenue par le CCFD, compte tenu de l'absence dans le pays de structures de formation agricole.

Animation Rurale de Korhogo – Côte d'Ivoire

ONG créée en 1994 et leader dans la région des Savanes. Sa mission est de contribuer au renforcement des organisations professionnelles et collectivités rurales. Ses domaines d'activité sont la professionnalisation agricole, l'éducation alternative, la santé et le développement. Le partenariat avec le CCFD est établi depuis 2003.

Coalition Paysanne de Madagascar (CPM) – Madagascar

Plateforme d'organisations paysannes créée en 2001. Elle prône un projet de société pour le monde rural et milite notamment pour la souveraineté alimentaire, la sécurité foncière et le droit à la terre. La CPM a fait une demande de partenariat au CCFD lors de l'élaboration de son plan d'action 2005-2006.

Mouvement pour une alliance paysanne au Togo (MAPTO) – Togo

Mouvement paysan à caractère syndical né en 2003-2004. MAPTO s'est donné pour mission de défendre les intérêts du monde paysan et d'améliorer ses conditions de vie par la professionnalisation et l'organisation des filières agricoles. A la fin 2006, on dénombrait 8000 adhérents cotisants. Le CCFD travaille en partenariat avec MAPTO depuis 2004.

○ Amérique Latine

Instituto de Cultura Popular (INCUPPO) – Argentine

INCUPPO travaille depuis 1970 sur des programmes de formation, de promotion et d'organisation communautaire. Les domaines d'activités de l'institut sont l'éducation, l'agriculture et la culture traditionnelle. Sa relation de partenariat avec le CCFD date des années 1980.

Centro de Investigacion y Educacion Popular (CINEP) – Colombie

La mission du CINEP (créé en 1972) est d'impulser, à partir des secteurs populaires, des expériences viables dans les champs économiques, sociaux, politiques et culturels et de les systématiser afin de les transformer en propositions de politiques publiques. Le centre vient en appui à plus d'une centaine d'associations. Le partenariat avec le CCFD existe depuis les années 1980.

Asociacion de Consejos Comunitarios del Bajo Atrato – Colombie

ASCOBA a été mis en place sous le soutien actif du CINEP en 2003. Association pour la défense des droits des communautés, la promotion d'un développement ethnique et communautaire harmonieux et la revalorisation de l'identité culturelle des communautés vivant dans la région.

Comision Intereclesial de Justicia y Paz – Colombie

Organisme de défense des droits de l'Homme. Le CIJP accompagne des processus communautaires dans des communautés et organisations afro-descendantes, métisses et indigènes. Ses domaines d'activité sont les droits légaux et humains, et les droits économiques et sociaux. Le partenariat avec le CCFD a débuté en 1998.

Servicios Juridicos y Sociales (SERJUS) – Guatemala

Organisation d'appui à la construction d'un mouvement d'organisations et de participation communale comme alternative politique et pour un développement intégral. Depuis sa création en 1987, elle lutte pour promouvoir la participation de la communauté indigène comme un acteur socio-politique en vue d'une construction démocratique de la paix. Le CCFD travaille en partenariat avec SERJUS depuis 2000.

Equipo Pueblo – Mexique

Equipo Pueblo a été fondé en 1977 dans le but de promouvoir des débats et l'élaboration de propositions sur les thèmes de l'agenda de développement économique et social, de justice et de participation citoyenne au niveau local, national, régional et international. Les relations institutionnelles entre Equipo Pueblo et le CCFD datent de 1998.

Frente Democratico Campesino (FDC) – Mexique

Syndicat né en 1986 de la mobilisation de petits paysans pauvres de la zone sans irrigation du Chihuahua suite à l'application au Mexique des mesures économiques préconisées par le FMI. Il se constitue légalement en 1993 et oeuvre à améliorer les conditions de vie économique et sociale des paysans par le développement de la société rurale et de la souveraineté alimentaire paysanne. Le premier soutien du CCFD date de 1998.

Centro de Documentacion y Estudios (CDE) – Paraguay

Institution de référence au Paraguay dont l'objectif est la recherche et l'information dans le champ des sciences sociales mais aussi la formation, le renforcement de la société civile paraguayenne par la recherche d'une culture démocratique plus participative. Elle travaille notamment en direction des organisations paysannes, indigènes, organisations de femmes et syndicats. Le CCFD travaille en partenariat avec CDE depuis 1985.

Servicios Ecumenico de promocion alternativa (SEPA) – Paraguay

Cette ONG, créée en 1991, participe au développement et au renforcement de la capacité d'auto-gestion des organisations sociales dans le cadre de la démocratisation du pays. Elle s'adresse aux personnes nécessitant une amélioration de leur niveau de vie c'est-à-dire notamment les petits producteurs agricoles et les paysans sans terre. Le partenariat avec le CCFD a débuté en 1993.

Coordinadora de Derechos Humanos del Paraguay (CODEHUPY) – Paraguay

Coordination de plus de 35 ONG et organisations diverses. Elle a été créée en 1999 sur la base d'initiatives informelles déjà existantes entre organisations, notamment celles impliquées dans l'élaboration du rapport annuel "droits de l'homme" qui est devenu une référence au niveau international. Leur travail est en prise avec les enjeux actuellement vécus au Paraguay, à savoir une forte dégradation des droits de l'homme, notamment des militants paysans.

Fundacion Promotora de Cooperativas (FUNPROCOOP) – Salvador

Cette fondation, créée en 1967, a pour mission de soutenir les processus de construction d'alternatives productives durables des coopératives et des communautés du secteur rural, de renforcer les organisations paysannes. Le partenariat avec le CCFD date de 1997.

Centro Cooperativista Uruguayo (CCU) – Uruguay

Association civile sans but lucrative fondée en 1961 et reconnue par l'Etat. Elle se définit comme une ONG de promotion et de développement qui travaille à l'échelle nationale et qui recherche l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres. Les premiers projets ont été financés par le CCFD dès les années 1980.

o Asie

Women's Organisation for Rural Development (WORD) – Inde

Organisation créée en 1996, initiée par des femmes travaillant avec des communautés marginalisées, principalement Dalits et tribales, dans le district de Koraput dans l'Etat de l'Orissa. WORD s'est depuis élargie à la communauté dans sa globalité en intégrant les hommes. Elle vise à promouvoir un développement intégré et durable.

Federasi Srikat Petani Indonesia (SPI) – Indonésie

Fédération indonésienne des syndicats paysans créée en 1998. Elle est constituée de 14 organisations paysannes représentant 700 000 personnes. Son objectif est la réforme du modèle de développement économique indonésien en général, et plus particulièrement de la politique agraire dans l'optique de la souveraineté alimentaire.

World Food Day Farmers and Fishers Movement of Indonesia (SPTN-HPS)

SPTN-HPS concentre son action sur l'organisation des paysans au niveau politique pour résister à l'agriculture intensive et aux OGM, et sur la micro-finance pour augmenter les revenus des populations rurales. A été créé en 1993 et aujourd'hui plus de 200 communautés paysannes sont aidées à travers le pays. La relation de partenariat avec le CCFD a débuté en 1998.

Institut Dayakologi – Indonésie

Créé en 1991, l'institut Dayakologi plaide pour une revitalisation culturelle, et travaille sur la paix et la réconciliation. Depuis quelques années, l'institut étudie les conséquences du développement des cultures d'huile de palme sur l'île de Kalimantan pour les populations Dalits. L'institut a participé à de nombreux événements internationaux en lien avec les problématiques indigènes, les droits humains et la démocratisation. Le partenariat avec le CCFD a débuté en 1992.

Yadfon – Thaïlande

Association créée en 1995 ayant aidé plus de 30 groupements de pêcheurs de la province de Trang à s'organiser et à se structurer pour exploiter les ressources nationales locales tout en préservant leur environnement naturel. Yadfon souhaite mettre en place des solutions à long terme pour les populations affectées en valorisant leur savoir-faire et en améliorant leur connaissance pour en faire des acteurs conscients de la protection et de l'exploitation de leur environnement. La relation avec le CCFD a été initiée en 1993.

AFRIQUE

Pays étudiés :

- Bénin	.....	p. 9
- Burundi	.....	p. 15
- Côte d’Ivoire	.....	p. 18
- Madagascar	.....	p. 22
- Ouganda	.....	p. 26
- République Démocratique du Congo.....		p. 28
- Tanzanie	.....	p. 32
- Togo	.....	p. 36

Quelle dynamique régionale ?

○ Union Africaine

Le **plan stratégique 2004-2007** de la commission de l'Union Africaine prévoyait, entre autres, l'élaboration d'une politique et des stratégies en matière d'énergies nouvelles et renouvelables, en particulier les agrocarburants, comme solutions alternatives aux hydrocarbures.

C'est dans ce cadre là qu'a été organisé en juillet 2007 en Ethiopie un **Séminaire de Haut-Niveau sur les Biocarburants, sous l'égide de l'UA, du Brésil et de l'ONUDI**, et réunissant experts et dirigeants du continent.

○ Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)

L'UEMOA a élaboré un **Programme Régionale Biomasse Energie (PRBE)** dans le cadre de sa Politique Energétique Commune. Un atelier a validé une partie des recherches menées dans le cadre de ce programme à Dakar en novembre 2006.

Une **conférence internationale** a par ailleurs été organisée en novembre 2007 sur les « Enjeux et perspectives des biocarburants en Afrique » au Burkina Faso, en partenariat avec la CEDEAO et le Cirad.

Le Fonds Africain de Garantie et de Financement s'est également associé à l'UEMOA afin de financer des projets dans la filière en Afrique de l'Ouest.

○ Association Africaine des Producteurs de Biocarburants

Cette association s'est formée très tôt, dès novembre 2006, lors de l'atelier de validation des études de l'UEMOA à Dakar. Elle regroupe plusieurs opérateurs privés présents en Afrique dans ce secteur². Elle a pour objet de « *promouvoir la production et la commercialisation des biocarburants en Afrique* ».

○ Déjà une forte présence d'entreprises étrangères³

Sun Biofuels – Royaume Uni : présent en Tanzanie (18 000 ha), Ethiopie, Mozambique (40 000 ha de jatropha sur des terres agricoles de première qualité –droit d'usage sur 99 ans).

Viscount Energy – Chine : présent au Nigeria (investissement de 80 millions de \$).

Bioenergy International – Suisse : présent au Kenya (projet d'une plantation sur 93 000 ha de jatropha)

21st Century Energy – Etats-Unis : présent en Côte d'Ivoire (investissement de 130 millions de \$).

AlcoGroup – Belgique : présent en Afrique du Sud ; a racheté South Africa NCP Alcohols.

MagIndustries – Canada : présent en République du Congo (plantation de 68 000 ha d'eucalyptus)

Aurantia – Espagne : présent en République du Congo (plantations d'huile de palme et 4 raffineries de biodiesel).

Dagris – France : présent au Burkina Faso par le biais de son fabricant local SN Citec.

² *Création de l'Association africaine des producteurs de biocarburants (AAPB)*, René Masset (GRET), 8 janvier 2007 – disponible sur : <http://www.riaed.net/spip.php?article260>

³ Liste non-exhaustive – Source : www.grains.org

BENIN

Remarque : les informations sur les différents projets menés ou prévus sont difficiles à obtenir mais des millions d'hectares de forêt et de terres agricoles risqueraient d'être destinés à la production d'agrocarburants pour l'export selon notre partenaire.

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 8.4 millions d'habitants (2007)⁴

Dont pourcentage de ruraux : 55%

2/Superficies⁵ (2003)

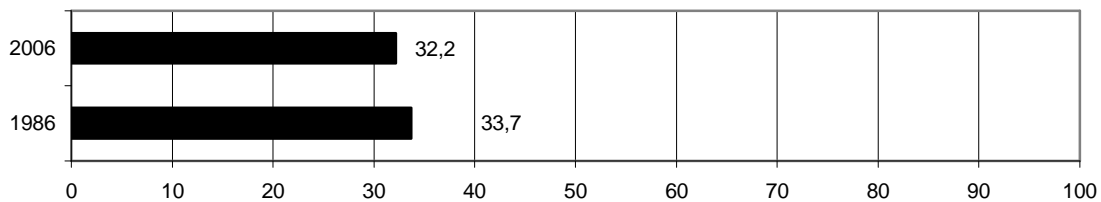
Superficie totale : 11 062 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 2 650 000 ha (24%)

Terres irriguées : 12 000 ha (0,1%)

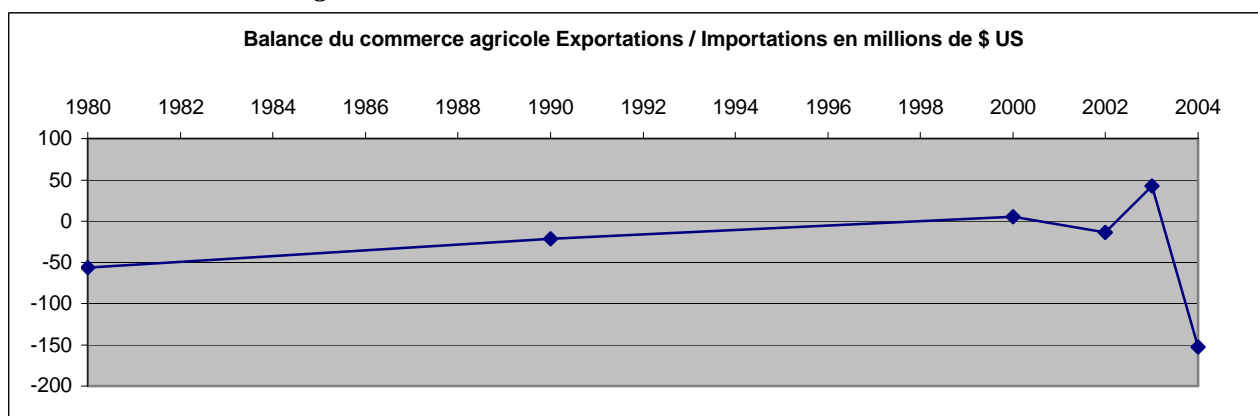
3/ Importations et exportations

Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



- Principales productions : Igbames, fibres de coton, manioc
- Principales exportations : Fibres coton, Anarcade, cigarettes
- Principales importations : riz usiné, pâte de tomate, viande de poule

Balance du commerce agricole



Source : FAO

⁴ http://devdata.worldbank.org/AAG/ben_aag.pdf

⁵ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/BEN_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	-56,9	-21,6	5,3	-14,2	43	-152,6

II - Les Agrocarburants au Bénin

A/ Législation et positionnement de l'Etat béninois

1/ Un engagement affiché du chef de l'Etat

Depuis début 2006, un **partenariat a commencé à s'établir entre le Brésil et le Bénin**. Lula Da Silva et le président Boni Yayi se sont rencontrés à deux occasions : au Bénin en février 2006 et en août 2007 au Brésil. Lors de cette visite, le président brésilien a réaffirmé l'engagement de son pays dans la promotion des agrocarburants en Afrique. Le gouvernement béninois a également fait part de son désir de coopération avec l'Institut de Recherche Agronomique du Brésil.

Par ailleurs, lors de sa visite officielle en Allemagne en 2007, le président du Bénin a pris **contact avec de nombreux investisseurs étrangers**. Des négociations ont été engagées plus particulièrement avec des investisseurs malais pour une production à grande échelle d'huile de palme destinée à la production d'éthanol.

Des groupes industriels d'Afrique du Sud et d'Arabie Saoudite auraient également passé un accord de coopération.

Ces différents accords passés avec des investisseurs étrangers concernent en particulier l'huile de palme, sur une concession de 400 000ha au Sud du Bénin⁶.

Le Bénin est particulier en ce sens que le gouvernement affiche clairement que le développement des agrocarburants dans son pays n'est pas seulement destiné à la sécurité énergétique, mais aussi à maximiser les profits, pour l'Etat et les entreprises. Ainsi, la sécurité alimentaire risque d'être fortement menacée dans ce pays, la conversion des terres pour les agrocarburants accentuant les problèmes rencontrés par la population rurale au Bénin.

2/ Le Programme de Relance de l'Agriculture (2006)

Il met l'accent sur une expansion considérable du secteur des agrocarburants.

3/ Le Projet de Fourniture des Services de l'Energie (PFSE)

Ce projet a été lancé par le gouvernement béninois pour la période 2005-2009 sous l'autorité du ministère des Mines, de l'Energie et de l'Eau⁷, et est financé par la Banque Mondiale. **Le coût du PFSE s'élève à environ 95 millions de \$.**

⁶ *Agrofuels ou carburant végétal au Bénin : impacts sur la terre, l'alimentation et la forêt*, Kilosho Barthélemy, novembre 2007 - disponible sur : http://www.covalence.ch/docs/071112_messagefuldep.pdf

⁷ D'autres structures sont également impliquées : la Direction Générale de l'Energie, la Communauté Electrique du Bénin, la Société béninoise de l'énergie électrique, la Direction des Forêts et des Ressources Naturelles, le Centre National de la Télédétection, et les communes de Dassa-Zoumé, Savè, Ouèssè et Bantè.

Les principaux objectifs du PFSE sont l'électrification péri-urbaine et rurale, l'amélioration de la gouvernance et de la viabilité du secteur de l'énergie grâce à des partenariats public-privé, réduction du déboisement et faciliter l'accès des ménages et des PME aux combustibles renouvelables, promotion de la coopération régionale⁸.

Le PFSE comporte 6 composantes, dont la dernière (gestion rationnelle de la biomasse-énergie et des énergies de substitution - GERBES) traite plus particulièrement de la filière agrocarburant.

(Remarque : pour le moment semble principalement centré sur les communes de la région des Collines. N'en est qu'au stade d'études, recherche)

« Le développement des agrocarburants devra passer par une phase de promotion, de ce fait, il devra bénéficier des financements à des taux concessionnaires et de subvention de l'Etat ». Il est ainsi prévu d'exonérer de frais de douane tous les équipements qui entrent dans la construction des usines de production d'agrocarburant sur une période de 5 à 10 ans.

4/ Plan pour le développement de l'industrie des agrocarburants

Ce plan est **actuellement en cours de préparation**. Il vise à développer au Bénin la production de biodiesel à partir de ricin et de jatropha pour le secteur agricole, la production d'électricité et les transports, et de l'éthanol comme énergie de cuisson et comme carburant de substitution à partir de la pomme d'anarcade.

Ce plan viserait également à identifier et **offrir plus de 3 millions d'hectares de terre d'ici 2011 aux groupes étrangers pour la culture et le développement des agrocarburants**. N'étant toujours pas finalisé et mis en place, la production d'agrocarburant au Bénin se fait pour le moment au milieu d'une absence presque totale de législation en la matière.

5/ Les « Journées de réflexion sur les enjeux et les défis liés au développement des biocarburants au Bénin »

A Cotonou, en décembre 2007, près de 120 responsables de structures privées et publiques, et des organisations de la société civile se sont réunis autour de la thématique des agrocarburants. (Ce qui selon notre partenaire est assez tard compte tenu du fait que leur développement était d'ores et déjà entamé).

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Dagrif (français), Oryx (béninois), Pegaz (béninois), Green Waves (italien), IBS Agro Industries (nigérien), Indo-Bénin Corporation

- **DAGRIS** (Développement des Agro-Industries du Sud - nouvellement Geocoton) : entreprise spécialisée dans la production et le commerce de coton. S'est lancée dans la production d'agrocarburant à partir de graines de coton.

Nom de la filière locale : Agolea

⁸ *Le Bénin : programme de développement des biocarburants*, présentation de Mr Raoufou M. Badarou (directeur général de l'énergie) lors de la CNUCED, avril 2008 – disponible sur : http://www.unctad.org/sections/wcmu/docs/ditc_comb_Jatropha012_fr.pdf

- **Oryx et Pegaz** sont deux des principales entreprises de distribution de produits pétroliers du Bénin. Elles ont toutes deux démarré en 2007 une étude de faisabilité pour l'implantation d'usines et une exploitation à grande échelle.
- **Green Waves (Italie)** a obtenu l'appui du gouvernement béninois pour l'exploitation de 250 000 ha de tournesol en août 2007.

Par ailleurs, plusieurs ONG ont également débuté des activités de recherche sur les agrocarburants et/ou de production (notamment de jatropha) : Jeunesse sans Frontières (JSF-Bénin), Africa culture et le Groupe de Recherche Scientifique et Technique sur les Energies Renouvelables (GRSTER-ONG).

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Les zones de production d'huile de palme identifiées pour le moment au Bénin sont : Zou, Ouémé-Plateau, Mono-Couffo et Atlantique.

Au Nord du Bénin (région de Banikoara), plusieurs agriculteurs ont abandonné les cultures vivrières au profit des cultures de coton et d'arachides destinées à la production d'agrocarburants. Au même moment, l'insécurité alimentaire a fortement augmenté.

Remarque de notre partenaire : la plupart des projets étudiés doivent être implantés dans le sud du Bénin où se concentre 50% de la population.

Plantes principalement utilisées : canne à sucre, manioc, coton, arachide, huile de palme, maïs.

Le gouvernement béninois a plus particulièrement l'intention d'entrer sur le marché international de carburant végétal à partir de la production de manioc, canne à sucre, coton et arachide⁹.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire Synergie Paysanne

1/ Présentation du partenaire

Il existe au sein de Synergie Paysanne un groupe thématique « agrocarburants » composé de trois personnes¹⁰. Actifs sur ce sujet, **Synergie Paysanne a participé à la Conférence des organisations paysannes sur le changement climatique et ses conséquences sur l'agriculture en Afrique fin novembre 2007 au Mali.**

Positionnement de l'organisation :

« L'Union Européenne a retenu d'incorporer 10% d'agrocarburants aux carburants fossiles dans les transports d'ici 2020. Le maintien de cet objectif menacerait les agricultures des pays en développement comme le Bénin.

⁹ *Agrofuels ou carburant végétal au Bénin : impacts sur la terre, l'alimentation et la forêt,*
http://www.covalence.ch/docs/071112_messagefuldep.pdf

¹⁰ Le secrétaire général Patrice Awanou, le premier secrétaire général adjoint, Simon Bodea, le secrétaire exécutif Nestor Mahinou (spécialiste de la thématique).

Si certains pays trouve légitime de produire les agrocarburants afin de réduire leur dépendance énergétique, rien ne serait pire d'en faire un marché mondial en donnant la priorité aux réservoirs des voitures au détriment des ventres des pauvres.

Ce marché mondial naissant des agrocarburants constitue pour nous un véritable poignard dans le dos des pays en développement. »

2/ Quelles conséquences pour le Bénin du développement des agrocarburants ?

Au Bénin, **les conséquences de l'exploitation à des fins non plus alimentaires mais énergétiques se font ressentir dès aujourd'hui** ; et cette concurrence est d'autant plus 'choquante' que ce pays est déjà confronté à une production alimentaire locale insuffisante.

« Au vu du taux de croissance démographique, surtout dans les zones urbaines, il est évident que pour satisfaire les besoins alimentaires de la population, il faudra élargir les cultures comestibles. Mais il est également évident que la production des agrocarburants va pousser les agriculteurs à affecter moins de terres à la production d'aliments. Dans le nord du Bénin, dans la région de Banikoara, les agriculteurs ont abandonné les cultures alimentaires au profit du coton et les arachides. La population qui subvenait à ses besoins alimentaires, dépend maintenant du Programme alimentaire mondial (PAM) et des services catholiques d'aide alimentaire ».

Ainsi, la production d'agrocarburants a d'ores et déjà mis fortement en péril la souveraineté alimentaire dans cette région.

Malgré le fait que le gouvernement béninois fasse mention en premier lieu des débouchés locaux de la production d'agrocarburant dans les différents programmes développés ou en cours d'élaboration (et notamment l'électrification rurale qui est à de nombreuses reprises évoquée dans le Projet de Fourniture des Services de l'Energie), **Synergie paysanne considère que le premier objectif de l'Etat est une production destinée à l'exportation.**

« Le chef de l'Etat est intéressé par les agrocarburants rien que pour l'exportation. Le gouvernement aurait précisé que l'objectif était de maximiser les profits des entreprises étatiques et privées . Or il est peu probable que ces profits se répercutent sur les petits paysans du Bénin ».

Les agrocarburants, cheval de Troie des OGM ?

Un autre élément introduit par notre partenaire concerne l'introduction des OGM au Bénin par le biais du développement de la filière agrocarburant. En effet, selon Synergie Paysanne, *« le débat sur les agrocarburants s'ouvre au moment où celui relatif à l'introduction des OGM dans l'agriculture a atteint son paroxysme avec une tendance générale à leur rejet surtout par les paysans, les consommateurs et les communautés locales. Compte tenu de la réticence des populations à consommer des OGM, il y a lieu de penser que le développement des agrocarburants pourrait être la nouvelle porte d'entrée des OGM dans l'agriculture au Bénin ».*

Conséquences sur les prix et la qualité des aliments

« Manger à sa faim aujourd'hui coûte de plus en plus cher au Bénin. La facture des importations s'alourdit et le boom des cultures énergétiques vient concurrencer les cultures alimentaires. Le pouvoir d'achat de la majorité de la population est très faible et l'augmentation des prix des aliments due à la diminution des stocks favorise l'importation et la distribution d'aliments de très mauvaise qualité. Pour preuve, courant Décembre 2007, le gouvernement a importé du riz des Etats-Unis qu'il distribue sur toute l'étendue du territoire à 13.000 F le sac de 50 kg avec 25% de brisure. Toutes les denrées de première nécessité ont vu leur prix augmenter de plus de 50% pour les céréales. »

3/ Activités menées ou prévues

Synergie Paysanne se concentre actuellement sur une restitution de toutes les informations collectées et **désire par la suite mener un plaidoyer sur les agrocarburants dans le pays auprès des parlementaires, du gouvernement, du Conseil Economique et Social, des syndicats, des associations de consommateur, ...**

L'objectif principal de notre partenaire est de porter l'information au niveau local, puis **d'agir sur les politiques afin que l'accent soit mis sur la protection des patrimoines génétiques, sur la promotion d'une agriculture durable, écologiquement saine**. Plus particulièrement dans le domaine de la souveraineté alimentaire, Synergie Paysanne souhaite que *« l'aide au développement prenne en compte les aspirations des petits agriculteurs, et que ces aspirations soient transformées en stratégie de recherche »*.

Par ailleurs, Synergie Paysanne considère que **la campagne sur les agrocarburants lancée par le CCFD en octobre 2008 constitue une véritable opportunité**, car ils auront ainsi « l'occasion de faire part de leur point de vue dans le plaidoyer du Nord » et se montre donc particulièrement intéressé pour participer.

L'association travaille en partenariat avec GRAIN International, Crocevia (Italie), la COPAGEM (au Mali et au Bénin) et l'ONG Nature Tropicale.

BURUNDI

I – Etat des lieux du secteur agricole

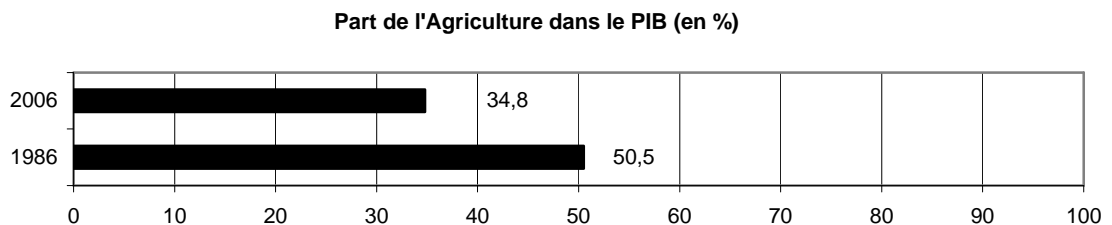
1/ Population

Population totale : 7,8 millions d'habitants (2006)¹¹
 Dont pourcentage de ruraux : 90%

2/Superficies¹² (2003)

Superficie totale : 2 568 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 1 355 000 ha (52,8%)
Terres irriguées : 21 000 ha (0,8%)

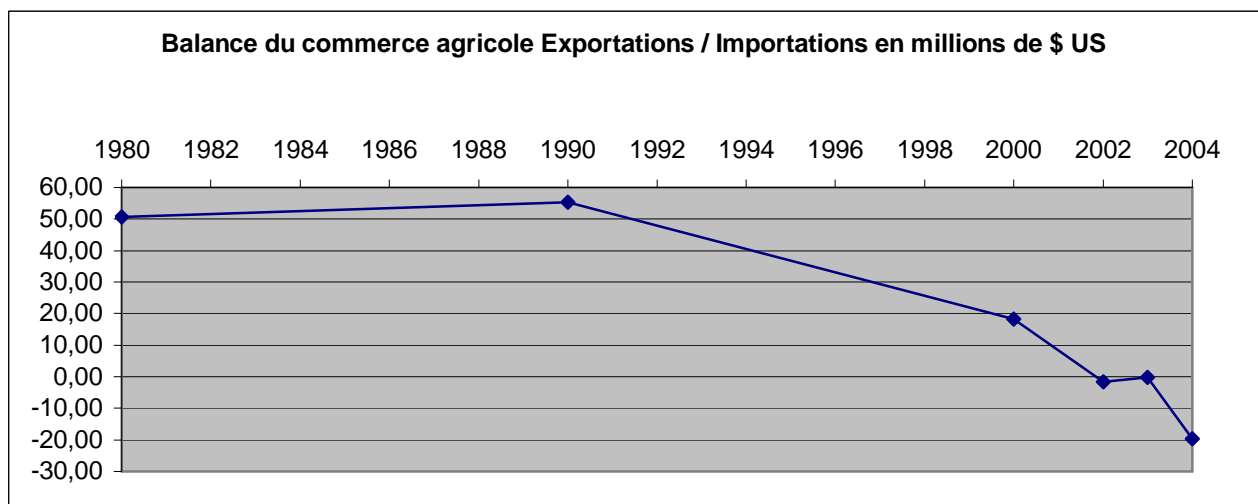
3/ Importations et exportations



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : bananes, haricots, patates douces
- Principales exportations : café, sucre, thé
- Principales importations : maïs, malt, pois secs

Balance du commerce agricole



Source : FAO

¹¹ http://devdata.worldbank.org/AAG/bdi_aag.pdf

¹² http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/BDI_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	50,6	55,3	18,3	-1,7	-0,3	-19,6

II – Les Agrocarburants au Burundi

A/ Législation et positionnement de l'Etat

« Au Burundi, le débat sur les agrocarburants n'est pas encore fait. Des personnes, certaines ONG, sont informées d'une manière ou d'une autre, mais il y a encore peu d'échanges sur le sujet ».

Il n'y a pour le moment **aucun cadre législatif** réglementant le développement de la production d'agrocarburants dans le pays.

B/ Quels acteurs et quels projets?

Pas d'information sur les acteurs privés.

Burundi Avenir : association investissant dans le développement des plantations de jatropha dans le pays.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Pas d'information à ce sujet

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire Inades Formation Burundi

1/ Présentation du partenaire

Inades Formation Burundi traite la thématique des agrocarburants **sous l'angle** de l'impact environnemental, de la concurrence avec l'agriculture paysanne, et de l'impact sur la hausse du prix des denrées de base.

L'organisation n'est **pas active sur cette question mais est intéressée**.

Positionnement de Inades Formation Burundi :

« Nous pensons que les agrocarburants constituent une menace pour les communautés rurales burundaises et africaines ».

2/ Quelles conséquences pour le Burundi du développement des agrocarburants ?

Inades Formation Burundi craint tout d'abord que le développement de la filière agrocarburant au Burundi entraîne une « diminution de la production », notamment alimentaire. Les producteurs vont se tourner vers ce marché naissant et présenté comme

prometteur, et « *la production pour le marché local va s'affaiblir [...] On risque ainsi de subir une pénurie d'aliments produits localement et des intrants habituels* ».

Cela va « *renforcer la dépendance vis-à-vis des marchés internationaux* » pour ce pays fortement importateur de denrées alimentaires. « *Les prix risquent donc d'augmenter, compte tenu de la rareté des produits locaux* ».

3/ Activités menées ou prévues

Inades Formation Burundi travaille en partenariat avec l'ensemble des organisations affiliées au **réseau Inades Formation**, notamment IF Burkina et Côte d'Ivoire.

L'organisation vise principalement les paysans impliqués dans les filières agricoles (café, thé, coton, apiculture...) dans ses activités.

COTE D'IVOIRE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

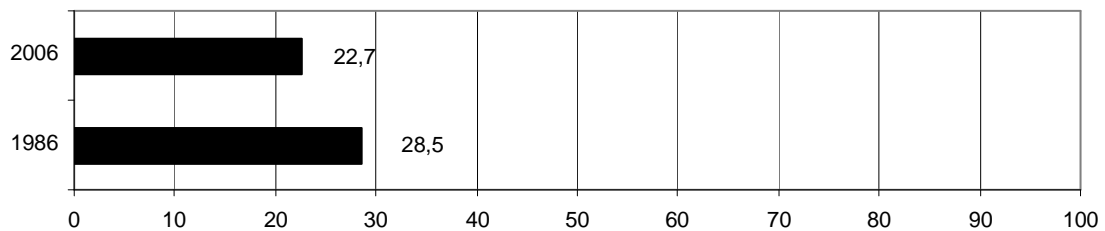
Population totale : 16 millions d'habitants (2006)¹³
 Dont pourcentage de ruraux : 55%

2/Superficies¹⁴ (2003)

Superficie totale : 31 800 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 6 900 000 ha (21,7%)
Terres irriguées : 73 000 ha (0,23%)

3/ Importations et exportations

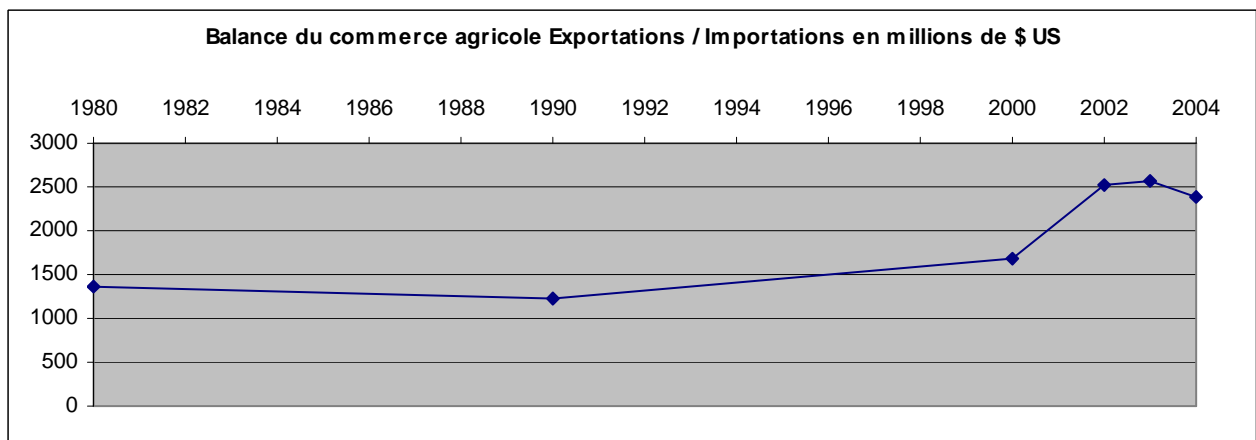
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : Fèves de cacao, Igname, plantains
- Principales exportations : Fèves de cacao, pâtes de cacao, beurre grasse de cacao
- Principales importations : riz usiné, tabac brut, bovin

Balance du commerce agricole



Source : FAO

¹³ http://devdata.worldbank.org/AAG/civ_aag.pdf

¹⁴ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/IVC_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	1363,2	1222,3	1693,1	2531,9	2579	2381,6

II - Les Agrocarburants en Côte d'Ivoire

A/ Législation et positionnement de l'Etat

« Notre Etat n'en parle presque pas, ne dit rien de manière officielle sur les agrocarburants. Il n'existe pas non plus un cadre législatif ou un plan national »¹⁵.

L'information relative au développement de la filière agrocarburant en Côte d'Ivoire semble quasi-inexistante. Il n'y a aucune communication officielle de la part du gouvernement ivoirien, alors même que des projets commencent d'ores et déjà à se développer ou à être planifiés.

B/ Quels Projets et quels acteurs ?¹⁶

Les entreprises présentes et opérationnelles sont : SOGB, 21st Century Energy (USA), Institut de Technologie Tropicale (I2T), Jatroci (CIV) , Green Oil (Canada).

- **Projet pilote de production d'agrocarburants à base d'huile de copra pour les tracteurs agricoles**
La phase d'expérimentation est aujourd'hui achevée, le promoteur (Mr Zaroukian) recherche des appuis financiers pour étendre la production sur des superficies plus importantes avec du Jatropha.
- **Autoproduction de biocarburants à base huile de palme - Entreprise SOGB**
Cette production vise les industriels pour le fonctionnement des moteurs.
- **Production à grande échelle d'éthanol à base de canne à sucre et de maïs pour la substitution de combustibles fossiles**
L'objectif est d' « **implanter une raffinerie d'une capacité de 3.5 millions de litres d'éthanol par an, et la création de 10 000 emplois directs et indirects** »¹⁷.
C'est un partenariat public-privé entre l'entreprise américaine 21st Century Energy (dont le président est David Meyers) et le ministère de l'agriculture ivoirien.
Montant des financements : 130 millions US\$.
(Remarque : le plus important projet mené aujourd'hui en Côte d'Ivoire – en est à ses débuts)
- **Production à grande échelle d'éthanol à base de vin de palme**
Le projet (prototype pour le moment) est mené par l'Institut de Technologie Tropicale (I2T).

¹⁵ Questionnaire de l'association partenaire Tshanfeto

¹⁶ *Quelle est la situation des agrocarburants en Afrique de l'Ouest ?*, Christophe Gandounou (Groupe de Recherche Scientifique et Technique sur les Energies Renouvelables), septembre 2007 - disponible sur : <http://www.grain.org/semences/?id=66>

¹⁷ *La Côte d'Ivoire s'engage dans les biocarburants*, Moussa Kone & René Massé (GRET), mars 2007 - disponible sur : <http://www.riaid.net/spip.php?article595>

- **Jatroci**

Première unité agricole de jatropha de Côte d'Ivoire, dirigée par Mr Anet et Mr Gutmacher. 5 000 ha ont déjà été plantés au centre du pays (régions de Toumodi, Taabo et Dimbroko), dont 100 ha de banque semencière. Une unité de transformation d'huile est en projet.

Jatroci prévoit de planter 10 000 ha d'ici fin 2008, et est « en discussion pour l'acquisition de 100 000 ha dans la région ». Le directeur de la société se dit en contact avec des entreprises européennes pour la revente¹⁸.

- **Green Oil**

Filiale de la société pétrolière canadienne « Independence Oil and Gas ».

Selon son directeur, l'entreprise travaille avec 100 000 paysans répartis dans une dizaine de coopératives, et se destine surtout à une production pour le marché local, notamment pour l'électrification rurale¹⁹.

Pour 15,25€ (10 000 FCFA), ils ont eu en échange un lot de semences pour cultiver 1ha ainsi qu'une assistance technique.

C/ Filières, régions et surfaces concernées

Zones de production concernées : Nord, Centre (régions de Toumodi, Taabo et Dimbroko)

Plantes exploitées : huile de palme, maïs, canne à sucre, jatropha et résidus agricole.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de nos partenaires Thsanfeto et ARK

1/ Quelles informations officielles ?

Les deux associations partenaires du CCFD en Côte d'Ivoire en lien avec la thématique agrocarburants s'accordent à dire que c'est une nouvelle thématique, et que **la communication sur le sujet, notamment de la part de l'Etat, se fait rare.**

Thsanfeto : « *Notre Etat ne parle presque pas des agrocarburants, il ne dit rien de manière officielle. Il n'existe pas non plus de cadre législatif, ni de plan national.* »

Thsanfeto et ARK nous ont par ailleurs fait part de « rumeurs » sur le développement de la culture du jatropha au Nord du pays, mais aucune de ces informations n'a pour le moment été officiellement confirmée.

Compte tenu de ce manque d'information, l'association ARK souhaite avant tout acquérir les connaissances nécessaires sur le sujet et ne s'est donc pas prononcé sur le reste des thématiques du questionnaire. Ils sont pour le moment non-actifs mais intéressés par le sujet.

2/ Quels conséquences pour la Côte d'Ivoire du développement de la filière agrocarburant ?

¹⁸ A l'heure des biocarburants, la Côte d'Ivoire se lance dans le jatropha, AFP, 27 juin 2008 - disponible sur : http://afp.google.com/article/ALeqM5hRj_3yYKxTGp3TITqf254yGYmagQ

¹⁹ Id.

Thsanfeto **actif** sur la thématique agrocarburant, la traite sous l'angle de l'impact environnemental et de la concurrence avec l'agriculture vivrière.

Ses principales **crain**tes vis-à-vis du développement de cultures énergétiques concernent le secteur agricole local. L'association souligne ainsi « *le risque d'abandon des cultures vivrières* » mais aussi « *les risques de famine* », les prix des denrées alimentaires augmentant.

Thsanfeto souligne aussi les **opportunit**és que peuvent permettre le développement de la filière agrocarburant ivoirienne. Tout d'abord, « *les producteurs locaux pourraient s'enrichir* » et alors rester au village, bénéficiant de meilleurs revenus. De plus, l'association évoque également les opportunités d'électrification rurale que permet une exploitation en filière courte des agrocarburants.

Cependant, l'association « *pense que seuls peuvent être développés les agrocarburants issus de cultures non-alimentaires comme le jatropha curcas, avec des politiques agricoles soutenant les agricultures vivrières et prenant en compte le problème de la hausse du prix des denrées alimentaires* ».

3/ Activités menées ou prévues

L'association Thsanfeto compte mener une campagne de sensibilisation dans le nord de la Côte d'Ivoire, à destination des petits producteurs vivriers sur le risque de l'abandon de cultures alimentaires au profit de cultures énergétiques comme le jatropha.

Par ailleurs, **leur objectif est également de mener un plaidoyer auprès du gouvernement ivoirien** pour la mise en place d'un cadre législatif réglementant la production et contrôlant les surfaces cultivées.

MADAGASCAR

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

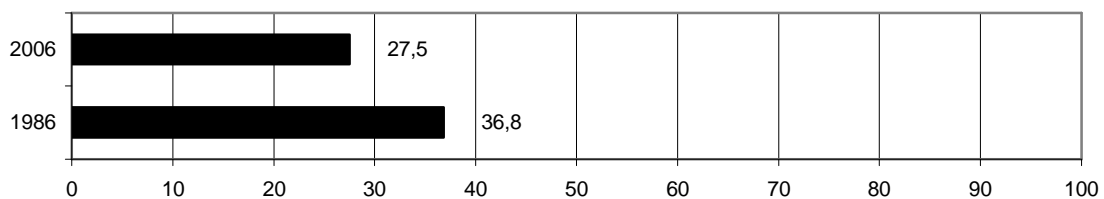
Population totale : 19.2 millions d'habitants (2006)²⁰
 Dont pourcentage de ruraux : 73%

2/Superficies²¹ (2003)

Superficie totale : 58 154 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 3 550 000 ha (6,1%)
Terres irriguées: 1 086 000 ha (1,9%)

3/ Importations et exportations

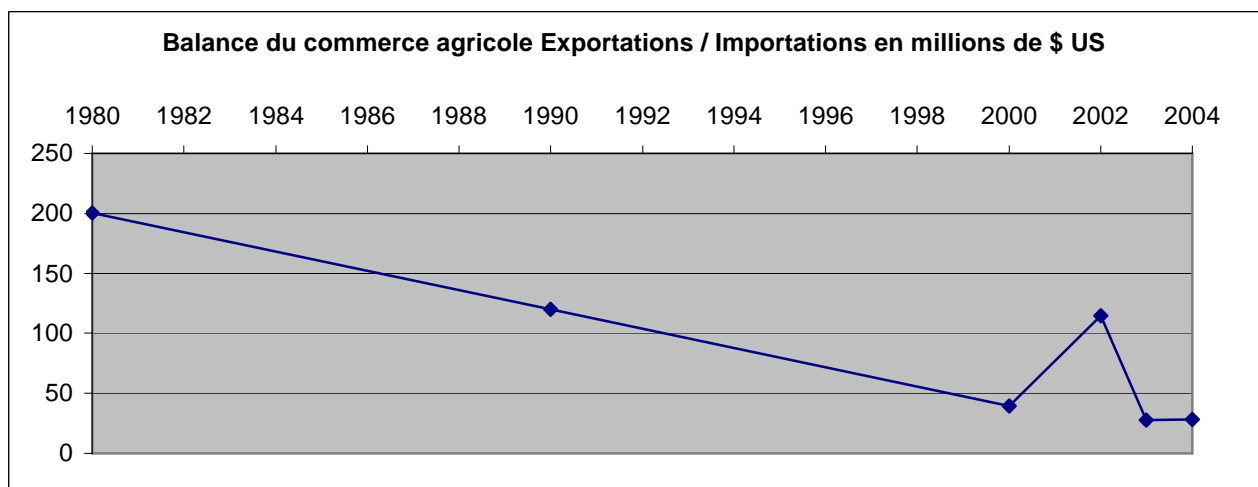
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales production : riz paddy, viande de bovins indigènes, manioc
- Principales exportations : Vanille, girofles, préparation de fruit NRA
- Principales importations : riz usiné, huile de soja, sucre centrifugé brut.

Balance du commerce agricole



Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004

²⁰ Données Banque Mondiale

²¹ Données FAO

Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	200,3	120,1	39,6	114,6	27,5	28,5
---	-------	-------	------	-------	------	------

II - Les Agrocarburants à Madagascar

A/ Législation et positionnement de l'Etat malgache

La mise en place d'un cadre législatif pour les activités liées aux agrocarburants est **actuellement en cours de réflexion à Madagascar**. Cependant, le gouvernement a d'ores et déjà fait part de sa volonté de voir se développer dans l'île une production industrielle à grande échelle. Ainsi, cette législation viserait à « promouvoir et sécuriser les investissements » a précisé le ministre malgache de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche, M. Randriarimanana Edmond Harison.

Des agréments avec certaines entreprises ont déjà été signés, alors même qu'aucune réglementation spécifique n'est pour le moment en vigueur. Dans l'attente d'un texte spécifique sur les agrocarburants, certaines dispositions permettent quand même dès maintenant l'implantation de ces cultures.

1/ Les Zones d'Investissements Agricoles (ZIA) et les Zones franches industrielles (ZFI)

L'Etat de Madagascar a déjà mis en place un 'mécanisme' encourageant les investisseurs pour implanter des plantations et industries dans le secteur des agrocarburants. Les Zones d'Investissement Agricole (ZIA) et les Zones Franches Industrielles (ZFI) permettent ainsi de faciliter l'accès à la terre pour les investisseurs, et d'accorder des avantages fiscaux.

Par ailleurs, il faut noter que **ces zones spécifiques obligent les exploitants à exporter la quasi-totalité de leur production.**

2/ Mada Action Plan (MAP).

Madagascar est actuellement en suivi de son plan d'action quinquennal 2007-2011. Ce plan, dont deux des quatre volets sont le développement rural et l'agro-industrie, oriente clairement la grande île vers la révolution verte et l'agrobusiness, favorisant les monocultures orientées vers les marchés (et notamment le jatropha et la canne à sucre).

L'un des objectifs que s'est fixé l'Etat malgache est ainsi de devenir le premier producteur d'agrocarburant en Afrique dans les quatre années à venir.

3/ Partenariat avec l'île Maurice

Partenariat entre les deux îles, l'île Maurice apportant son savoir technique (obtenue notamment grâce à un partenariat avec la Malaisie). Organisation d'un Business Forum sur les agrocarburants par la Chinese Business Chamber de Maurice pour le renforcement des relations commerciales et industrielles de Madagascar, de l'île Maurice, de la Malaisie et de la Réunion²².

²² Du biocarburant produit avec Maurice, Doda Andrianantenaina, L'Express de Madagascar, 12 août 2008 – disponible sur : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=629>

B/ Quels projets et quels acteurs ?

D'après les chiffres de la Banque Mondiale, **Madagascar disposera de huit usines de production d'éthanol d'ici quelques années, permettant une production de 200 000 millions de tonne**. Plusieurs projets à grande échelle sont ainsi entrain de voir le jour.

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Jason World Energy, Dreyfus, Bioenergy South Africa, Vertical SEA (Inde), D1 Oils (Royaume Uni)

- **Projet éthanol de la société Jason World Energy**

Un projet de production d'éthanol à partir de canne à sucre est actuellement développé par la société Jason World Energy suite à la signature d'un agrément en janvier 2008. La société a par ailleurs bénéficié d'une « zone franche industrielle » (ZFI) ²³. Investissement de 19 millions de \$. L'usine principale de ce projet est celle de Katsepy à Mahanjanga, et une production de 28 000 litres par an y est prévue.

Plusieurs entreprises sont partenaires de ce projet : Dreyfus, Bioenergy (Afrique du Sud) et Vertical SEA (Inde) qui s'est engagée à racheter 80% de la production de JWE.

En attendant que la production locale soit prête, la matière première (mélasse de canne à sucre) est importée d'Inde²⁴.

- **Projet Jatropha de l'entreprise anglaise D1 Oils**²⁵

Objectif de l'entreprise britannique : « Répondre à hauteur de 5% aux besoins de la Grande Ile d'ici 2008 ».

Début des plantations au début de l'année 2007 dans trois régions de Madagascar sur une superficie totale de 1 631ha avec 1500 participants au projet. L'entreprise s'est engagée à acheter la production des associations de paysans planteurs avec qui elle a passé un contrat.

Par ailleurs, D1 Oils a l'objectif d'ouvrir 4 raffineries d'ici 2011.

Des ONG sont également déjà actives sur la thématique agrocarburants à Madagascar :

- **Bamex et WWF** se sont associées pour organiser ensemble une table ronde sur « le développement durable des biocarburants à Madagascar ». Cet évènement rentrait dans le cadre de « L'année des Energies Alternatives » proclamée par le gouvernement malgache pour 2007.

- **Green Island association**

L'ONG 'Green Island Association' en collaboration avec le Service Civique de Madagascar a travaillé sur la mise en place de projets pour le lancement de plantations de jatropha.

C/ Régions et filières concernées

Zones de production concernées : pour le moment, la culture de la **canne à sucre** pour une transformation en agrocarburants est surtout développée dans la **zone de Vatondry**,

²³ Madagascar: Un projet éthanol obtient la franchise, Doda Andrianantenaina, L'Express de Madagascar, 14 février 2008 - disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/200802140813.html>

²⁴ L'Inde va importer de l'éthanol malgache, L'Express de Madagascar, 10 février 2007 - disponible sur : <http://www.sucre-ethique.org/L-inde-va-importer-de-l-ethanol>

²⁵ Madagascar carbure au vert, Mourad Ouasti, disponible sur : <http://www.afrik.com/article9018.html>

Katsepy. La culture de **jatropha** est pour sa part particulièrement présente à **Ankazobe**, mais se propage peu à peu dans toute l'île.

Plantes exploitées : Deux filières sont pour le moment privilégiées : le bioéthanol à partir de canne à sucre et le biodiesel à partir de jatropha.

A terme, l'île pourrait produire entre 15 000 et 20 000 tonnes d'huile brute de jatropha²⁶.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire : la Coalition Paysanne de Madagascar

1/ Présentation du partenaire

Il y a au sein de la Coalition Paysanne de Madagascar, une **personne spécialisée sur le thème : Mr Malazarivo Toto Julien**, qui était en formation sur le sujet au début de l'année 2008.

Sur le **positionnement** de la coalition, il n'y a pas de doute : « *La CPM est tout à fait contre le développement des agrocarburants* »! Ses angles d'approche sont ceux des droits de l'homme, de l'impact environnemental, de la concurrence avec l'agriculture vivrière et de l'impact sur la hausse des prix des denrées de base. Mais la CPM souligne que « *le prioritaire c'est la souveraineté alimentaire dans toutes ses dimensions* »

2/ Quelles conséquences pour l'île de Madagascar du développement des agrocarburants ?

La Coalition Paysanne de Madagascar craint avant tout « **un grand déficit dans la production vivrière** » suite au développement de la filière agrocarburant. « *Il va y avoir conversion des paysans vivriers vers cette production avec des salaires et revenus de misère* ».

La CPM souligne également le rôle de la production d'agrocarburant dans la **hausse du prix des denrées alimentaires**. En effet, « *l'orientation des paysans vers la culture de jatropha ou de canne à sucre affecte considérablement la quantité des produits vendus sur le marché et de ce fait, on a déjà constaté l'augmentation du prix de ces produits* ».

Enfin, la coalition paysanne de Madagascar nous a fait part de ses craintes sur les **questions foncières**. « *Les terres fertiles devraient être destinées à l'agriculture vivrière. Il s'agit ici d'un enjeu foncier auquel les organisations paysannes faitières de Madagascar, dont la CPM, sont entrain de réfléchir et notamment sur la loi foncière concernant surtout les ZIA* ».

3/ Quels projets et activités sont prévues par la CPM?

La CPM est actuellement entrain **d'approfondir son analyse sur la thématique**, principalement sur les impacts environnementaux et socio-économiques de l'exploitation des agrocarburants.

La coalition veut par ailleurs **mettre en place « des systèmes de lobbying pour faire face à l'Etat »**.

La CPM travaille en partenariat avec des organisations espagnoles de Cordou et de Bilbao (dont une organisation environnementale).

²⁶ Biocarburants : La culture de Jatropha atteint le Sud- Madagascar, http://www.temoignages.re/article.php?id_article=16610

OUGANDA

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

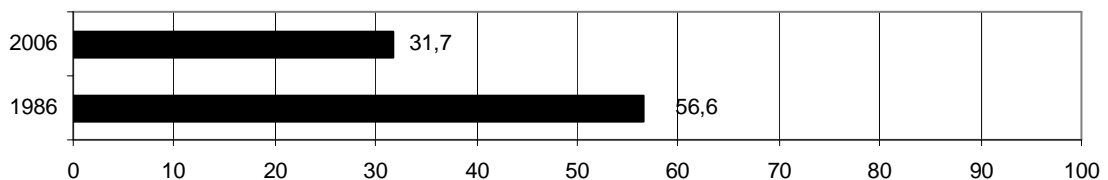
Population totale : 29,9 millions d'habitants (2006)²⁷
 Dont pourcentage de ruraux : 83%

2/Superficies²⁸ (2003)

Superficie totale : 19 710 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 7 350 000 ha (37,3%)
Terres irriguées : 9 000 ha (0,05%)

3/ Importations et exportations

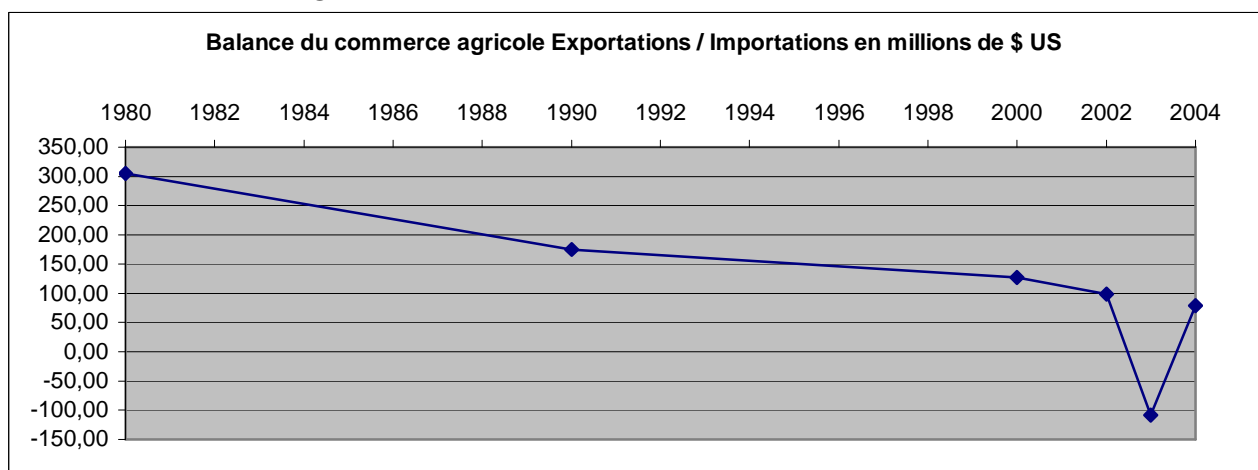
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : bananes plantains, manioc, patate douce
- Principales exportations : café, feuilles de tabac, thé
- Principales importations : blé, huile de palme, sucre raffiné

Balance du commerce agricole



Source : FAO

²⁷ http://devdata.worldbank.org/AAG/uga_aag.pdf

²⁸ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/UGA_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	305,2	175,3	126,4	98,9	-108	78,2

II – Les Agrocarburants en Ouganda

A/ Législation et positionnement de l'Etat

Il n'y a **pas de cadre législatif régulant le développement des agrocarburants** dans le pays, mais le gouvernement supporte plusieurs initiatives. La politique énergétique ougandaise souhaite ainsi soutenir une accélération de la production d'agrocarburants avec l'intention de réduire sa dépendance en pétrole.

B/ Quels acteurs et quels projets?

Les entreprises présentes et opérationnelles sont : Sugar Company of Uganda Ltd, BIDCO.

De nombreuses entreprises étrangères travaillent déjà en Ouganda sur le développement des agrocarburants, notamment pour l'exportation.

Le cas de la forêt Mariba

Un plan prévoit de transformer 1/3 de la forêt Mariba (déforestation de 7 100 ha - 1^{ère} réserve forestière ougandaise, source clé en haut pour le Nil et le lac Victoria) pour la plantation de canne à sucre afin de produire de l'électricité et de l'éthanol. Il a été calculé que les 7 100 ha de forêt représente plus de 3 millions de tonnes de carbone.

Projet mené par la « Sugar Company of Uganda Ltd » (branche ougandaise d'une société indo-africaine) et avec le soutien du président ougandais. Malgré une résistance marquée, tous les aspects environnementaux du projet ont été écartés. En avril 2007 a été organisée une marche publique qui a dégénéré : plusieurs morts et plusieurs leaders du mouvement de résistance ont été arrêtés.

La Banque Mondiale a souligné que, compte tenu de la position stratégique de cette forêt sur les ressources en eau notamment, de dramatiques conséquences étaient à prévoir sur l'agriculture, la production électrique, les ressources ... De plus, la région de Mariba accueille 62% des touristes en voyage dans le pays.

Aux vues des différentes pressions sur ce projet, au niveau local mais aussi à l'étranger, une nouvelle étude du plan a été décidée. **Le futur de la forêt Mariba reste incertain.**

Un autre projet, celui mené par la **société BIDCO sur les îles de Kalangala et Bugala du Lac Victoria**, prévoyant une conversion des terres pour la plantation de palmiers à huile. 6 000 ha de forêt ont d'ores et déjà été défrichés. Mais les campagnes publiques de 2007 ont poussé le gouvernement à interrompre le projet.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

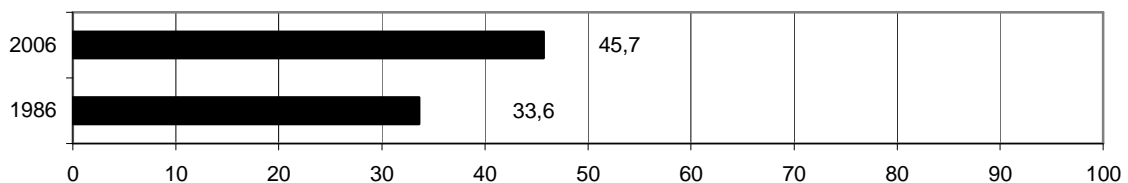
Population totale : 59,3 millions d'habitants (2006)²⁹
 Dont pourcentage de ruraux : 77%

2/Superficies³⁰

Superficie totale : 226 705 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 7 800 000 ha (3,4%)
Terres irriguées : 11 000 ha (0,004%)

3/ Importations et exportations

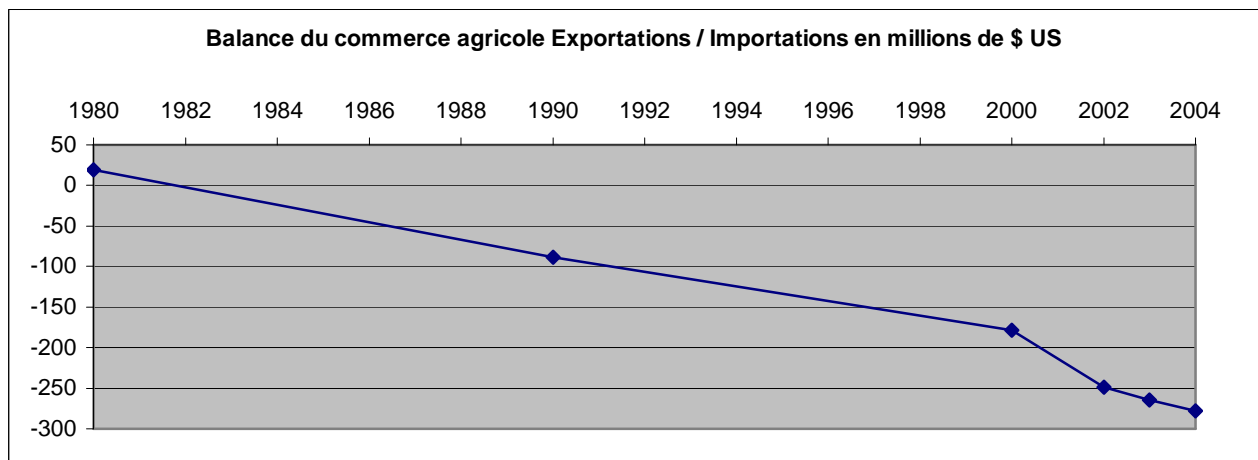
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : manioc, plantain, arachides en coque
- Principales exportations : matières organiques brutes, feuilles de tabac, café
- Principales importations : blé, viande de poulet, lait

Balance du commerce agricole



source : FAO

²⁹ http://devdata.worldbank.org/AAG/zar_aag.pdf

³⁰ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/DRC_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	19,2	-88,4	-178,4	-248,7	-264,7	-278,3

II - Les Agrocarburants en République Démocratique du Congo

Les agrocarburants ne sont pas réellement un intérêt nouveau en République Démocratique du Congo. Depuis plus de 20 ans, la compagnie sucrière de Kwilu Ngongo produit et exporte de l'éthanol. De plus, les unités agro-industrielles du Groupe Agro Pastoral dans l'arrière pays produisent du gazopalm (mélange huile de palme et gasoil) pour leurs besoins propres.

A/ Législation et positionnement de l'Etat

Le nouveau code agricole

« Il est clairement établi que le gouvernement a pris l'option d'exploiter ou de faire exploiter les grandes surfaces congolaises pour les agrocarburants. Le code agricole qui est entrain d'être mis en place réserve une place importante aux biocarburants. Bientôt le parlement va devoir légiférer dans ce sens »³¹.

Dans le Projet de Code Agricole, les deux premiers chapitres concernent « l'accès à la terre et la sécurisation foncière » et « Energie et biocarburants ».

Comme le souligne un document de présentation du projet de code agricole du ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage communiqué par notre partenaire, **le gouvernement estime que un cadre favorable c'est-à-dire une politique incitative de régulation et de financement doit être mis en place pour lever les contraintes pesant aujourd'hui sur le développement du secteur à plus grande échelle.**

Ce document rappelle également les opportunités d'électrification rurale que peut présenter cette filière, sachant que seulement 5% de la population rurale de la RDC a aujourd'hui accès à l'électricité.

B/ Quels acteurs et quels projets?

Les entreprises présentes et opérationnelles : ZTE International (Chine), société coréenne, ...

- **Protocole d'accord entre ZTE International et la RDC** (représentée par le ministre d'Etat à l'agriculture, pêche et élevage)
Ce projet vise à la production et l'exploitation d'huile de palme. Le coût estimé pour sa mise en place est de 1 milliards de \$.
La surface prévue d'exploitation est de **3 millions d'ha** dans les provinces de l'Equateur et de Bandundu, dans la province orientale et dans une partie de la province du Kasaï Occidental.
- Exploitation de **10 000ha** par une **société Coréenne** au Nord-Kivu. (info partenaire)

³¹ Questionnaire de l'association partenaire FAT

- En province de l'Equateur, les **missions de prospection** se succèdent, notamment pour des plantations de palmier à huile.

Une ONG est également active sur les agrocarburants :

CADIM (Centre d'Appui au Développement Intégral de Mbakana) : partenariat entre le ministère des hydrocarbures et l'ONG. L'association a reçu en décembre 2007 un fonds important devant servir aux premiers essais d'une culture intense de semences de jatropha³².

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Les zones de production d'agrocarburant sont : l'Equateur, le Bandundu, la province orientale et la province du Kasai Occidental. Région du Nord Kivu

Plantes principalement utilisées : huile de palme, canne à sucre, arachides, soja, tournesol.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire FAT

1/ Présentation du partenaire

La FAT, active sur ce thème, traite la thématique agrocarburant sous l'angle des droits de l'homme, de l'impact environnemental et de la concurrence avec l'agriculture vivrière.

Positionnement de l'organisation :

« Les pays du Sud ne peuvent pas se permettre le luxe de s'engager dans les agrocarburants à partir du moment où ils ont déjà des difficultés pour nourrir leur population. Malheureusement, ceux qui poussent les pays du Sud sur cet axe, les pays développés, veulent exploiter les ressources et les espaces soit disant encore disponibles et non exploités. Mais alors, pour quel intérêt ? Celui des pays du Sud ou du Nord ? ».

Au sein de la FAT, il n'y a pas de personne directement et spécifiquement affectée sur la problématique des agrocarburants. Ce sont les deux animateurs, l'un chargé des questions juridiques et l'autre chargé du genre et de l'accès aux ressources naturelles qui croisent leurs informations afin de dégager le point de vue de l'association

2/ Quelles conséquences pour la République Démocratique du Congo du développement des agrocarburants ?

La FAT souligne que le développement de filière agrocarburant à grande échelle en RDC va **intensifier la compétition inégale entre les agro-industries et les agriculteurs familiaux**, ces derniers se retrouvant chassés de leurs terres. *«Les petits exploitants qui seront soumis à une concurrence terrible risquent de se retrouver asphyxiés. Les grands exploitants vont chasser les petits comme cela s'observe déjà dans la province du Nord-Kivu pour le carré de 10 000 ha que la compagnie Coréenne négocie, ou disons mieux veut imposer aux chefs*

³²Congo-Kinsasa : La RDC sur la voie de la nouvelle technologie – Bientôt du biodiesel produit à base de jatropha, Eugène Khonde, La Prospérité, janvier 2008 - disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/200801020406.html>

coutumiers par l'intermédiaire des fils puissants de la région. Ceci aura comme conséquence certaine les déplacements forcés des populations »

La disponibilité de denrées produites localement se fera également de plus en plus rare sur les marchés si de grandes surfaces sont mobilisées pour les cultures énergétiques : « *Les petits exploitants auront de moins en moins accès à l'alimentation car ils produiront de moins en moins. L'autre scénario c'est qu'ils seront soumis à une alimentation imposée par les multinationales perturbant alors leurs habitudes alimentaires.* »

Enfin, une des craintes principales de notre partenaire sur le développement des agrocarburants, concerne **la question foncière et la mobilisation des ressources par des grands groupes industriels**. « *Les grandes exploitations industrielles vont risquer de s'accaparer des toutes les sources potentielles d'énergies et les ressources disponibles au détriment des paysans villageois comme cela s'observe déjà dans tout le pays [...]. En RD Congo, surtout pour les provinces du Nord et du Sud Kivu, les conflits fonciers vont s'intensifier et les risques d'une insécurité toujours croissante vont augmenter* ».

3/ Focus sur les forêts congolaises

En janvier 2008, un expert de la FAO, Dr Josef Schmidhuber, déclarait à Reuters que les Nations Unies s'apprêtaient à mettre en place un plan pour faire de la RDC un gros producteur d'huile de palme, de graines de soja, de maïs, de manioc destinés à produire des agrocarburants pour la communauté internationale. **Cet expert mettait ainsi en avant le fait que la RDC disposait de 80 à 115 millions d'ha inutilisés ainsi que de 4 millions susceptibles d'être irrigués**³³. (Le choix sur la RDC a été fait après que le Zimbabwe, le Mozambique et le Malawi eurent rejeté le même plan). Mr Schmidhuber estimait ainsi que la RDC pourrait affecter des millions d'acres à la plantation de matières premières pour la fabrication d'agrocarburants dont le palmier à huile. Il a même ajouté que les aspects environnementaux seraient moins problématiques au Congo puisqu'il y a de grandes étendues de terres cultivables à l'extérieur des forêts tropicales³⁴. Ce raisonnement ignore les personnes habitant ces zones ou qui en dépendent.

Par ailleurs, plusieurs études montrent que les forêts congolaises sont aujourd'hui directement menacées.

L'exploitation forestière est en plein accroissement à l'intérieur de la RDC, qui contient 63% de la forêt d'Afrique Centrale. La construction de routes forestières est ainsi passée de 336km par an entre 1986 et 1990 à 456km par an entre 2000 et 2002. Cela montre que les forêts denses et humides du Bassin du Congo ne sont plus aussi inaccessibles qu'elles l'étaient il y a quelques années. Le pillage des forêts est ainsi en marche : **30% des forêts de RDC, soit 15 millions d'ha, sont légalement sous contrat avec des compagnies forestières**³⁵.

4/ Quels projets et activités sont prévues par la FAT?

³³ *Congo's Biofuel potential*, Reuters, janvier 2008 - disponible sur :

http://www.fin24.com/articles/default/display_article.aspx?ArticleId=1518-25_2247700

³⁴ *RDC : l'invasion du palmier à huile a démarré*, Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales, février 2008 - disponible sur : www.infosdelaplanete.org/3579/rdc-l-invasion-du-palmier-a-huile-a-demarre.html

³⁵ *Biodiesel : la RD Congo est potentiellement capable de devenir l'un des plus grands producteurs du monde*, José M. Bakima, La Conscience, juillet 2007 - disponible sur : http://www.laconscience.com/article.php?id_article=6250

Lors de rencontres organisées par la FAT, les agrocarburants ont fait partie des thématiques abordées (« *nous avons clairement posé la problématique* »). L'association désire par ailleurs mener une campagne médiatique sur les dangers du développement des filières agrocarburant pour les petits paysans mais aussi pour sensibiliser les chefs coutumiers sur la situation et les possibles conflits pour la distribution des terres.

De plus, l'organisation a participé aux discussions relative au nouveau code agricole actuellement développé par le gouvernement congolais. Elle a ainsi obtenu, par son travail de plaidoyer avec d'autres organisations de la société civile, l'introduction de la problématique « agrocarburant » (avec ses opportunités mais aussi ses dangers) dans ce code, et ont proposé un article permettant de limiter la superficie accorder à chaque opérateur³⁶.

Ainsi, dans l'objectif « *de mettre en place une loi foncière juste et plus équitable qui stabilise les petits exploitants sur leur territoire* », la FAT a pour **cibles de plaidoyer** les petits paysans et les chefs coutumiers, mais aussi les représentants gouvernementaux et les parlementaires.

La FAT travaille en partenariat avec la FOPAC (Fédération des Organisations Paysannes au Congo) et le SYDIP (Syndicat de défense des Intérêts Paysans).

³⁶ En juin 2008, le projet de code agricole de République Démocratique du Congo n'avait toujours pas été adopté par le parlement.

TANZANIE

La Tanzanie est de plus en plus dépendante des importations de l'aide alimentaire, les sécheresses se multipliant ces dernières années. La politique de production des agrocarburants pour l'exportation plutôt que le soutien de la production alimentaire pour les tanzaniens va intensifier la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans les années à venir.

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 39,5 millions d'habitants (2006)³⁷

Dont pourcentage de ruraux : 75%

2/Superficies³⁸ (2003)

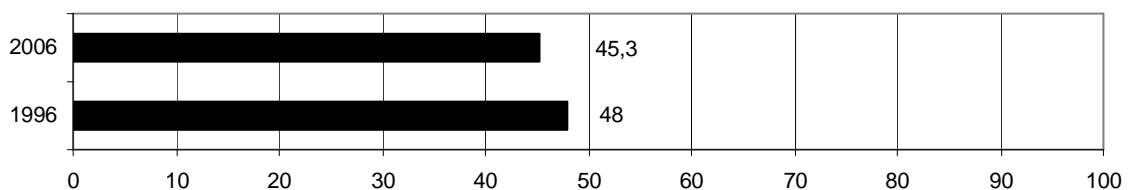
Superficie totale : 88 359 000ha

Terres arables et cultures permanentes : 5 100 000 ha (5,8%)

Terres irriguées : 184 000 ha (0,2%)

3/ Importations et exportations

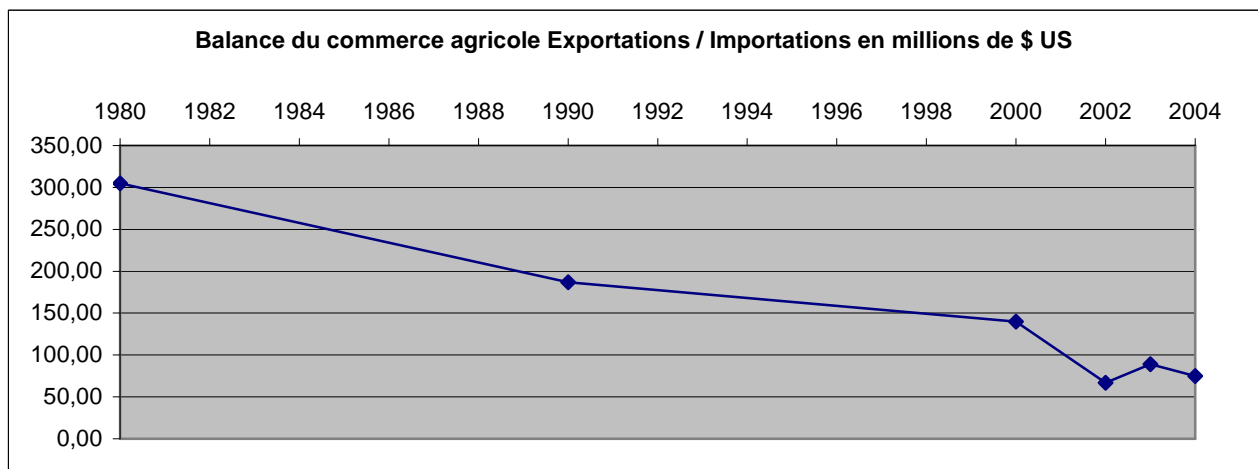
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : viande de bétail, cassava, maïs
- Principales exportations : noix de cajou, tabac, coton
- Principales importations : blé, huile de palme, maïs

Balance du commerce agricole



Source : FAO

³⁷ http://devdata.worldbank.org/AAG/tza_aag.pdf

³⁸ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/BDI_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	305	186.9	139.9	66.7	89	74.9

II – Les Agrocarburants en Tanzanie

A/ Législation et positionnement de l'Etat ³⁹

1/ Quel discours de la part de l'Etat ?

Le discours officiel met en avant la production d'agrocarburants pour les besoins énergétiques nationaux et en effet quelques projets existent au niveau local. Cependant, la production à grande échelle est fortement encouragée par le gouvernement.

La position du gouvernement est ainsi contradictoire, entre une production pour utilisation domestique et une production pour l'exportation. Le discours sur une production pour les besoins locaux est diffusé, constituant en fait une première ouverture pour des investissements de plus grande ampleur.

Les agences internationales de développement comme l'EVEI (EU Energy Initiatives), la Banque Mondiale, USAID ou le DFID soutenant ce genre de projets, plusieurs compagnies étrangères se sont déjà prononcées favorablement pour des investissements en agrocarburants en Tanzanie.

2/ Quelle politique mise en place ?

Il n'y a pour l'instant aucune politique officielle sur les agrocarburants. Mais le Ministère de l'Energie et des Minéraux, dans le cadre de la « Biofuels Task Force » établi en avril 06, désire promouvoir le développement du secteur et développer la législation pour stimuler l'utilisation d'agrocarburants. Un cadre législatif serait donc en cours de rédaction.

B/ Quels acteurs et quels projets?

Malgré le discours sur l'indépendance énergétique, les projets des investisseurs internationaux visent principalement les marchés étrangers et peu d'investissements sont prévus dans les en Tanzanie pour une production d'agrocarburants à un niveau local et en filières courtes. Le gouvernement n'a aucun scrupules à expulser les paysans de leur seul moyen de subsistance.

- Une **compagnie suédoise**, dans la région du Bassin de Wami, désire planter 400 000 ha de canne à sucre. Pour l'instant, les terres sont utilisées par de petites exploitations pour la production de riz. Si le projet de cette entreprise se concrétise, 1 000 fermiers pourraient être expulsés.
- Dans la région de Kigoma, des **investisseurs malais et indonésien** ont le projet d'une production de biodiesel à partir d'huile de palme pour cultiver 8 000 ha. Les palmiers à huile étant exploitable 30 ans, voir plus, les paysans en contrat pour les

³⁹ *La nouvelle ruée vers l'Afrique*, octobre 2007 - disponible sur : <http://www.grain.org/seedling/?id=523>

plantations devront abandonner l'utilisation de leurs terres pour plusieurs dizaines d'années.

- **D1 Oils** est également présent en Tanzanie et désire investir à grande échelle dans le jatropha et le tournesol pour la production de biodiesel.
- Une autre entreprise anglaise, **Sun Biofuels**, présente dans la région de Lindi, a prévu de planter 18 000 ha de jatropha et encourage les paysans locaux à se lancer dans cette production.
- L'entreprise allemande **PROKON**, basée dans le département de Mpanda (Sud-Ouest), a mis sur pied un projet de plantation de 10 000 ha de jatropha dont les premières récoltes sont attendues cette année. Cette production est prévue à la fois pour le marché allemand et tanzanien.
- Un **groupe anglo-américain, malaisien et un fonds américain** sont également entrain de développer des projets d'investissement sur les agrocarburants à partir de l'huile de palme en Tanzanie pour une surface de 100 000 ha.

Une ONG tanzanienne travaille également sur les agrocarburants dans la région de Kigoma. **FELISA** a déjà procédé à la plantation de palmiers à huile. Cette ONG a également aidé le gouvernement à identifier 60 000 ha d'autres zones possibles d'investissement. Malgré le fait que de tels projets puissent entraîner le départ des petites exploitations locales, FELISA soutient que ces plans sont justifiés puisque les terres appartiennent au gouvernement, soulignant ainsi l'insécurité de nombreux agriculteurs tanzaniens non propriétaires de leurs terres.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Les zones de production d'agrocarburant. Plusieurs régions ont d'ores et déjà été identifiées pour les investissements (Ruipa, Ikongo, Mahurungu-Mtwara, Usungu Plains, Malagarasi, Kilosa, Babati et Hanang), ce sont en général celles ayant un bon accès à l'eau, c'est-à-dire les zones où les fermiers sont déjà présents.

- Ruipa – Ikongo – Mahurungu Mtwara : potentiel pour la production de canne à sucre. Pour l'instant, terres pour la production de riz et de maïs. 1 000 paysans risquent d'être expulsés.
- **Dans les plaines d'Usungu, cette volonté du gouvernement d'accueillir des productions à grande échelle d'agrocarburants s'est déjà faite au détriment des paysans.** Ainsi, les nouvelles plantations ont coupé l'accès à l'eau des communautés alentours et plusieurs rapports montrent que désormais, ces populations vivent dans des conditions misérables.
- La zone de Malagasari (près du Congo) est caractérisée par une biodiversité forte et aussi de nombreuses forêts. Compte tenu de cela, **cette région a pendant longtemps été épargnée mais elle est désormais vu comme un endroit idéal d'investissement.**

Plantes exploitées : canne à sucre, huile de palme, jatropha.

La production d'éthanol à partir de canne à sucre à une place importante sur l'agenda du gouvernement et de la Biofuel Task Force.

TOGO

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

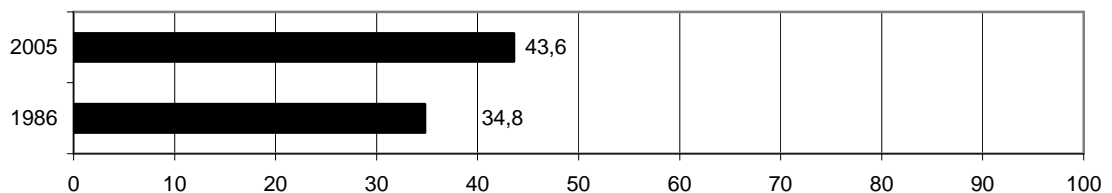
Population totale : 6.3 millions d'habitants (2006)⁴⁰
 Dont pourcentage de ruraux : 59%

2/Superficies⁴¹ (2003)

Superficie totale : 5 439 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 2 630 000 ha (48.3%)
Terres irriguées : 7 000 ha (0.13%)

3/ Importations et exportations

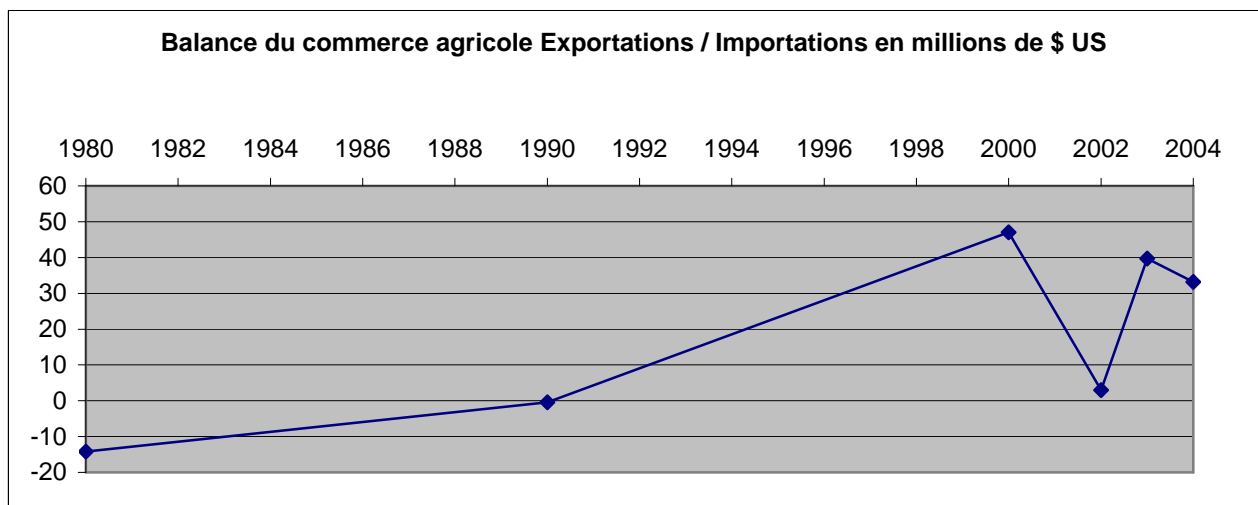
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : ignames, coton (tissu), maïs
- Principales exportations : coton (tissu), fèves de cacao, coton brossé
- Principales importations : blé, cigarettes, noix de karité

Balance du commerce agricole



Source : FAO

⁴⁰ http://devdata.worldbank.org/AAG/tgo_aag.pdf

⁴¹ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/TOG_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	-14.2	-0.4	47	3	39.7	33.2

II - Les Agrocarburants au Togo

A/ Législation et positionnement de l'Etat

Un engagement récent du gouvernement

Début juillet 2008, le gouvernement togolais a annoncé vouloir se lancer dans la production d'agrocarburants⁴², compte tenu de l'énorme déficit énergétique que connaît le pays et de la flambée des prix du pétrole.

Une délégation officielle devrait prochainement se rendre au Brésil.

B/ Quels projets et quels acteurs?

- Projet annoncé en juillet 2008 et soutenu par le gouvernement⁴³

Une société doit être montée, avec des financements de banques suédoises, et sa production se fera à partir de canne à sucre sur 30 000 ha.

Jacques Inglese, le promoteur de ce projet, a annoncé avoir l'appui de la Banque Mondiale

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : **Jatropha, canne à sucre**

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire MAPTO

1/ Présentation du partenaire

MAPTO traite la thématique des agrocarburants sous l'angle de l'impact environnemental, de la concurrence avec les cultures alimentaires, et de l'impact sur la hausse des prix.

MAPTO est **actif** et travaille localement sur cette question.

Positionnement de l'organisation :

« Il est vrai que les agrocarburants sont un palliatif à la crise énergétique actuelle mais nous croyons que cela ne devrait pas venir en priorité par rapport à la crise alimentaire. Il serait possible de développer d'autres alternatives qui ne soient pas forcément du secteur agricole particulièrement ce qui touche à l'alimentation humaine et animale ».

⁴² *Le Togo opte pour les biocarburants*, Les Afriques, juillet 2008 - disponible sur :

<http://www.lesafriques.com/togo/le-togo-opte-pour-les-biocarburants.html?Itemid=85?articleid=7821>

⁴³ *Id.*

2/ Quelles conséquences du développement des agrocarburants ?

MAPTO souligne tout d'abord les **conséquences sur le secteur agricole local et les populations rurales**. Ainsi, l'essor des agrocarburants au Togo risque d'entraîner « *un déracinement culturel, la disparition des pratiques culturelles et de certaines semences traditionnelles locales et un déséquilibre agro-écologique sont prévisibles face à l'instauration de ces systèmes agro-industriels* ».

« *Une catégorie de personnes qualifiées sera privilégiée sur ces exploitations agro-industrielles en terme de main d'œuvre au détriment des petits producteurs analphabètes et non formés ; Sans oublier que les terres de ces derniers leur seront retirées. Ainsi, on assistera à une forte migration des populations paysannes vers les villes* ».

L'organisation craint également que les agrocarburants soient un nouveau moyen utilisé par certaines agro-industries pour **l'introduction de semences OGM dans le pays**. « *C'est la bonne porte d'entrée par laquelle s'introduiront dans nos milieux les OGM que nous combattons énergiquement* ».

3/ Activités menées ou prévues

Un **comité de réflexion de trois personnes a été mis en place** « pour mieux s'informer et sensibiliser à la base ». Il est composé du président du MAPTO, le représentant de la filière maraîchère et le représentant du système d'amélioration des produits vivriers. Ce comité se destine aussi à effectuer des travaux de recherche.

Deux ateliers ont également été organisés dans deux régions du pays « pour informer et sensibiliser les populations sur les conséquences des agrocarburants ».

MAPTO désire effectuer un travail de plaidoyer auprès des autorités togolaises, « *afin de les amener à comprendre et accepter la position des petits producteurs face à cette situation* ».

Les **objectifs de plaidoyer** de l'organisation sont :

- « - de conscientiser et mobiliser la majorité des petits paysans togolais autour de cette problématique.
- de développer une stratégie de négociation auprès des autorités afin de les amener à protéger les petits producteurs qui aujourd'hui vivent déjà dans une situation d'extrême pauvreté ».

MAPTO travaille sur cette thématique en **partenariat** avec la Coordination Togolaise d'Organisations Paysannes (CTOP).

AMERIQUE CENTRALE ET LATINE

Pays étudiés :

- Argentine	p.41
- Brésil	p.46
- Colombie	p.55
- Guatemala.....	p.61
- Mexique	p.66
- Paraguay	p.71
- Salvador	p.78
- Uruguay	p.82

Quelle dynamique régionale?

○ Le Brésil, chef de file de l'éthanol sur le continent

Accords signés par Lula : Mexique, Honduras, Nicaragua, Panama, Jamaïque (les 5 lors d'une tournée en août 2007 afin de signer des accords de coopération dans la production d'éthanol), Argentine (une « stratégie commune » définie en avril 2007), Colombie, Guatemala (2005 et 2008), Salvador (un Protocole Bilatéral d'Intention signé en septembre 2005 renforcé en juillet 2007), Uruguay.

Un partenariat privilégié avec les Etats-Unis : les deux leaders mondiaux de la filière ont signé un accord bilatéral en mars 2007 sur la recherche et le développement des agrocarburants. Ils se voient comme complémentaires, la production américaine étant basée sur le maïs et sur la canne à sucre au Brésil.

Lula et G.W.Bush ont également lancé l'initiative du Forum International des Biocarburants au début de l'année 2007 (inclus également la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et l'Union Européenne).

○ La Banque Interaméricaine de Développement (BID)

De nombreux investissements dans le secteur ont été effectués par la BID ces dernières années, notamment en janvier 2008. 400 000\$ ont été alloués au gouvernement guatémaltèque pour soutenir ses efforts législatifs afin d'encourager les investisseurs. Cependant, la BID réfléchit désormais à ne soutenir que des projets répondant à un certain nombre de **critères** (environnementaux, pas de concurrence avec l'alimentaire).

○ Interamerican Ethanol Commission

Elle est co-présidée par Jeb Bush (frère du président américain), Roberto Rodriguez (ancien ministre brésilien de l'Agriculture) et le colombien Luis Alberto Moreno (président de la BID). Elle vise à encourager et développer les investissements privés dans le secteur de l'éthanol aussi bien en Amérique du Nord que du Sud.

○ Projet Mesoaméricain d'intégration et de développement

Il fait suite au Plan Puebla Panama (PPP) et a été mis en place en juin 2008. Un des volets de ce projet concerne le domaine de l'énergie et **un investissement de 3 milliards de \$ pour l'installation des trois usines pilotes de production de biodiesel dès mi-2008** au Guatemala, au Salvador et en Honduras a d'ores et déjà été lancés. Ce projet est mené par la Colombie.

○ Les clivages régionaux se retrouvent...

Alors que le Brésil tente d'étendre son influence sur le continent latino-américain, Chavez et Castro se sont alliés à leur tour dans le domaine des agrocarburants.

Le Venezuela et Cuba ont ainsi mis en place en 2007 un programme commun pour le développement de la production d'agrocarburant à partir de canne à sucre.

Mais lors de la crise alimentaire au début de l'année 2008, **Fidel Castro, Hugo Chavez et Evo Morales se sont prononcés fortement contre les pays développant des programmes de production d'agrocarburants à grande échelle à partir de plantes alimentaires.** Fidel Castro a ainsi qualifié de « génocide » l'utilisation à des fins énergétiques du maïs américain.

ARGENTINE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 39,1 millions d'habitants (2006)⁴⁴

Dont pourcentage de ruraux : 10%

2/Superficies⁴⁵ (2003)

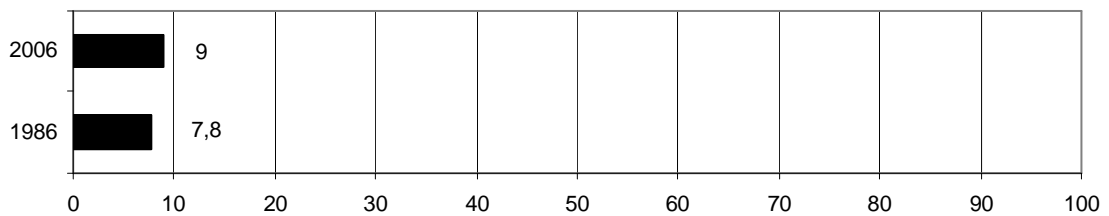
Superficie totale : 273 669 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 28 900 000 ha (11%)

Terres irriguées : 1 550 000 ha (0,6%)

3/ Importations et exportations

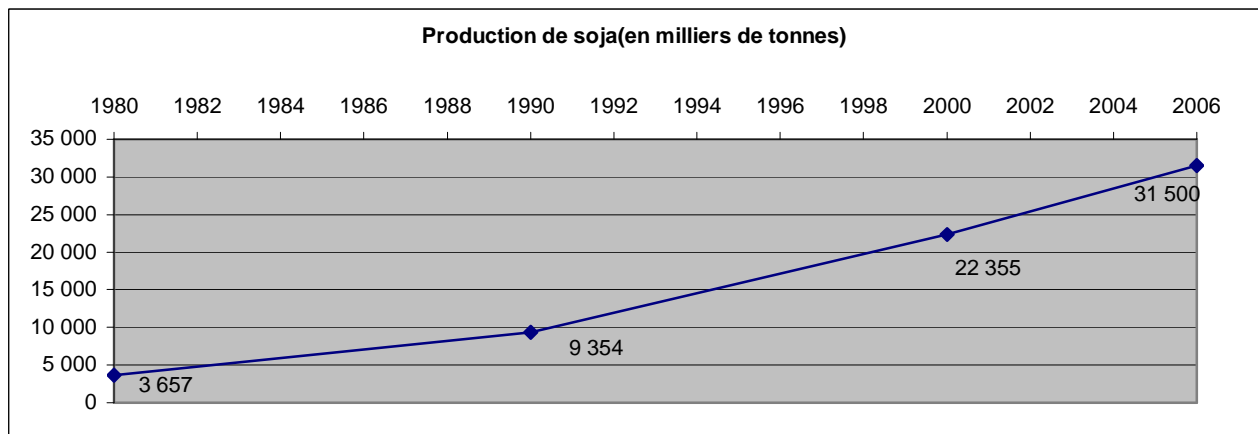
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : soja, viande de bétail, blé

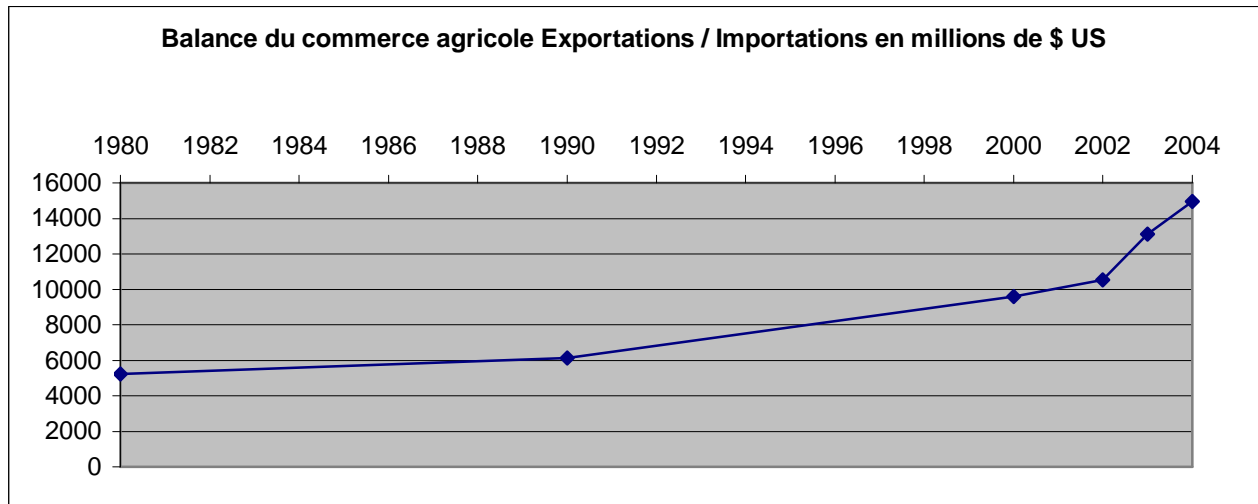
Focus sur le soja



- Principales exportations : gâteau de soja, huile de soja, soja
La quasi-totalité de la production de soja argentine est exportée.
- Principales importations : soja, matières organiques brutes, bananes

⁴⁴ http://devdata.worldbank.org/AAG/arg_aag.pdf

⁴⁵ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/ARG_ESS_E.pdf

Balance du commerce agricole

source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	5 230	6 113	9 581	10 520	13 131	14 953

II - Les Agrocarburants en Argentine

L'Argentine cherche à devenir le principal fournisseur pour la demande européenne de biodiesel. Dans ce sens, dès 2007, le gouvernement argentin a fait la demande de tarifs douaniers préférentiels à l'Union Européenne.

A/ Législation et positionnement de l'Etat argentin**1/ Un cadre législatif défini**⁴⁶

En 2007 a été adoptée **la loi 26 093**, définissant un régime incitatif pour la promotion des agrocarburants, et a fixé un objectif obligatoire d'incorporation de 5% d'ici 2010.

L'Argentine souhaite ainsi **à la fois satisfaire le marché à l'exportation, et respecter les exigences domestiques**.

Les **gouvernements provinciaux** voient les agrocarburants comme une opportunité de développement. Ils impulsent donc des politiques permettant l'installation des entreprises de cette filière. Ainsi, le gouverneur de Santiago del Estero a participé aux journées internationales sur les agrocarburants souligne notre partenaire INCUPO.

2/ Une « stratégie commune » avec le Brésil⁴⁷.

Les présidents argentin et brésilien se sont rencontrés en avril 2007 pendant deux jours pour s'accorder sur une **stratégie commune sur les agrocarburants**, espérant ainsi initier une dynamique régionale. Cette rencontre s'est faite sous l'initiative de Lula.

⁴⁶ Source : Questionnaire INCUPO

⁴⁷ Kirchner y Lula acordaron una « estrategia comun » sobre biocombustibles, El País, avril 2007 - disponible sur : <http://www.clarin.com/diario/2007/04/27/um/m-01408121.htm>

Lors de sa campagne électorale, Mme Cristina Kirchner a effectué plusieurs visites dans des usines de production d'agrocarburants, réaffirmant son soutien à cette filière, et une rencontre a été organisée avec Lula.

3/ Promotion du commerce des agrocarburants

Selon notre partenaire INCUPO, des restrictions commerciales minimales s'appliquent pour les graines et huiles, ce qui encourage le commerce.

Le Secrétariat de l'Agriculture, des Grains, de la Pêche et des Aliments (Sagpya) est très influencé par les grands groupes agro-exportateurs, soutenant ainsi la tenue de conférences et d'événements pour la promotion de la production d'agrocarburants.

4/ L'opposition de l'Institut National de Technologie Industrielle

L'Institut National de Technologie Industrielle s'oppose à la production d'agrocarburants, pour des « raisons techniques », nécessitant plus d'énergie pour les produire que ce qu'ils permettraient d'obtenir, et pour des « raisons politiques », car ce type de production favorise la concentration de la production à un nombre limité d'entreprises. **Cet avis va à contre-courant du discours officiel argentin.**

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont (beaucoup de joint-ventures) : Vicentin (Arg), AGD-Bunge S.A (Arg – UK), SACEIF-Louis Dreyfus (Arg – Français), Repsol-YPF (Espagne) , Enarsa (Arg).

Ces entreprises participent à des projets évalués entre 25 et 30 millions de \$⁴⁸.

Il y a de plus petites entreprises sur de plus petites surfaces (8 000 ha en production selon INCUPO) mais elles connaissent des difficultés, car le coût de production du biodiesel à petite ou moyenne échelle reste élevé.

Remarque : pas d'informations précises (nombre, superficie, production) sur les projets développés.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : huile de palme, soja, tournesol

Selon notre partenaire INCUPO, **les productions concernées sont surtout des oléagineux, dont la surface d'exploitation est estimée à 22 millions d'ha.**

⁴⁸ *Géopolitique des agrocarburants : manifeste pour un dé-développement*, Amis de la Terre, décembre 2007 - disponible sur : <http://www.amisdelaterre.org/Geopolitique-des-Agrocarburants.html>

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire INCUPO

1/ Présentation du partenaire

Au travers du Réseau Agroforestier du Chaco, INCUPO travaille et approfondit son analyse sur le développement de la filière agrocarburant en Argentine.

Les **angles d’approche** de notre partenaire, **actif** sur cette thématique, sont les Droits de l’Homme, l’impact environnemental, la souveraineté alimentaire et la concentration des moyens de production.

2/ Quelles conséquences pour l’Argentine du développement des agrocarburants ?

INCUPO résume bien l’**ensemble des impacts à considérer** concernant la production d’agrocarburants : *« Au niveau macro-économique, les agrocarburants sont le moyen de qualifier de ‘renouvelable’ l’énergie du pétrole utilisée pour les produire. Ainsi, les pays du Nord soulagent leur conscience, croyant que au lieu d’une énergie fossile, ils utilisent une énergie renouvelable. [...] Il faut ajouter à cela le désastre écologique (déforestation, dégradation des sols,...) et social (déplacement de population, marginalisation, émigration) qu’entraîne le système de production avec lequel se mettent en place ces cultures ».*

Pour le **secteur agricole local**, INCUPO identifie plusieurs conséquences. *« La production d’agrocarburant, entraînant une concentration des terres, risque d’en faire augmenter le prix. De plus, ces cultures vont concentrer les ressources et les moyens de production. Enfin, elles vont restreindre la diversification des cultures ».*

INCUPO identifie également d’autres problèmes : *« d’importants déboisements, dont les conséquences peuvent être des glissements de terrain, des inondations, ... ».* En effet, afin de satisfaire à la fois le marché à l’exportation et la demande nationale, **la déforestation de 4 à 7 millions d’hectares supplémentaires de forêts primaires est programmée**⁴⁹. Il est également prévu le déplacement d’arbres fruitiers, de cultures maraîchères et de cultures irriguées de Patagonie pour permettre la mise en place d’exploitations à grande échelle sur de bonnes terres.

Concernant l’impact du développement de la filière agrocarburant sur l’accès à l’alimentation et le prix des denrées alimentaires de base, *« la production d’aliments va de plus en plus être marginalisée, perdant alors en quantité, diversité et en qualité et la nourriture va devenir de plus en plus chère »* selon INCUPO.

L’implantation de larges monocultures par les agro-industries va chasser les populations locales de leurs terres souligne l’organisation. *« La production d’agrocarburant risque également d’entraîner d’importantes vagues d’émigration vers les villes. Il va y avoir un dépeuplement des campagnes, et donc la disparition des populations rurales. »*

Pour INCUPO, **la seule façon d’agir aujourd’hui, c’est de « mettre fin au gaspillage d’énergie, se reposer sur les systèmes économiques locaux et encourager la production locale d’énergie ».**

⁴⁹Géopolitique des agrocarburants : manifeste pour un dé-développement , Amis de la Terre, décembre 2007 - disponible sur : <http://www.amisdelaterre.org/Geopolitique-des-Agrocarburants.html>

3/ Activités menées ou prévues

INCUPO a **deux principaux objectifs de plaidoyer** :

- « *Générer des politiques publiques qui avant tout encouragent la viabilité des organisations paysannes: redistribution des terres, arrêt de la déforestation,...* »
INCUPO souligne également la nécessité de mettre en place une législation et des services qui favorisent la présence des familles dans le milieu rural.
- Adapter la réflexion sur les agrocarburants aux différentes régions argentines.
« *Actuellement, les agrocarburants représentent une proposition uniforme pour l'ensemble du pays, sans tenir compte des différences culturelles, environnementales et géologiques de chaque région* ».

INCUPO prévoit ainsi **une campagne de diffusion d'information et d'opinion**, des formations pour les leaders paysans et indigènes sur cette thématique, le renforcement des propositions sur les énergies alternatives, et une dénonciation publique des effets des agrocarburants.

L'association travaille en **partenariat** avec des organisations paysannes (Unpeproch, Mocafor), et également avec Rapal, Maela.

BRESIL

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 188,7 millions d'habitants (2006)⁵⁰

Dont pourcentage de ruraux : 15%

2/Superficies⁵¹ (2003)

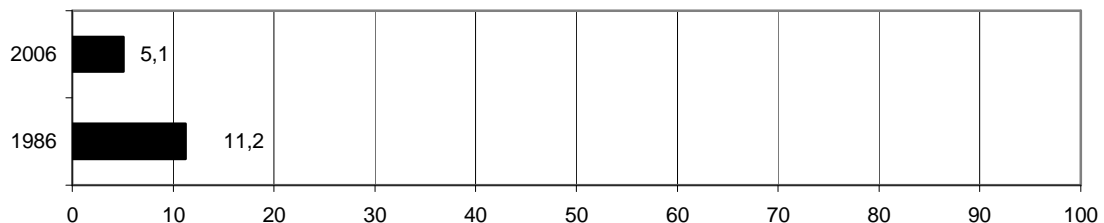
Superficie totale : 845 942 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 66 600 000 ha (7,9%)

Terres irriguées : 2 920 000 ha (0,3%)

3/ Importations et exportations

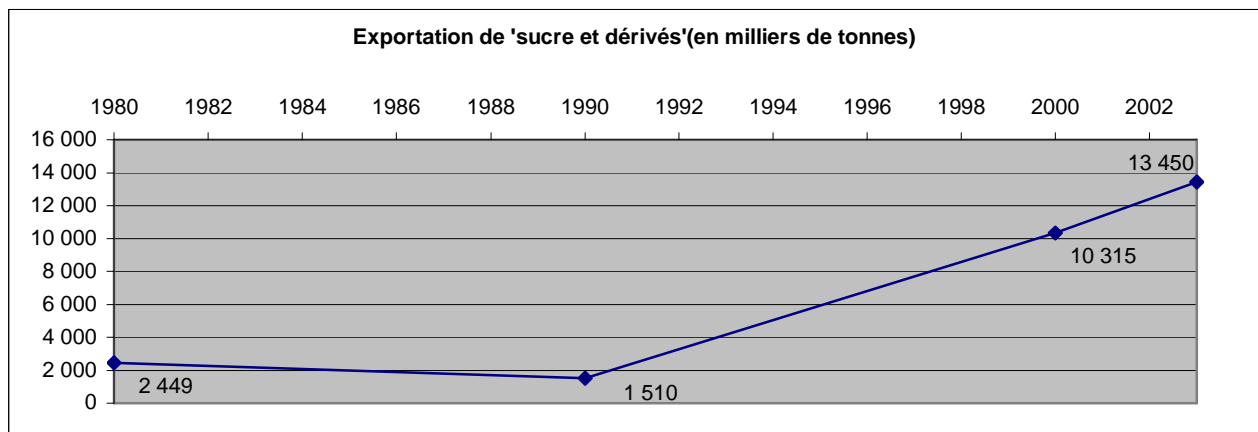
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : viande de bétail, soja, viande de poulet
- Principales exportations : soja, gâteau de soja, poulet

Focus sur l'exportation de 'sucre et dérivés'



Source : FAO

Selon notre partenaire FASE, les exportations brésiliennes de l'agro-industrie devraient atteindre un nouveau record en 2008. Entre juin 2007 et mai 2008, elles se sont élevées au montant historique de 64 milliards de dollars US, soit 18,3% de plus que les exportations de la

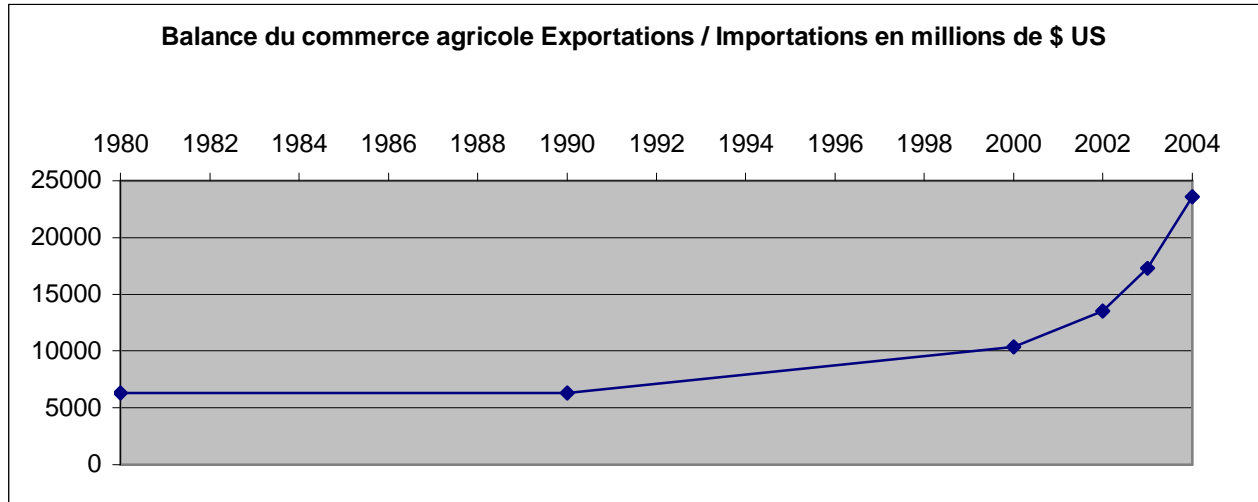
⁵⁰ http://devdata.worldbank.org/AAG/bra_aag.pdf

⁵¹ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/BRA_ESS_E.pdf

période précédente (juin 2006-mai 2007). En plus de l'augmentation des prix internationaux d'une série de produits agricoles exportés par le Brésil, le volume des exportations a aussi augmenté, dans de nombreux cas de façon significative.

- Principales importations : blé, caoutchouc, orge

Balance du commerce agricole



source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	6 325,5	6 330,1	10 350,6	13 487,6	17 313,7	23 616,9

4/ Des bénéfiques records à l'exportation pour l'agro-industrie.

La FASE a sorti un rapport en mai 2008 sur l'expansion des monocultures au Brésil. Selon ce document, la production agricole brésilienne, dans son ensemble, connaît une croissance accélérée. Rien qu'entre 2002 et 2007, les ventes externes de l'agro-industrie brésilienne ont augmenté de 135,5 % (de 24,8 milliard de dollars EU à 58,4 milliard de dollars EU), d'après le Ministère de l'Agriculture.

Et l'escalade de l'augmentation continue. Entre janvier et mai 2008, les exportations de l'agro-industrie ont totalisé 27,2 milliard de dollars EU, soit 25,3 % au-dessus de la valeur exportée dans la même période de 2007.⁵²

II - Les Agrocarburants au Brésil

« Les grands marchés consommateurs d'aujourd'hui voient le Brésil comme le pays qui rassemble le plus grand potentiel pour "nourrir le monde", de la nourriture animale à l'alimentation des hommes, en passant maintenant aussi par les agrocarburants. Les pays d'Europe, la Chine, le Japon, ayant déjà consommé une grande partie de leurs réserves naturelles, considèrent le Brésil comme le grenier à grains où ces ressources essentielles peuvent être obtenues à bas prix, en échange de produits industriels de haute valeur, gains dans le secteur financier, sur la propriété intellectuelle et autres »⁵³.

⁵² Exportação de agrícolas até maio cresceu 25,3%, divulga Mapa. Agência Estado, 09/06/08.

⁵³ Bois de chauffage nouveau pour l'ancienne chaudière : la fièvre des agrocarburants, FASE, mai 2008

A/ Législation et positionnement de l'Etat brésilien

1/ Un développement de la filière éthanol engagé depuis plus de trente ans – Le programme Pro-Alcool

Après le premier choc pétrolier de 1973, la dictature militaire alors au pouvoir au Brésil décide de lancer un plan pour développer les carburants alternatifs et ainsi diminuer la dépendance au pétrole du pays. C'est le **programme Pro-Alcool**.

A coups de contraintes, subventions et incitations fiscales, les constructeurs automobiles et les grands producteurs de canne à sucre ont été obligés de travailler ensemble afin de développer le secteur de l'éthanol.

En 1986, à l'apogée du programme Proalcool, 76% du parc automobile était équipé de moteurs à alcool produit à partir de canne à sucre.

Cependant, dans les années 90, l'éthanol devient à son tour une denrée rare, et donc chère. Compte tenu de la flambée des prix du sucre sur le marché mondial, les producteurs de canne à sucre ont préféré écouler leur marchandise sur ce marché, plutôt que de consacrer leur production à l'éthanol, alors moins lucratif et réservé au seul marché brésilien. Par ailleurs, compte tenu d'un approvisionnement plus faible, les brésiliens ont abandonné en masse les voitures à l'éthanol.

La construction par Volkswagen de la première voiture flex-fuel en 2003 va relancer le marché, fonctionnant à l'essence, à l'éthanol ou aux deux à la fois et s'adaptant donc mieux aux évolutions du marché. D'autres constructeurs se sont lancés dans ce type de véhicule et plus de la moitié des voitures présentes aujourd'hui sur le marché brésilien utilise cette technologie.

L'éthanol est donc aujourd'hui disponible au Brésil soit pur, soit mélangé à l'essence (25% d'éthanol).

2/ Programme National de Production et d'Utilisation du Biodiesel

Concernant le **biodiesel, la priorité est pour le gouvernement brésilien le marché interne**. Depuis le début de l'année 2008, un programme national est en vigueur : il vise à substituer une partie du diesel consommé dans le pays. Ainsi, tout le diesel vendu au Brésil contient depuis le 1er janvier dernier 2% de biodiesel, un pourcentage qui est passé à 3% début juin. D'ici 2010, l'incorporation devra être de 5%.

La réalisation de ce programme **implique une production de 840 millions de litres de biodiesel par an**. Le pays dispose déjà de ce volume, selon le ministère du Développement agricole. Le programme est mené par Petrobras Biocombustível.

La première usine pour la production de biodiesel a été inaugurée fin juillet 2008 et est située dans le Nord-Est, près de Salvador de Bahia. L'usine de Candeias, la première de trois qui doivent entrer en fonction cette année, aura une capacité de production de 57 millions de litres de biodiesel par an.

Ce programme national de production et d'utilisation du biodiesel vise également, selon le Ministère du Développement Agricole, à favoriser une production par l'agriculture familiale. Les résultats d'une étude encouragée par le Ministère montrent qu'avec 6% de participation de l'agriculture familiale dans le marché du biodiesel, 269.691 emplois en milieu rural seront

créés avec un coût moyen par emploi (famille) de 4.906,00 réais. Les revenus avec l'activité seront, au moins, multipliés par deux.

Si au contraire, tout le marché du biodiesel se retrouve entre les mains de l'agro-industrie, l'analyse conclut qu'à peine 46.375 emplois seraient créés, avec un coût moyen par emploi près de seize fois plus élevé estimé à 80.000,00 réais.

3/ La « diplomatie de l'éthanol »

Depuis son élection en 2002, le président Lula da Silva a multiplié les voyages à l'étranger pour participer à des conférences et rencontres sur les agrocarburants, et pour signer des **accords de coopération. Entre 2005 et 2008, on en dénombre près d'une quarantaine.** Le débat qui s'est engagé depuis quelques années sur une énergie alternative au pétrole a pris de plus en plus d'ampleur et le Brésil s'est fortement mobilisé pour promouvoir la filière éthanol et ainsi en devenir l'un des leaders.

Comme le souligne la FASE, « *le gouvernement brésilien voit dans cette vague une grande occasion d'augmenter de façon significative les exportations du pays, à commencer par celles d'éthanol. Pendant qu'il cherche, sur le plan intérieur, à concentrer le contrôle de la distribution et des exportations entre les mains de Petrobras, il inscrit la vente de l'éthanol en priorité dans l'agenda des voyages internationaux du Président* ».

Un rapport de la Commission des Finances du Sénat⁵⁴ souligne que le but du Brésil est ainsi de faire accéder l'éthanol au statut de 'commodity', c'est-à-dire une matière première cotée sur le marché international.

Face aux critiques qui se sont multipliées ces derniers mois sur les agrocarburants, le président brésilien n'a pas changé son discours. Il continue de soutenir fortement le développement de la filière et rejette son rôle dans la hausse du prix des denrées alimentaires. Ainsi, en Septembre 2007, lors de l'ouverture de l'Assemblée Générale des Nations Unies, à New York, Lula da Silva a déclaré que « *l'expérience brésilienne de trois décennies montre que la production d'agrocarburants n'affecte pas la sécurité alimentaire. Le problème de la faim dans le monde ne découle pas d'un manque de nourriture, mais du manque de revenus qui frappe près d'un milliard d'hommes, de femmes et d'enfants. Il est parfaitement possible de combiner biocarburants, préservation de l'environnement et production alimentaire* ».⁵⁵

B/ Quels projets et quels acteurs?

Sont présentés dans cette section les principaux investisseurs français dans la filière au Brésil, ainsi que la nouvelle filiale biodiesel de Petrobras.

Petrobras Biocombustivel, contrôle le programme national pour le développement du biodiesel au Brésil. Cette filiale de Petrobras a vu le jour cette année avec le plan ambitieux de produire 4,6 milliards de litres de biocarburants d'ici 2012, et un investissement de 1.5 milliard de \$. La première usine pour la production de biodiesel a été ouverte en juillet 2008, dans le Nord-Est. A partir d'octobre prochain, 58% de la matière première utilisée proviendra de la production des petits agriculteurs de la région de Bahia et de l'Etat voisin de Sergipe.

⁵⁴ Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants, juillet 2008 - http://www.senat.fr/rap/r07-482/r07-482_mono.html#toc119

⁵⁵ Marília Martins. *Lula anuncia plano ambiental*. O Globo, 26/09/07.

Tereos (Fr – Ex-Bhégin-Say) : a racheté en 2005 deux usines au groupe sucrier Guarani. Tereos a fait parti des premières sociétés étrangères à investir massivement dans cette filière au Brésil (170 millions d'€).

Louis Dreyfus (Fr) : a annoncé en 2007 vouloir doubler ses capacités de traitement de canne à sucre au Brésil, et ainsi devenir le numéro deux du secteur⁵⁶. La filiale locale, Louis Dreyfus Commodities Bioenergia a pour cela racheté les activités ethanol et sucre de la société Tavares de Melo (4 usines de transformation) pour un montant estimé à 476 millions de \$. Dreyfus prévoit ainsi d'ici 2009 de traiter 18.5 millions de tonnes de canne à sucre dans 8 unités industrielles.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

« Le territoire brésilien est aujourd'hui occupé par diverses monocultures. Trois d'entre elles, qui figurent parmi celles qui occupent les plus grandes surfaces agricoles, sont liées à la production d'agrocarburants : le soja, la canne à sucre et les forêts artificielles. [...]Cumulées, elles occupent une surface équivalente à celles de l'Italie et des Pays-Bas réunies (environ 33 millions d'hectares) ».

Dans l' *Agricultural Outlook*, publication annuelle de l'OCDE et de la FAO contenant les projections sur la période 2008-2017, il est prévu que **la production brésilienne de graines oléagineuses, parmi lesquelles le soja, va connaître un taux de croissance annuel moyen de 3,9% sur les dix prochaines années. En conséquence, le Brésil devrait, d'ici à 2009, devenir devant les États-Unis le plus grand exportateur mondial d'oléagineuses.** Pour l'éthanol, le scénario attendu en 2017 est le même : **le Brésil répondra à 32% de tout l'éthanol produit dans le monde, juste derrière les USA.**

Plantes exploitées : soja, canne à sucre

- La canne à sucre

Selon la CONAB (Compagnie Nationale d' Approvisionnement agricole), lors de la récolte 2007/2008, **la surface plantée en canne à sucre dans tout le pays avait atteint 7 millions d'hectares, soit une augmentation de 23%**. En termes de territoires, la région du Sudeste est, de loin, celle qui devra répondre de la plus grande extension de terres.

Les États qui ont le plus consacrés de surfaces à la culture de la canne à sucre sont : Bahia, le Ceara, le Mato Grosso do Sul, le Paraná et le Minas Gerais. Le Sud est la région qui devrait fournir le plus fort taux de croissance de la production, avec 34%, suivie par le Centre-Ouest (22,1%).

« La moyenne des projections sur les dix prochaines années indique que la canne à sucre va occuper 10,3 millions d'hectares - 50% de plus que la surface actuelle » rappelle la FASE.

La canne à sucre mange ainsi petit à petit plus de terrain, et le remplacement des cultures est déjà observé dans certaines régions du pays. *« Dans l'état du Parana, qui a vu une forte*

⁵⁶ *Louis Dreyfus : n°2 du sucre et de l'éthanol au Brésil*, Elisabeth Studer, février 2007 - disponible sur : http://www.leblogfinance.com/2007/02/louis_dreyfus_n.html

expansion de la plantation de canne, et où s'obtient la majeure partie de la production de blé du Brésil, la réduction de la surface plantée en blé a été de près d'un tiers (-31%). Dans l'état du Rio Grande do Sul, la réduction a été de 18%. Dans l'État du Minas Gerais et de l'Espirito Santo, les surfaces plantées en haricot ont respectivement diminué de 14,4% et 11,5% en 2007 ».

- Le soja

Les estimations officielles de la récolte de soja au cours de la période 2007-2008 ont été publiées par la CONAB en octobre 2007. Elles font prévoir une **croissance entre 2,4 et 5,7% de la surface plantée dans le pays**, soit entre 500 000 et 1,2 millions d'hectares.

Les Etats qui devraient connaître la plus grande expansion seraient, dans cet ordre, le Mato Grosso, Bahia, Goiás et le Mato Grosso do Sul

En ce qui concerne le soja, l'utilisation de son huile comme carburant ne nécessite pas, en fait, l'extension de sa culture. Mais **certains facteurs découlant de l'utilisation croissante des agrocarburants dans le monde entier contribuent à la forte expansion de la culture du soja au Brésil, que l'on observe aujourd'hui**. La réduction de la surface plantée en soja aux États-Unis⁵⁷, son plus gros producteur mondial, découle précisément de son remplacement par la culture du maïs destinée à la production d'éthanol.

La FASE souligne ainsi que, pour les mêmes raisons, l'augmentation de la production de maïs au Brésil s'accélère et rentre en concurrence avec d'autres cultures pour l'espace. L'utilisation, dans plusieurs pays, des huiles végétales en général comme carburant provoque l'augmentation de la demande d'huile de soja, en remplacement d'autres. **« Tous ces facteurs concourent à faire monter le prix de l'huile de soja, stimulant ainsi l'augmentation de la production de cette graine au Brésil ».**

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire FASE

1/ Présentation du partenaire

La FASE traite la thématique des agrocarburants sous l'angle des Droits de l'Homme, l'impact sur l'environnement, la concurrence avec les cultures alimentaires, et l'impact sur l'augmentation du prix des denrées de base.

L'organisation est **active** sur ce thème.

Positionnement de la FASE :

« Nous vivons un nouveau paradigme, dans lequel l'activité agricole n'est plus entièrement consacrée à la production de denrées alimentaires. [...] Certes, la disponibilité globale en nourriture serait suffisante pour fournir de la nourriture à l'humanité tout entière. Toutefois, l'analyse des récents événements liés à l'expansion de la culture des agrocarburants montre que ces derniers, à plusieurs égards, contribuent, conjointement avec d'autres facteurs (hausse des prix du pétrole, changements climatiques, augmentation de la consommation de viande, spéculation), à compromettre la sécurité alimentaire de plusieurs segments de la population ».

⁵⁷ Pour la première fois en 10 ans, la surface plantée en soja aux États-Unis a été réduite de 30,6 millions d'hectares à 25,9 millions d'hectares lors de la récolte 2007/08

2/ Quelles conséquences pour le Brésil du développement des agrocarburants ?

L'une des premières conséquences du développement des agrocarburants pointée du doigt par la FASE concerne la **substitution des cultures**. *« L'expansion territoriale de plusieurs cultures et de l'élevage est déjà une réalité. Dans certains États des régions Sud et Sudeste, comme par exemple à Sao Paulo, l'expansion de certaines cultures se produit nécessairement au détriment d'autres, puisque la disponibilité en surfaces propices à l'activité agricole touche à ses limites. Dans d'autres régions comme le Centre-Ouest, la canne à sucre et le maïs s'étendent en remplaçant en partie d'autres cultures, ou en les déplaçant vers d'autres régions ».*

Plusieurs filières sont touchées par cette substitution des cultures : bovine, laitière... Pour Paulo Cavasin, ingénieur agronome du Bureau de Développement Régional Agricole d'Araraquara (dans l'Etat de São Paulo), *"Où il y avait des vaches, aujourd'hui il y a une mer de canne à sucre et ceci se produira aussi avec d'autres cultures. L'état a perdu de grands bassins laitiers au profit de la canne à sucre. Les éleveurs ont quitté São Paulo pour d'autres États tels que Goiás et le Parana. La mutation a été très avantageuse pour la culture sucro-alcoolière parce que la canne à sucre a pris la place de grands pâturages, terres planes, logistiquement bien localisées.."*⁵⁸

Un autre aspect que mentionne la FASE concerne l'**augmentation des prix, non pas des denrées alimentaires, mais du pétrole et des agrocarburants**. *« Le Brésil a, sur son marché intérieur, un énorme potentiel de consommation d'agrocarburants, tant en éthanol qu'en biodiesel. Le faible coût de production d'éthanol de canne à sucre, parallèlement aux augmentations successives du prix du pétrole, permet d'envisager un remplacement accéléré de l'essence automobile par l'alcool de canne à sucre. Les actuels moteurs flexibles permettent ce remplacement.*

Cette tendance ne peut pas se confirmer, cependant, surtout que la perspective - encouragée par l'attitude du gouvernement brésilien - est que l'éthanol devienne une matière première sur le marché international. En conséquence, il est fort probable que son prix soit tiré à la hausse vers ceux du pétrole. De même, la forte augmentation des exportations de l'agrocarburant peut rendre le produit rare sur le marché intérieur, provoquant une hausse du prix domestique qui découragerait ce processus de remplacement ».

L'organisation met alors en avant le lien entre le prix du pétrole et le prix des denrées alimentaires. *« Il est possible qu'à moyen terme les prix des produits alimentaires retournent à leurs niveaux antérieurs, car la tendance observée historiquement est la baisse des prix relatifs des produits primaires par rapport aux autres prix de l'économie. Toutefois, l'utilisation croissante de produits végétaux comme carburants est un fait nouveau. S'ajoutent à cela les effets des changements climatiques sur la production agricole et nous avons un panorama d'incertitudes sur le futur des prix des produits alimentaires. Pour la première fois, il semble y avoir une relation directe entre le prix du pétrole et ceux de la nourriture ».*

Notre partenaire met également en avant les **conséquences environnementales** du développement des agrocarburants pour le Brésil, et notamment sa forêt. *« L'expansion de monocultures liées à la production d'agrocarburants, en même temps que celle de l'élevage bovin, provoque la destruction de la biomasse, en particulier celle de la Forêt Amazonienne*

⁵⁸ Área de plantação de cana duplicou nos últimos sete anos, Fernanda Manécolo, Tribuna Imprensa de Araraquara, 16 juillet 2007

du Pantanal et du Cerrado. La dégradation des surfaces déjà utilisées pour l'activité agricole est également source de préoccupation, dans la mesure où la croissance de l'ensemble des activités entraîne l'occupation de surfaces supplémentaires [...] Entre août 2007 et avril 2008, le DETER, système de Détection en Temps Réel du gouvernement fédéral, a détecté 5850 km² de forêt détruite contre 4974 km² entre août 2006 et Juillet 2007⁵⁹ ».

Il est intéressant de se pencher sur le cas particulier de la canne à sucre, fort consommateur de produits toxiques pour en favoriser la culture.

« L'expansion des cultures destinées à la production de carburant, ne saurait être considérée comme neutre. La contamination de l'eau et du sol, par exemple, est l'un des dommages à prendre en compte. Le cas de la canne à sucre est plus grave que les autres : alors qu'elle occupe près de dix pour cent du total des surfaces cultivées au Brésil, sa culture, d'après le Syndicat Nationale de l'Industrie de Produits pour la Défense Agricole (SINDAG), a répondu, en 2006, de 12,6% du total des ventes de l'industrie des agrotoxiques. D'après José Roberto da Ros, vice-président du SINDAG, le secteur de la canne à sucre a dépensé, en 2006, 351 millions de dollars en herbicides, contre 731,4 millions de dollars pour le soja. La canne occupait alors 6 millions d'hectares et le soja, 20 millions⁶⁰ ».

La FASE dénonce par ailleurs les **conséquences sociales du développement des agrocarburants, et notamment sur l'emploi**. En effet, une agriculture basée sur de larges monocultures est fortement mécanisée, et donc peu créatrice d'emplois. *« Dans l'État de Sao Paulo, dans lequel la canne à sucre s'est étendue avec la plus grande vigueur au cours des dernières années et où l'agriculture occupe déjà presque toutes les terres disponibles, l'emploi rural diminue continuellement. José Marangoni Camargo, de l'Institut d'Economie de l'Unicamp (Université d'Etat de Campinas), montre dans une étude récente que, entre 1970 et 2000, l'agriculture pauliste a éliminé environ 700 000 emplois – représentant 40% des postes existant à cette époque - et que ce processus est toujours en cours. Les effets de la canne, d'après l'auteur, sont encore plus importants à partir de 1990 ».*

Le développement de la filière agrocarburant et du modèle type monoculture risque également de **mettre en péril la sécurité alimentaire** des brésiliens. *« L'expansion des monocultures destinées à la production d'agrocarburants réduit également la sécurité alimentaire de l'agriculture familiale au fur et à mesure qu'elle provoque la valorisation des terres. En conséquence, l'agriculteur rencontre des difficultés croissantes à produire sa propre nourriture. La sécurité alimentaire est mise à mal, de même, dans les régions isolées ou distantes des grands centres de production d'aliments dont les prix sont augmentés par les coûts du transport et dont la qualité est détériorée par le temps et les conditions de transport précaires ».*

Quelles perspectives pour le développement des agrocarburants au Brésil?

Aujourd'hui, le commerce des agrocarburants est un secteur rentable au Brésil qui attire d'importants investisseurs, seuls vrais bénéficiaires de ce marché. *« Les modèles productifs basés sur la monoculture et la production intégrée n'ont que très peu de bénéficiaires: de grands propriétaires terriens, alimentés par un processus de concentration de la propriété*

⁵⁹ *Desmatamento aumenta e já supera o registrado em 2007*, Afra Bazalina e Fábio Amato, Folha de São Paulo, 3 juin 2008

⁶⁰ *Indústria de defensivos aposta na cana*. Valor Econômico, 19/09/2007.

des terres et financés par des fonds publics ; de grandes entreprises nationales et internationales des secteurs alimentaire et énergétique et des capitaux étrangers, productifs et spéculatifs qui commencent à investir massivement dans la production d'agrocarburants. Dans ce modèle, comme dans celui de la production et distribution du pétrole, le revenu est singulièrement concentré sur un petit nombre de bénéficiaires ».

Selon la FASE, un modèle viable de production serait **un modèle basé sur « l'agriculture familiale, dans lequel les agriculteurs pourraient aller au-delà de la plantation, en participant à l'élaboration du carburant. Cela semble être aujourd'hui la meilleure alternative pour la production de carburants à base de végétaux, en termes sociaux et environnementaux ».**

Mais la FASE précise que cette évolution est loin d'être celle observée au Brésil et qu'aujourd'hui, il faut aller plus loin. **« Il est nécessaire d'introduire de nouveaux modèles de consommation. Ce débat ne rencontre pas beaucoup d'adeptes, surtout qu'il contrarie la logique économique en vigueur, selon laquelle seule compte la croissance illimitée de la production et de la consommation, indépendamment des bénéfices ou des préjudices causés au public consommateur ou de la capacité de la Terre à résister à de tels systèmes de consommation ».**

3/ Activités menées ou prévues

La FASE travaille avec plusieurs ONG et mouvements sociaux nationaux ou internationaux sur cette thématique. Elle fait partie du réseau Alliance Sociale Continentale, au sein du Groupe de Travail sur le Commerce et l'Agriculture. Dans ce cadre, l'organisation a déjà effectué des recherches et élaboré des documents d'analyse sur le thème des monocultures et des agrocarburants.

Elle est également active au sein du Groupe de Travail sur le Commerce et la Sécurité Alimentaire de la CIDSE.

L'objectif principal de plaidoyer de l'association est d'influencer les politiques publiques menées par le gouvernement brésilien.

COLOMBIE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 45,6 millions d'habitants (2006)⁶¹

Dont pourcentage de ruraux : 27%

2/Superficies⁶² (2003)

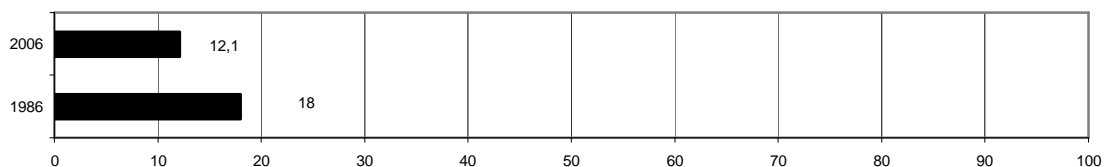
Superficie totale : 103 870 000ha

Terres arables et cultures permanentes : 3 850 000 ha (3,7%)

Terres irriguées : 900 000 ha (0,9%)

3/ Importations et exportations

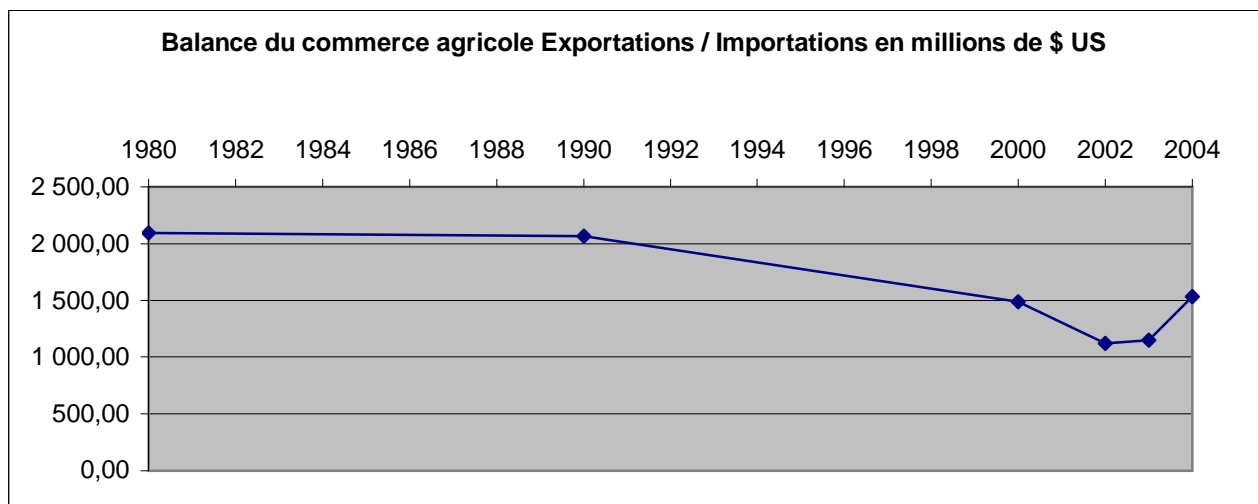
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : lait de vache, viande de bétail, viande de poulet
- Principales exportations : café, matières organiques brutes, bananes
- Principales importations : maïs, blé, gâteau de soja

Balance du commerce agricole



Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	2 095,2	2 064,6	1 485,1	1 121,2	1 150,2	1 531,6

⁶¹ http://devdata.worldbank.org/AAG/col_aag.pdf

⁶² http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/COL_ESS_E.pdf

II - Les Agrocarburants en Colombie

A/ Législation et positionnement de l'Etat colombien

1/ Un soutien affiché du gouvernement colombien

En Colombie, les agrocarburants sont présentés par le gouvernement comme **une opportunité économique pour le secteur agricole**, et comme **une alternative 'verte' aux combustibles fossiles** nous rapporte notre partenaire CINEP.

La filière agrocarburant est donc fortement soutenue par la présidence de la République et le Ministère de l'Agriculture et des Haciendas.

« *Seule la palme africaine bénéficie d'autant d'avantages en Colombie, comparée à d'autres cultures* » (CINEP).

« *Le gouvernement colombien a promu publiquement le développement des cultures d'agrocarburants. L'objectif est de semer plus de 3,5 millions d'ha d'huile de palme, et autant de canne à sucre ou autre pour produire de l'éthanol* » (Justice et Paix).

2/ Un important cadre législatif pour soutenir la filière agrocarburants

Depuis 2002, de nombreuses lois ont été passées en Colombie pour encadrer la production, favoriser les investissements et mettre en place un objectif d'incorporation obligatoire.

Ces différentes lois donnent **des garanties pour favoriser la production et le commerce d'agrocarburants** : exemption d'impôts pour le commerce et sur les terrains semés de palmier à huile entre 2003 et 2013, mise en place de zones franches, ...

« *Les propositions, dans le cadre de la politique agraire, ont accentué les mécanismes de corruption, l'appropriation illégale des terres (7 millions de terres sont aujourd'hui aux mains des paramilitaires), et le démantèlement de la propriété collective des indigènes* » (Justice et Paix).

Par ailleurs, d'ici 2010, **l'objectif d'incorporation obligatoire** est de 10% pour l'éthanol, de 5% pour le biodiesel, et de 10% pour tous d'ici 2020. Par ailleurs, d'ici 2012, tous les moteurs produits en Colombie devront être adaptés à un mélange de 20%.

3/ Deux lois favorisant le développement de l'agro-industrie du secteur

Loi Forestière (Ley Forestal) : elle est actuellement en cours de discussion. Notre partenaire CINEP dénonce le manque de consultation des populations rurales et indigènes. Cette loi mettrait en péril une grande partie des forêts colombiennes, autorisant d'importants investissements dans des régions jusque là préservées. Selon CINEP, **on estime à 40 millions d'ha la superficie pouvant être captée par la filière agrocarburant en Colombie.**

Loi pour le développement rural : Cette loi entraînerait selon la CINEP un détricotage des droits territoriaux et indigènes en faveur d'intérêts privés. Elle va favoriser le développement d'agro-industries dans des régions où il y a encore peu d'investissements, et notamment des régions à haute biodiversité.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Dans le cadre du **programme Agro Ingreso Seguro (AIS)**, d'importantes enveloppes ont été allouées au développement de la filière agrocarburant⁶³ :

- 2 millions d'euros d'investissements directs dans la filière.
- 7 millions d'euros via les crédits prévus dans le programme pour l'établissement de 9 200 ha d'huile de palme.
- 7 millions d'euros pour deux projets d'éthanol et deux projet d'agrodiesel.

Des investissements étrangers :

- la Banque JP Morgan Chase, intéressée pour des projets d'investissement à Vichada.
- la fondation Zeri, sous le nom de Marandua Inc. Projet qui, d'ici six ans, devrait couvrir 100 000 ha.

Le cas de Carimagua : un domaine de 17 000 ha qui était normalement destiné depuis 2004 à accueillir 800 familles déplacées du département de Meta.

Cependant, alors que ces familles s'apprêtaient à s'y installer, le Ministère de l'Agriculture a annoncé que ces terres étaient finalement concédées à plusieurs entreprises pour la production d'huile de palme.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : **Huile de palme**, canne à sucre, maïs, soja, caoutchouc.

Régions, départements principalement concernées : Bajo Atrato, Choco, Curbarado

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de nos partenaires

1/ Présentation du partenaire

❖ **Justice et Paix Colombia**

Cette organisation traite de la thématique des agrocarburants **sous l'angle** des Droits de l'Homme, de l'impact environnemental, de l'impunité des crimes occultés par l'imposition d'un modèle de 'développement' et de 'progrès', et des négociations pour les peuples indigènes et tribaux.

Justice et Paix est **actif** sur ce thème.

Positionnement de Justice et Paix :

*« La production d'agrocarburants se veut être une alternative environnementale durable et humaine, quand en réalité elle est incapable de garantir la réduction de l'énergie nécessaire et en même temps porte préjudice à la biodiversité. La production d'agrocarburants paraît être un phénomène économique qui cherche à générer des investissements pour les grands noms de l'industrie pétrolière, automobile et alimentaire. **La hausse de la production d'agrocarburants génère en Colombie des déplacements forcés, la pauvreté et de plus en plus de paysans sans terre. Elle met en péril l'accès à l'alimentation des plus pauvres compte***

⁶³ Source : questionnaire CINEP

tenu de la hausse des prix impliquant la substitution de cultures alimentaires pour les agrocarburants ».

❖ **CINEP**

Les **angles d’approche** de CINEP sur les agrocarburants sont les Droits de l’Homme, la concurrence avec les cultures alimentaires, l’impact sur les prix, la perte des droits territoriaux et culturels des groupes ethniques et des communautés paysannes.

L’organisation est **active** sur ce thème.

Positionnement du CINEP :

« Nous rejetons ces projets qui violent les Droits de l’Homme des groupes ethniques et des communautés paysannes, qui engendrent de graves impacts sur l’environnement compte tenu de la destruction d’écosystèmes vitaux pour l’humanité et qui favorisent les intérêts privés, à l’opposé de millions de paysans dans le monde et les intérêts des multinationales qui tentent d’imposer un modèle de développement visant une accumulation du capital, et mettent en péril la stabilité environnementale et sociale de notre planète ».

2/ Quelles conséquences pour la Colombie du développement des agrocarburants ?

L’une des principales conséquences en Colombie de l’expansion des cultures d’agrocarburants, et plus particulièrement des plantations d’huile de palme, est *« la destruction de systèmes de production traditionnels. Ces projets ont généré un changement abrupt dans la logique paysanne d’une production diversifiée, dédiée principalement à la consommation et la commercialisation des excédents. Aujourd’hui, on observe le passage à une économie agraire d’entreprises qui obéit à une logique commerciale qui a impliqué un engagement exclusif des paysans dans les monocultures »* (CINEP).

« Selon le Ministère de l’Agriculture, les terres utilisées pour ces cultures proviendront d’hectares sous ou non exploitées. Cependant, des études montrent déjà que les cultures destinées à la production d’agrocarburants vont affecter des terres appartenant aux communautés indigènes, parfois par de la déforestation. Une autre conséquence sera la réduction de la production agricole locale et le déplacement forcé des populations paysannes » (Justice et Paix).

La production d’agrocarburants va également entraîner selon CINEP une **baisse de l’offre de denrées alimentaires sur les marchés locaux et une hausse des prix**. *« Le principal effet sur les marchés locaux du développement des agrocarburants sera le manque de denrées alimentaires dû au passage d’une culture diversifiée à la culture exclusive de certains produits pour l’exportation. Cela entraînera également une hausse des prix car, l’offre alimentaire régionale étant restreinte, de plus en plus de denrées seront importées »*. Le CINEP résume ces impacts ainsi : *« Diminution des aliments traditionnels cultivés dans la région, prix plus élevés des denrées importées, changement des habitudes alimentaires, dépendance et insécurité alimentaire généralisée »*.

Justice et Paix juge aussi que **les effets seront néfastes sur le droit à l’alimentation dans le pays, et pointe notamment du doigt le traité de libre-échange signé avec les Etats-Unis**. *« Le plan du gouvernement, et des Etats-Unis, par le biais du traité de Libre Echange,*

favorise le passage à une agriculture extensive d'exportations. Ce modèle va fortement nuire au droit à l'alimentation d'une grande partie de la population colombienne » (Justice et Paix).

Enfin, l'un des impacts majeurs de ces cultures en Colombie concerne le déplacement des populations. Nos deux partenaires sont fortement investis sur ces questions.

« Les cultures d'huile de palme implantées dans le Curbarado, le Bajo Atrato ou le Choco l'ont été grâce au déplacement de la population, par des actions des paramilitaires avec l'appui des forces armées de l'Etat, et avec le financement d'entreprises. Dans d'autres régions du pays, on nous a également rapporté des déplacements de population non pas liées au conflit armé, mais pour des raisons économiques, compte tenu de la pression des entreprises et la dynamique commerciale qu'impose la nouvelle activité de production dans ces régions » (CINEP).

« Les cultures de production d'agrocarburant ont d'ores et déjà générées des déplacements forcés de population, des assassinats, des menaces de morts à cause de mécanismes, d'apparente légalité, mais dépouillant les communautés indigènes de leur terre comme au Curcuvado. Dans cette région, les populations n'ont toujours pas récupéré leur territoire, les entreprises continuent leurs cultures, et il est fort probable que de nouveaux déplacements soient observés » (Justice et Paix).

3/ Activités menées ou prévues

❖ **Justice et Paix**

L'organisation travaille en **partenariat** avec le CETRI de Béliga pour des recherches, a mené des initiatives communes avec Green Peace Espagne, le Mouvement Mondial pour les Forêts et Biofuel Watch. JP a également reçu un soutien financier de Christian Aid.

*« Nous pensons que la campagne sur les agrocarburants devrait s'interroger sur l'ensemble des aspects, et plus particulièrement **la cause principale du problème qui est le mode de développement mondial**. Il est urgent de faire également avancer la pétition pour un moratoire dans toutes les législations nationales et supranationales qui créent cette demande d'agrocarburants »* (Justice et Paix).

Actions menées :

- Accompagnement des communautés indigènes victimes de ces cultures, actions juridiques nationales et internationales.
- Organisation en août 2008 du « Séminaire International : Crise Mondiale, Droits de l'Homme et Diagnostique, Analyse et Alternatives aux Agrocarburants ».
- Etude en mai 2008 avec le CETRI et l'appui du CCFD sur les impacts des agrocarburants en Colombie.
- Participation en septembre 2008 à une rencontre internationale en Italie durant laquelle les agrocarburants feront l'objet d'une session de travail.

Objectifs de plaidoyer:

- La protection de la vie, du retour dans la dignité et la restitution des terres des communautés victimes des cultures d'huile de palme destinées à la production d'agrocarburants.

- Impulser un moratoire sur les législations qui favorisent l'utilisation d'agrocarburants.
- Promouvoir le fait que soit abordé, au travers de campagne sur le changement climatique, les questions de fonds comme la justice climatique et le changement nécessaire d'un système économique qui n'est pas viable.

❖ **CINEP**

Le CINEP travaille en **partenariat** sur ce thème avec ASCOBA, le Forum interethnique de la Solidarité du Choco et OXFAM GB.

Actions prévues :

- Accompagnements des communautés du Bajo Atrato, pour la récupération de leur territoire occupé par des exploitations d'huile de palme parmi lesquelles celles de Curbarado et Jiguamiendo.
- Plaidoyer national et international – l'organisation cherchera à participer à des rencontres et événements sur les agrocarburants et le palmier à huile.

- Organisation en mai 2008 du Forum sous-régional pour la récupération des territoires, dans la ville de Carmen del Darien –Bajo Atrato, Choco.

Objectif de plaidoyer :

« Appuyer les actions de défense des Droits de l'Homme, des droits territoriaux, environnementaux, culturels et sociaux des communautés indigènes, afro-colombiennes et paysannes, qui sont devenues plus vulnérables à cause des projets d'agrocarburants ».

GUATEMALA

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 12,9 millions d'habitants (2006)⁶⁴

Dont pourcentage de ruraux : 54%

60% d'indigènes d'origine maya.

2/Superficies⁶⁵ (2003)

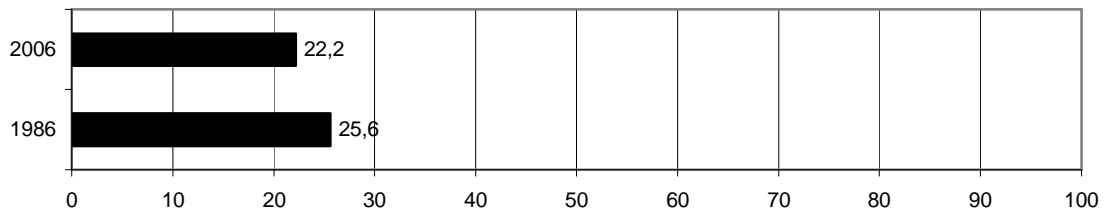
Superficie totale : 10 843 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 2 050 000 ha (19%)

Terres irriguées : 130 000 ha (1,2%)

3/ Importations et exportations

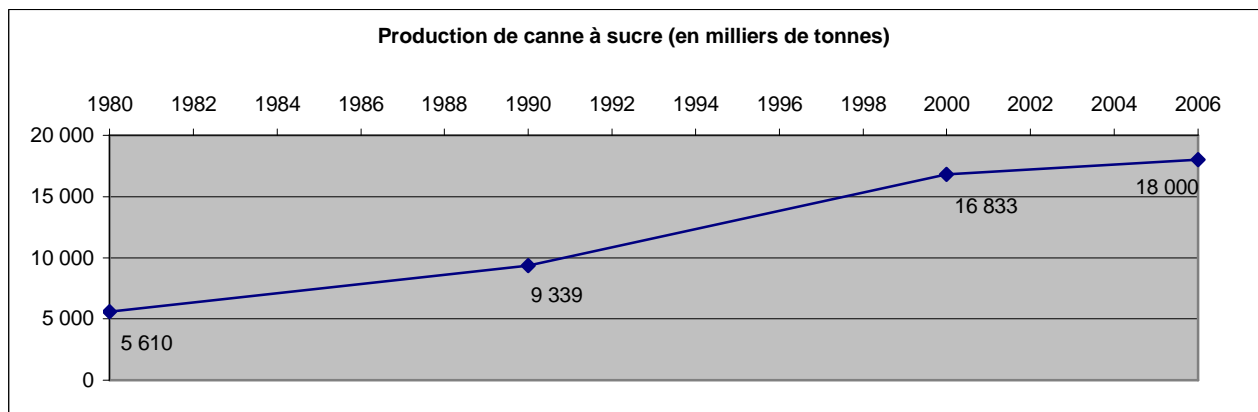
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : canne à sucre, café, poulet

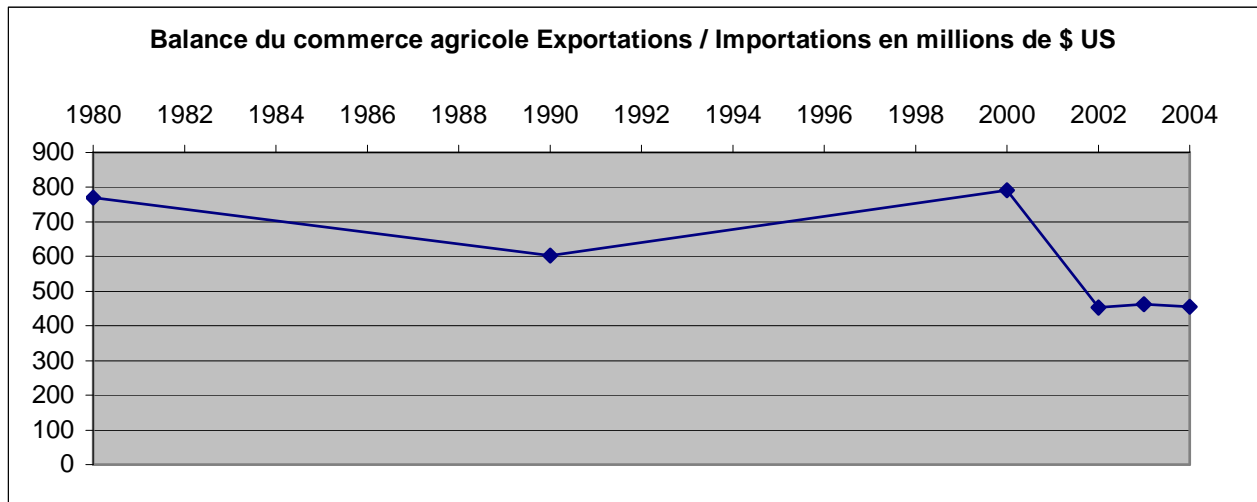
Focus sur la canne à sucre



- Principales exportations : café (divisée par 2 en 20 ans), bananes, sucre
2/3 des exportations du Guatemala proviennent du secteur agricole
- Principales importations : aliments transformés, blé, maïs

⁶⁴ Données Banque Mondiale, http://devdata.worldbank.org/AAG/gtm_aag.pdf

⁶⁵ Sources : http://www.ccfid.asso.fr/ewb_pages/d/doc_1077.php
<http://www.ruralpovertyportal.org/english/regions/americas/gtm/statistics.htm>

Balance du commerce agricole

Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	769,3	602,1	791,8	453,5	463	454,5

II - Les Agrocarburants au Guatemala**A/ Législation et positionnement de l'Etat**1/ Décret de loi DL 17-85 sur l'alcool pour carburant⁶⁶.

Régule les activités liées à la production d'alcool pour du carburant et son mélange. Ce décret autorise la production d'agrocarburant et précise les conditions spécifiques requises (prix imposés, taxes, exonérations, sanctions et les processus de production).

Remarque : le cadre législatif date de 1985 et est donc inadapté au contexte actuel.

N'ayant pas de cadre législatif permettant une commercialisation interne de la production d'agrocarburants, ou leur utilisation, l'ensemble est destiné à l'exportation aux Etats-Unis ou en Europe.

2/ Un pays ayant une des « plus importantes capacités de production d'agrocarburant »⁶⁷

Le Ministère de l'Energie et des Mines (MEM) a annoncé en août 2007 que selon une étude de l'Association des Producteurs Sucriers, le Guatemala était l'un des premiers pays au monde pour ses capacités de production d'agrocarburants, notamment à partir de canne à sucre.

⁶⁶ *Legislacion de biocombustibles en America Latina y El Caribe* - disponible sur :

<http://www.olade.org.ec/guatemalaLeg.html>

⁶⁷ *Guatemala entre mayores exportadores de biocombustibles*, Siglo Veintiuno, août 2007 - disponible sur :

http://www.icex.es/icex/cda/controller/pageICEX/0,6558,5518394_5519005_5604470_640250_0_-1,00.html

Le MEM a, suite à cette annonce, concédé une **licence de production d'agrocarburant à 13 entreprises**.

3/ Accords avec le Brésil

Les gouvernements guatémaltèque et brésilien ont signé un **protocole d'intentions sur les techniques de production et l'utilisation de l'éthanol** en 2005⁶⁸.

Depuis, plusieurs rencontres ont été organisées :

- une mission d'Amérique Centrale au Brésil en février 2006
- une mission d'entreprises brésiliennes au Guatemala en mai 2006, prenant part au «Séminaire des Opportunités commerciales entre le Guatemala et le Brésil ».

En juin 2008, le Brésil a signé des accords pour 8 projets de coopération avec le Guatemala dans les quatre prochaines années, notamment dans le domaine des agrocarburants⁶⁹.

4/ Investissement conséquent de la Banque Interaméricaine de Développement⁷⁰

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé en janvier 2008 avoir autorisé, dans le cadre de l'Initiative pour des Energies Durables et le Changement Climatique (SECCI), le déblocage de **400 000 \$** pour des investissements au Guatemala.

Cet argent doit servir au gouvernement guatémaltèque à développer un cadre technique ainsi qu'un cadre législatif efficace afin d'encourager les investissements dans la filière agrocarburants.

Des études macro-économiques, fiscales, agricoles, sociales et environnementale doivent également être menées.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont :

Joint-venture Unialco (Brésil), Pantaleon Sugar Holding (Guatemala) et Ingenio Manuelita (Colombie) qui a investi dans une distillerie d'éthanol au Guatemala.

Notre partenaire SERJUS nous a communiqué la liste des cinq principales distilleries d'éthanol du Guatemala :

	Capacité de production (en litres) par jour	Estimation de la production annuelle en 2007 (en millions de litres)	Propriétaires
Palo Gordo	120 000	11,7	Gonzalez Bauer – Gonzalez Hertzsch

⁶⁸ *Agrocombustibles, soberanía alimentaria y el derecho humano a la alimentación: Un triángulo dialéctico de poderes*, Alberto Alonso Fradejas, El Periodico, août 2007 - disponible sur :

<http://www.elperiodico.com/comunes/blogs/guatemala/AGROCOMBUSTIBLES.pdf>

⁶⁹ *Brasil define ocho proyectos de cooperación con Guatemala en los próximos 4 años*, juin 2008 - disponible sur : http://www.soitu.es/soitu/2008/06/14/info/1213400698_790201.html

⁷⁰ *IDB grants 400,000\$ for development of Guatemala*, janvier 2008 - disponible sur : <http://biopact.com/2008/01/idb-grants-400000-for-development-of.html>

Servicios Manufacteros S.A.	120 000	37,6	Industriels sucriers Magdalena et Madre Tierra
Destiladora de Alcoholes y Rones S.A. (DARSA)	100 000	29,5	Industriel sucrier Santa Ana
Bio Ethanol S.A.	150 000	14,6	Industriel sucrier Pantaleon
Alcoholes MAG	300 000	64,4	Industriel sucrier Magdalena

- Un programme pilote allemand⁷¹

En mars 2007, pendant un Forum sur les Energies Renouvelables, la secrétaire d'Etat allemande à la coopération a annoncé un investissement au Guatemala. Intérêt particulier de l'Allemagne pour la production de canne à sucre.

- Des investissements brésiliens⁷²

Le Brésil souhaite faire du Guatemala « une plateforme pour produire et réexporter l'éthanol en Amérique du Nord » (Ministre des Finances du Brésil, mars 2007). Unialco est particulièrement intéressée par le pays et pourrait y investir 20 millions de dollars.

- Une usine de production colombienne⁷³

A été annoncé en février 2008. Fait partie d'un projet du gouvernement colombien pour la construction de trois usines de production, en Honduras, au Salvador et au Guatemala, pour un investissement total de 6 000 millions de pesos

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : **Canne à sucre**, huile de palme, maïs, betterave, jatropha.

Remarque : il semblerait que l'on trouve des unités de production sur l'ensemble du territoire.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire SERJUS

1/ Présentation du partenaire

SERJUS traite la thématique des agrocarburants sous l'angle de l'impact sur l'environnement, l'impact sur l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

L'organisation se considère **inactive mais intéressée** par la question.

⁷¹ *Proyectos de energía y biocombustibles*, Rosa María Bolaños, Prensa Libre, mars 2007 - disponible sur : <http://www.prensalibre.com/pl/2007/marzo/18/166084.html>

⁷² *Id.*

⁷³ *Adjudican proyecto para construir plantas de biocombustibles en Centroamérica*, février 2008 - disponible sur : <http://web.presidencia.gov.co/sp/2008/febrero/25/03252008.html>

Positionnement de l'organisation : « *Les agrocarburants représentent une menace pour les communautés : sur leur autonomie, et leurs droits ancestraux, les dépouillant de leurs ressources naturelles, menant à la perte de leur identité* ».

2/ Quelles conséquences pour le Guatemala du développement des agrocarburants ?

SERJUS souligne tout d'abord que **le développement des agrocarburants favorise l'installation de larges monocultures**, ce qui a des conséquences à plusieurs niveaux. En effet, « *l'implantation de monocultures rendent l'agriculteur dépendant, favorisent l'importation de semences transgéniques, entraînent le déplacement de producteurs de maïs et le déboisement des forêts tropicales. La conversion de l'agriculture paysanne vers un modèle d'exploitation intensif de type capitaliste entraîne la désagrégation des communautés indigènes* ».

Le développement de cette filière va également avoir des **conséquences sur la souveraineté alimentaire du pays**. « *On risque d'observer une augmentation de la malnutrition, une pénurie de denrées de base comme le maïs et donc la détérioration de la sécurité alimentaire* ».

Les impacts du développement des agrocarburants au Guatemala sont encore plus importants pour les **petits paysans et les communautés indigènes**. Tout d'abord, « *les conflits agraires vont se multiplier pour les communautés n'ayant pas de certificat juridique de propriété de leurs terres, entraînant alors des dépossession et des évictions violentes* ». Par ailleurs, « *l'implantation de monocultures rend l'agriculteur dépendant, favorise l'utilisation de semences transgéniques, entraîne le déplacement de producteurs de maïs et le déboisement des forêts tropicales. La conversion de l'agriculture paysanne vers un modèle d'exploitation intensif de type capitaliste entraîne la désagrégation des communautés indigènes* ».

SERJUS insiste également sur les multiples conséquences 'collatérales' de ces cultures : « *exploitation et conditions précaires au travail, augmentation de la violence, augmentation de la demande d'eau pour les cultures, augmentation des émissions de gaz à effet de serre, ...* », soulignant ainsi que **les problèmes posés par les agrocarburants concernent de nombreux secteurs**.

3/ Activités menées ou prévues

Selon SERJUS, « *il est nécessaire de diffuser l'information, les études et les analyses scientifiques sur les agrocarburants et d'organiser des rencontres d'échange d'expériences* ».

L'organisation a également travaillé dans des **réseaux sur la souveraineté et la sécurité alimentaire** comme le réseau 'Red SSAG' (Réseau pour la sécurité et la souveraineté alimentaire du Guatemala).

Pas de partenariat particulier sur les agrocarburants avec d'autres organisations.

MEXIQUE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

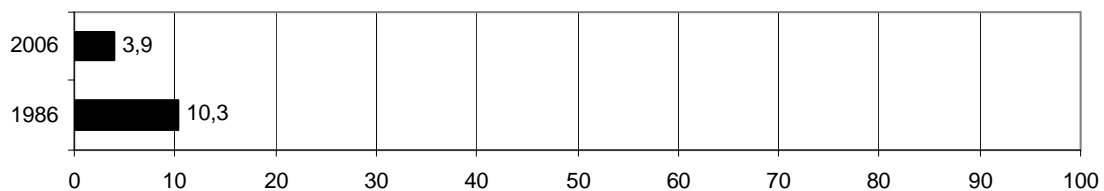
Population totale : 104 millions d'habitants (2006)⁷⁴
 Dont pourcentage de ruraux : 24%

2/Superficies⁷⁵(2003)

Superficie totale : 190 869 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 27 300 000 ha (14%)
Terres irriguées : 6 320 000 ha (3,3%)

3/ Importations et exportations

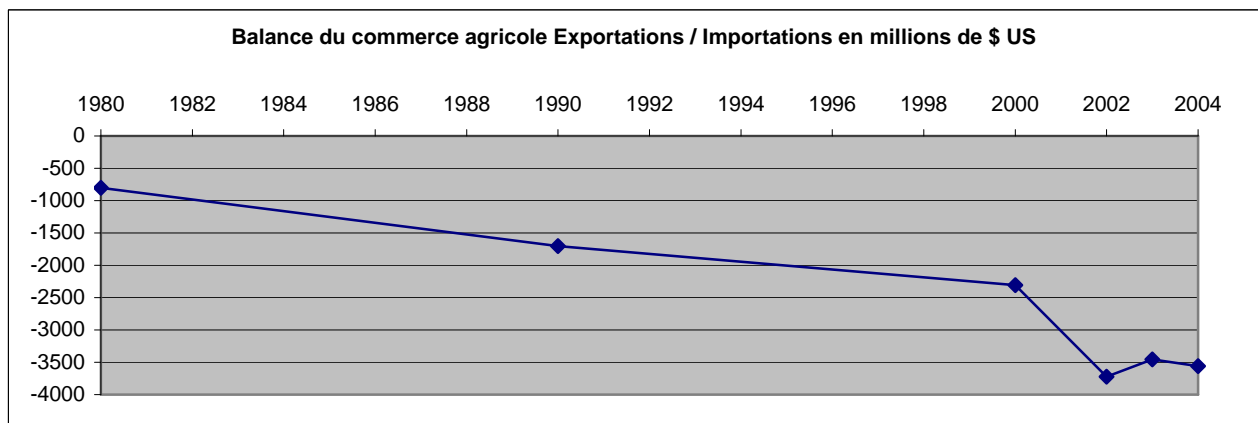
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : viande de bétail, lait de vache, poulet
- Principales exportations : bière d'orge, tomates, alcool
- Principales importations : soja, maïs, bœuf et veau

Balance du commerce agricole



Source : FAO

⁷⁴ http://devdata.worldbank.org/AAG/mex_aag.pdf

⁷⁵ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/MEX_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	-56,9	-21,6	5,3	-14,2	43	-152,6

II - Les Agrocarburants au Mexique

A/ Législation et positionnement de l'Etat mexicain

« *Le gouvernement mexicain a initié une campagne faisant la promotion des cultures destinées à la production d'agrocarburant, ne prenant pratiquement pas en compte les impacts sociaux, économiques et environnementaux.* » (FDC)

1/ Un cadre législatif récent

La **première initiative** législative sur les agrocarburants a été discutée et approuvée par la Chambre des députés mexicains en **avril 2007**. Mais le président y a opposé son veto.

La loi a de nouveau été discutée par les législateurs et approuvée cette année. C'est la **Loi de Promotion et de Développement des Biocarburants**, qui est entrée en vigueur le **2 février 2008**.

Selon son premier article, les bases doivent être établies pour :

- « - Promouvoir la production des biocarburants [...] sans mettre en péril la sécurité et la souveraineté alimentaire du pays [...]
- Développer la production et la commercialisation, et une utilisation suffisante pour contribuer à la relance du secteur agricole [...]
- Promouvoir, dans les limites de la loi de planification, le développement régional ainsi que celui des communautés rurales les plus défavorisées [...]
- Contribuer à la réduction d'émission de gaz à effet de serre [...]
- Coordonner des actions entre le Gouvernement Fédéral, les districts fédéraux, et les municipalités, ainsi que la concurrence entre les secteurs public et privé pour favoriser le développement des biocarburants. »⁷⁶

Selon la Chambre Nationale des Industries Sucrières et d'Alcool, « l'impulsion pour la production de biocarburants permettra au pays de générer des investissements pour au moins 500 millions de \$ ainsi qu'étendre la production de canne à sucre de 300 000 hectares supplémentaires... »⁷⁷

2/ De nombreux ministères impliqués

Une **Commission interministérielle pour le Développement des Biocarburants** fédère les différents secrétariats⁷⁸ de l'Administration Publique Fédérale qui régulent le développement de l'industrie des bioénergies au Mexique.

⁷⁶ Source : questionnaires Equipo Pueblo - FDC

⁷⁷ *Produire des biocarburants : cela générera des investissements de 500 millions de \$*, Victor Cardoso, La Jornada, 4 avril 2008

⁷⁸ Le Ministère de l'Energie (SENER), le Ministère de l'Agriculture, des Grains, du Développement Rural, de la Pêche et de l'Alimentation (SAGARPA), le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles, le Ministère de l'Economie (SE) et le Ministère des 'haciendas' et du Crédit Publique (SHCP).

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les entreprises présentes et opérationnelles sont : PetroSun Biofuel Mexico (filiale de PetroSun (USA), Destilmex (USA)

- Ethanol

Le Mexique produit déjà de l'éthanol non pas pour une utilisation en tant que combustible, mais pour les boissons et la filière pharmaceutique. Sa production est estimée à 80 millions de litres par an.

Un projet est en cours d'élaboration pour une production à partir du maïs dans la région de Sinaloa. C'est une entreprise américaine **Destilmex** qui a investi 56 millions de \$

- Biodiesel

Plusieurs usines de production de petite taille surtout à base d'huiles usagées.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Selon l'Institut National des Statistiques, de la Géographie et de l'Informatique (INEGI), le Mexique a un **potentiel de 18 millions d'hectares** pouvant produire 80 gallons d'éthanol pour chaque tonne de matière végétale. Théoriquement, le Mexique pourrait produire 3,5 millions de gallons d'éthanol par jour, le plaçant devant le Venezuela et le Koweït en terme de production énergétique de combustible fossile⁷⁹.

- **Sinaloa** : région repérée par le SAGARPA, compte tenu de la diversité climatique permettant la culture de 8 ou 9 plantes différentes susceptibles d'être semées sur 15 millions d'hectares (10 millions en zone aride, 5 millions à Veracruz, Campeche et au Chiapas).

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de nos partenaires Equipo Pueblo et Frente Democratico Campesino

1/ Présentation du partenaire

❖ **Equipo Pueblo**

Equipo Pueblo traite la thématique des agrocarburants **sous l'angle** des droits de l'Homme, la concurrence avec les cultures alimentaires, l'impact de la libéralisation commerciale et des investissements, le rôle des agro-industries, des entreprises transnationales et de la Banque Mondiale.

L'organisation est **active** sur ce thème.

Positionnement de l'organisation :

« Des pays comme les Etats-Unis cherchent plus à réduire à n'importe quel prix leur dépendance aux énergies fossiles pour des raisons économiques et géopolitiques, qu'ils n'ont un intérêt pour le changement climatique ».

⁷⁹ *Les Biocarburants au Mexique : le relais est déjà passé*, Teresa Gomez Hernandez, Institut National de Recherche Forestière, Agricole et sur la Pêche (INIFAP), mars 2008.

❖ **Frente Democrático Campesino**

Les **angles d’approche** de l’organisation sur les agrocarburants sont les Droits de l’Homme, l’impact environnemental, la concurrence avec la production alimentaire, et l’impact sur la hausse des prix.

FDC est **actif** sur ce thème.

Positionnement de l’organisation :

« Au Mexique, nous ne pouvons pas nous permettre de promouvoir la production massive, extensive et intensive d’agrocarburants. Nous nous opposons à ce type de production et défendons l’agriculture paysanne ».

2/ Quelles conséquences pour le Mexique du développement des agrocarburants ?

Dans un **pays déjà importateur de denrées alimentaires** de base, le développement de la filière agrocarburant pourrait **mettre encore plus en péril la souveraineté alimentaire**, face à une production alimentaire nationale insuffisante, et des prix élevés pour les denrées importés. FDC analyse ainsi que *« actuellement, nous importons 25% du maïs consommé, la moitié de notre blé, plus de 50% du riz et 90% des graines oléagineuses. Ainsi, ayant mis à mal notre souveraineté alimentaire, il apparaîtrait totalement irresponsable de réserver de larges surfaces à la production d’agrocarburants ».*

Et il est vrai que le Mexique est aujourd’hui particulièrement vulnérable, il a été un des premiers pays touchés par la crise alimentaire dès 2007. *« Les conséquences sur l’accès à l’alimentation, la sécurité et la souveraineté alimentaire peuvent être très graves. Ainsi, avec l’augmentation de la production américaine d’éthanol à base de maïs, le prix de cette céréale a fortement augmenté et a eu un impact au Mexique, par exemple, au début de l’année 2007(crise de la tortilla) »* nous rapporte Equipo Pueblo.

Ainsi, selon le Frente Democrático Campesino, le droit à l’alimentation devrait être une priorité. *« Le Droit à l’Alimentation, énergie basique pour tout être humain, est plus important / de rang supérieur au droit à l’énergie pour les machines ».*

Mais Equipo Pueblo souligne que les **impacts de la production d’agrocarburants dépendent du mode de production mis en place**. *« Les conséquences sur le secteur agricole local du développement des agrocarburants dépendent du type de cultures et des conditions de production mises en place. Elles peuvent être positives si il n’est pas basé sur les monocultures qui elles entraînent une érosion des terres, ou le déplacement des autres cultures locales, touchant alors les petits producteurs ».*

Cependant, l’organisation regrette que pour le moment, *« la production d’agrocarburants bénéficie économiquement aux grandes agro-industries et aux multinationales de l’énergie, pour qui, l’appât du gain écarte la considération des impacts sociaux et environnementaux de leur commerce ».*

Au Mexique, on observe également les conséquences sociales du développement de la filière, qui se traduisent bien souvent par **le déplacement des populations rurales**.

« Les impacts peuvent également être sociaux, surtout quand ils entraînent une marginalisation des petits producteurs qui cultivent d’autres variétés, les forçant à migrer de la campagne à la ville à la recherche d’un travail ». (EP)

« Là où on a implanté des monocultures, sous l’impulsion du marché international, des centaines de milliers de petits ou moyens producteurs ont été chassés de la campagne, vers la ville. [...] Au Mexique, ce sont les petits producteurs, les paysans et les indigènes qui sont chassés de leurs terres ». (FDC)

Un autre aspect sur lequel s'appuie notre partenaire FDC est la question des **ressources naturelles**, et notamment de l'eau, et de leurs utilisations intensives dans des modèles agro-industriels. « *Au Mexique, nous avons très peu d'eau et utiliser ce besoin primaire sur des hectares pour des plans d'agrocarburants reviendrait à mettre fortement en danger non seulement notre souveraineté alimentaire, mais aussi notre viabilité en tant que nation* ».

Enfin, **l'exportation d'agrocarburants va entraîner une exportation des bénéfices environnementaux**, au détriment des pays producteurs du Sud. Equipo Pueblo remarque ainsi que « *si on favorise la production d'agrocarburants dans les pays du Sud pour l'exportation vers le Nord, sans s'intéresser au marché local, les bénéfices environnementaux seront eux aussi exportés. Compte tenu du fait que la plupart des machines fonctionnent avec des combustibles fossiles, l'impact environnemental restera dans les pays producteurs* ».

3/ Activités menées ou prévues

❖ **Equipo Pueblo**

Equipo Pueblo désire :

- développer une analyse du texte final de la loi de Promotion et de Développement des Biocarburants puis contribuer à l'information de la population.
- organiser des réunions avec d'autres OSC, par l'angle des DESC.

L'organisation a déjà produit un **document sur le droit à l'alimentation et le droit à l'eau, prenant en compte le thème des agrocarburants** et leurs effets négatifs pour la réalisation de ces droits, qui a été présenté au Forum de la FIAN pour la Journée Mondiale de l'Alimentation en octobre 2007.

L'organisation serait également intéressée pour étudier la **relation entre les OGM et les agrocarburants**, et ainsi aborder ce thème sous cet angle en partenariat avec des organisations environnementales.

Equipo Pueblo travaille en partenariat sur cette thématique avec : El Espacio DESC, la Coalition des Organisations Mexicaines pour le Droit à l'Eau (COMDA), le Réseau Mexicain d'Action contre le Libre Echange (RMALC) et la Campagne Nationale pour la Défense de la Souveraineté Alimentaire et la Relance de la Campagne Mexicaine 'Sin Maíz No Hay País'.

❖ **Frente Democrático Campesino**

Ses **objectifs de plaidoyer** sont :

- d'informer sur les impacts économiques, sociaux, culturels et environnementaux du développement des agrocarburants.
- Sensibiliser la société mexicaine pour que des mesures contre les agrocarburants soient prises
- Freiner l'avancée des agrocarburants.

FDC travaille en partenariat sur cette thématique avec : La coordination nationale des organisations paysannes (CONOC), Via Campesina, et au sein de la campagne 'Sin Maíz No Hay País'.

PARAGUAY

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 6 millions d'habitants (2006)⁸⁰

Dont pourcentage de ruraux : 42%

2/Superficies⁸¹ (2003)

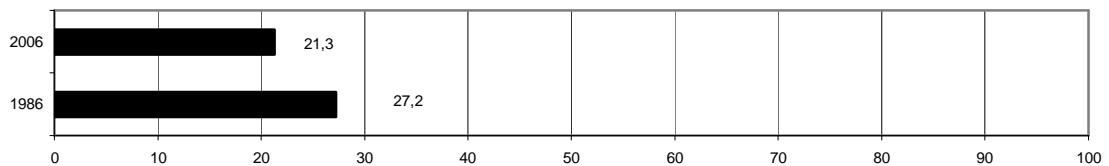
Superficie totale : 39 730 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 3 136 000 ha (8%)

Terres irriguées : 67 000 ha (0,2%)

3/ Importations et exportations

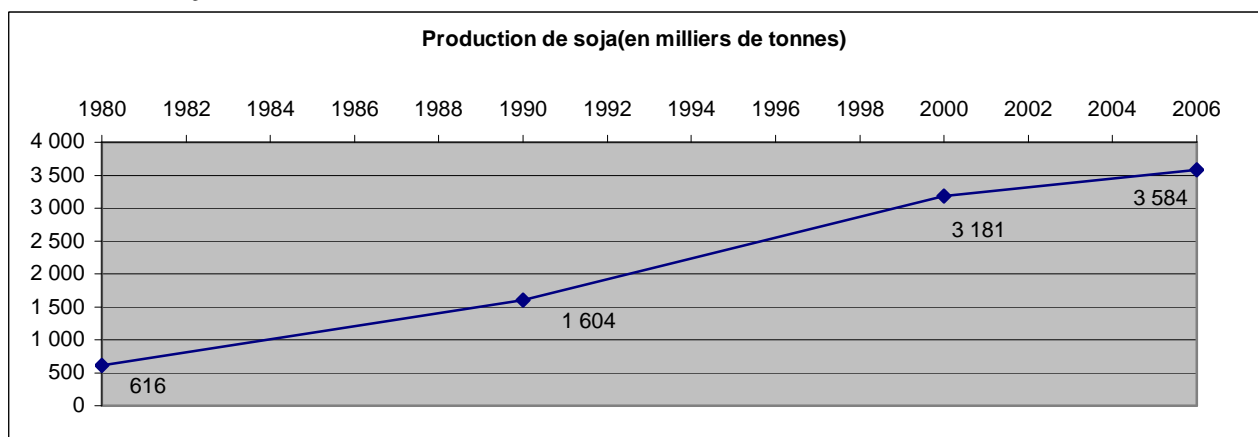
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : soja, viande de bétail, manioc

Focus sur le soja

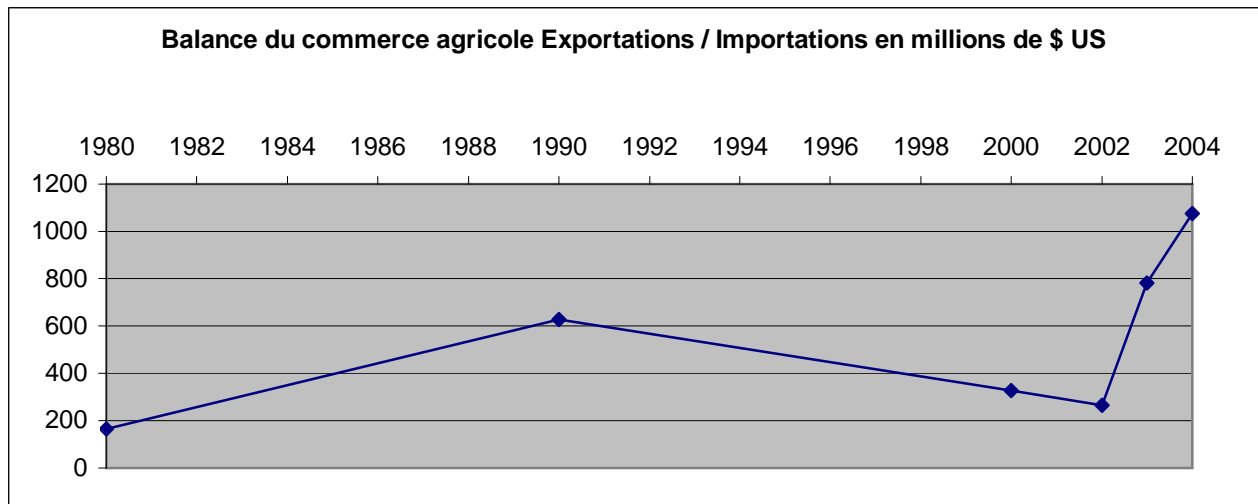


- Principales exportations : soja, gâteau de soja, bœuf et veau
- Principales importations : feuilles de tabac, préparation pour nourriture, boissons-alcool

Balance du commerce agricole

⁸⁰ http://devdata.worldbank.org/AAG/pry_aag.pdf

⁸¹ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/PAR_ESS_E.pdf



Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	163,6	628	326,4	264,4	782	1 075

II - Les Agrocarburants au Paraguay

« La stratégie de développement des agrocarburants correspond à une politique énergétique mise en place sous l'impulsion des Etats-Unis et des pays du Nord, et elle ne répond pas aux besoins de la majorité de la population de notre pays. » (SEPA)

A/ Législation et positionnement de l'Etat paraguayen

« Le gouvernement soutien les agrocarburants car ils peuvent être un apport important sur le plan économique » (SEPA).

1/ Le cadre Législatif

La Loi n°2748/05 pour le soutien des biocarburants⁸².

Cette loi, approuvée le 27 avril 2006, a établi que les biocarburants constituaient un « intérêt national », et « qu'il est nécessaire d'établir et impulser des programmes qui favorisent la localisation des entreprises et industries dans de nouveaux pôles de développement ».

La loi établit également que le Ministère de l'Industrie doit initier des mesures obligatoires d'incorporation pour assurer un marché avec l'accroissement de la demande locale.

Un **secrétariat d'Etat** rattaché au Ministère de l'Industrie et du Commerce a été mis en place pour promouvoir ce thème.

2/ Accord de coopération Brésil

Le secteur de l'éthanol est prioritaire pour le gouvernement Paraguayen, tendance qui s'est accentuée suite à la visite de Lula, et la signature d'un mémorandum d'entente entre le Paraguay et le Brésil⁸³.

⁸² *Legislacion de biocombustibles en America Latina y El Caribe*, disponible sur : <http://www.olade.org.ec/legislacionBio.html>

Placement d'entreprises prêt de la frontière brésilienne pour être plus proche de ce marché.

Objectif du Paraguay : **rejoindre l'Alliance de l'Ethanol**, une initiative du Brésil et des Etats-Unis.

3/ D'une production nationale au marché d'exportation

Le gouvernement du Paraguay veut produire **120 000 m3 de biodiesel par an d'ici 2011**, ce qui équivaut à la demande nationale pour une incorporation de 10% dans les carburants fossiles.

Le Ministère de l'Industrie et du Commerce (MIC) a souligné que d'ici 2015, le pays souhaite exporter 250 millions de \$ de biodiesel, ainsi qu'une réduction de la facture pétrolière de 60 millions de \$.

Le REDIEX (organisme dépendant du MIC) déclare vouloir étendre la production de canne à sucre de 140 000 ha supplémentaires dans le but d'avoir une **production totale d'éthanol de 300 millions de litres d'ici 2011**. Ainsi, le plan national 'Biocarburants' prévoit l'exportation de 400 millions de \$ d'éthanol en 2015.

4/ Deux conférences importantes

- Le **Séminaire des Biocarburants Paraguay-B Brésil** (avec les présidents des deux pays) organisé en mai 2007.
- Le **Premier Séminaire du Biodiesel et de l'Ethanol** organisé à Santa Rita, en juillet 2007, au cœur de la région des agro-industries et du soja. A été organisé par la Chambre Paraguayenne des Exportateurs de Céréales et d'Oléagineux (Capeco), l'Union des Coopératives de Production (Unicoop) et l'Association des Producteurs de Soja du Paraguay.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Selon notre partenaire CDE, quelques communes au Nord du Pays ont commencé à faire la promotion de la culture d'agrocultures, mais encore à petite échelle.
Il n'y a **pas d'informations plus précises sur les projets développés**.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

SEPA souligne que, alors que les plantations de soja s'étendaient sur 2 200 000 ha pour la précédente récolte, la surface cultivée passera à 3 200 000 ha pour cette année.

Plantes exploitées : Canne à sucre, maïs, soja, jatropha, arachide.
Promotion forte du Jatropha au niveau paysan.

Zones de productions concernées : San Pedro, Concepcion, Amambay, Canindeyù – Ce sont les **zones prioritaires** repérées par la table ronde sectorielle des biocarburants de

⁸³ *Paraguay joins the biofuel me too boom*, Xavier Navarro, mai 2007 - disponible sur : <http://www.autobloggreen.com/2007/05/25/paraguay-joins-the-biofuel-me-too-boom/>

REDIEX/MIC pour l'établissement de nouvelles distilleries d'agrocarburants. Bon sol pour la **canne à sucre**.

Ces départements sont proches du marché extérieur le plus important, c'est-à-dire celui du Brésil.

Un des objectifs est de concentrer les investissements dans la zone occidentale du Chaco, provoquant une déforestation massive, et étendant dans cette région les productions mécanisées.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de nos partenaires : CDE, SEPA et CODEHUPY

1/ Présentation des partenaires

❖ **CDE**

Les **angles d'approche** de la thématique agrocarburant par l'organisation sont l'impact sur l'environnement et la concurrence avec les cultures alimentaires

CDE se considère comme **actif** sur ce thème.

Pas d'actions propres à CDE mais collaboration avec d'autres associations et organisations.

❖ **SEPA**

La SEPA, active sur ce thème, traite la question des agrocarburants par **l'angle** des Droits de l'Homme, l'impact sur l'environnement, la concurrence avec les cultures alimentaires dans une perspective agroécologiste.

Positionnement de SEPA :

« La stratégie de développement des agrocarburants correspond à une politique énergétique menée sous l'impulsion des Etats Unis, et ne répond pas aux besoins de la majorité de la population de notre pays ».

Actions conjointes avec la FNC, la MJCC, Base IS, certains membres du Réseau Rural, avec lesquelles nous partageons nos inquiétudes et nos projets d'actions entre les différentes institutions.

❖ **CODEHUPY**

Les **angles d'approche** sur la thématique par CODEHUPY sont les Droits de l'Homme, l'impact sur l'environnement, la concurrence avec les cultures alimentaires, l'impact sur la hausse des denrées alimentaires basiques, la déforestation, l'érosion des sols, l'entrée de nouveaux OGM sur le territoire.

CODEHUPY est **actif** sur ce thème.

2-3 personnes travaillent sur ces questions au sein de l'organisation.

Positionnement de l'organisation :

« La production d'agrocarburants va faire empirer la situation des droits de l'Homme au Paraguay, qui subissent d'ores et déjà de nombreuses violations en lien avec le modèle de production de soja. »

Partenariat au niveau national : au sein de l'Initiative Paraguayenne pour l'Intégration des Peuples, la table ronde des agro-industries et des agrocarburants, mais également Via Campesina, ASAGRAPA, MAP, CNOCIP, le Front du District de Lima.

Partenariat au niveau international : Groupement de Réflexion Rurale (ARG), Biofuelwatch, ASEED (Nederland), Corporate Europe Observatory (CEO – Nederland), Rain Forest Action Network (RAN – US) entre autres.

2/ Quelles conséquences pour le Paraguay du développement des agrocarburants ?

Le secteur agricole paraguayen est déjà caractérisé par une forte présence de **monocultures**, surtout de la filière soja. Nos partenaires craignent que le développement des agrocarburants ne fasse que répandre un peu plus ces modes de productions intensifs, et les méthodes qui y sont liées. *« Les petits producteurs risquent de devoir faire face à des conditions extrêmement difficiles en travaillant pour la production extensive de ce type de culture (soja), où sont de plus utilisés des produits toxiques de manière irrationnelle. »* (SEPA)

L'utilisation de ces **produits toxiques** a ainsi de fortes incidences sur les productions des petits paysans. *« Dans plusieurs communautés entourées par de grandes cultures de soja, les petits paysans ont connu une forte baisse de productivité due aux produits toxiques utilisés dans les plantations de soja. Cette baisse de productivité accentue encore plus le phénomène de hausse des prix ».* (CDE)

Le soja, déjà premier produit d'**exportation** (*« une grande partie de la production de soja (environ 80%) est destinée à l'exportation, le reste étant destiné aux industries locales pour la production d'huiles »* - CDE), va voir sa production augmenter pour répondre aux besoins des marchés internationaux pour les agrocarburants selon SEPA. *« Pour le moment, la culture du soja est quasi-uniquement destinée à l'exportation. L'installation d'infrastructures et l'extension des cultures de soja sont prévues afin d'augmenter la production d'agrocarburants ».*

L'extension des monocultures entraîne également **le déplacement des populations rurales**. Ainsi, *« des communautés entières de petits paysans ont été déplacées comme dans le district du 'Campo 8', dans le département de Caaguazu, où pratiquement la totalité des communautés de petits producteurs ont disparu »* nous rapporte SEPA.

Et CDE établit le même constat, précisant que des conflits apparaissent. *« Les districts ruraux perdent de plus en plus de population. Dans plusieurs régions, la tension est montée entre les petits paysans et les producteurs de soja, ces derniers ne respectant pas les lois environnementales et étant de connivence avec les autorités politiques et judiciaires ».*(CDE) Ainsi, le développement de ce type de filières d'exportation entraîne *« plus de déplacements, plus de chômage et de paysans sans terre, ce qui ne fait que favoriser le déplacement des populations du rural vers les villes »* conclut CODEHUPY.

Les populations rurales subissent donc les pressions et les méthodes des agro-industries, rendant leur situation encore plus précaire. *« La production d'agrocarburants va faire empirer la situation des droits de l'Homme au Paraguay, qui subissent d'ores et déjà de nombreuses violations en lien avec le modèle de production du soja. L'impérialisme argentin et brésilien va se renforcer dans le pays et les stocks de semences régionales et étrangères vont augmenter ».* (SEPA)

Nos partenaires craignent également que **le développement de la filière agrocarburant mette encore plus en péril la sécurité alimentaire au Paraguay**. CDE insiste sur la nécessité de soutenir le secteur agricole local, et surtout les petits producteurs, pour répondre aux besoins alimentaires et ainsi assurer à tous **l'accès à l'alimentation**.

« Au Paraguay, la production alimentaire est déjà en crise, non pas à cause d'une raréfaction des terres, mais à cause du manque d'assistance aux producteurs de denrées alimentaires. Une partie importante de la demande est couverte par des importations depuis le Brésil ou l'Argentine, légalement ou illégalement.

Depuis quatre ans, la situation s'est aggravée : il y a une pression de plus en plus forte de l'agro-industrie au détriment de l'agriculture familiale. » (CDE)

Enfin, CODEHUPY établit un lien intéressant entre la crise environnementale et la spéculation sur la terre : *« On fait le **lien entre la crise environnementale et la spéculation sur la terre**. L'année passée, nous avons connu six mois de sécheresse et d'importants incendies dans tout le pays. Cela a aggravé les conditions des communautés paysannes, et cette crise de la production aura des répercussions les prochaines années ».*

3/ Activités menées ou prévues

❖ **SEPA**

- Actions permanentes avec la Fédération Nationale Paysanne (FNC) et le Mouvement des Jeunes Paysans Chrétiens (MJCC) contre la production de soja et l'utilisation de produits toxiques. Ces actions sont également valables pour la production des agrocarburants.

Objectif de plaidoyer :

« Notre objectif est la mise en place d'un cadre régulateur, pour sauvegarder les droits des citoyens, et notamment ceux des petits producteurs ».

❖ **CODEHUPY**

CODEHUPY souhaite renforcer le travail de monitoring sur les droits de l'homme au Paraguay dans les zones paysannes entourées de grandes cultures mécanisées de soja.

Objectif de plaidoyer :

« Notre travail de plaidoyer ne pourrait avoir d'incidence que si nous avons un changement de gouvernement. Pour le moment, ce dernier est beaucoup trop corrompu, et toute action serait une perte de temps ».

Actions menées :

- Organisation d'un séminaire sur les pièges des agrocarburants, avec des organisations paysannes, indigènes et des ONG de développement durable.
- Elaboration d'un document pour le séminaire, un autre pour la formation du groupe de travail de la Table Ronde de AGRONEGOCIOS de la Iniciativa, ainsi que la production d'un dossier pour l'Association des Agriculteurs du Haut Parana (ASAGRAPA) qui s'intitule : 'Agrocarburants, une affaire agricole'.

❖ **CDE**

Au sein de **l’Initiative Paraguayenne pour l’Intégration des Peuples**, CDE appartient à un groupe traitant de la problématique des agrocarburants.

CDE n’organise pas d’actions directement en lien avec la thématique mais collabore avec des organisations qui elles mènent des actions d’information, de sensibilisation et de mobilisation.

SALVADOR

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

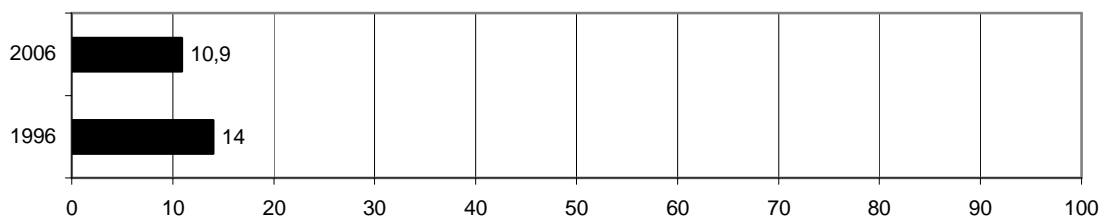
Population totale : 7 millions d'habitants (2006)⁸⁴
 Dont pourcentage de ruraux : 40%

2/Superficies⁸⁵(2003)

Superficie totale : 2 072 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 940 000 ha (45%)
Terres irriguées : 45 000 ha (2%)

3/ Importations et exportations

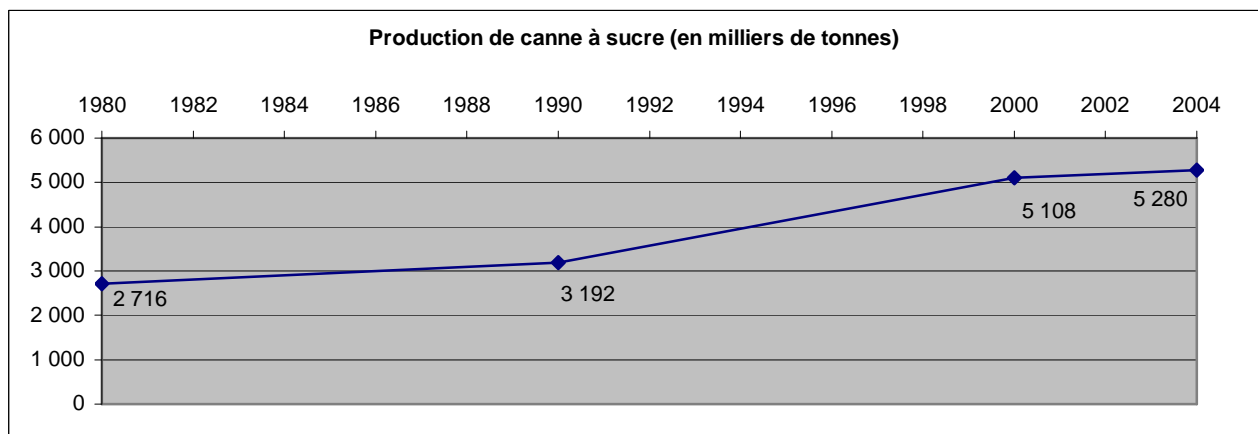
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : poulet, lait de vache, canne à sucre.

Focus canne à sucre

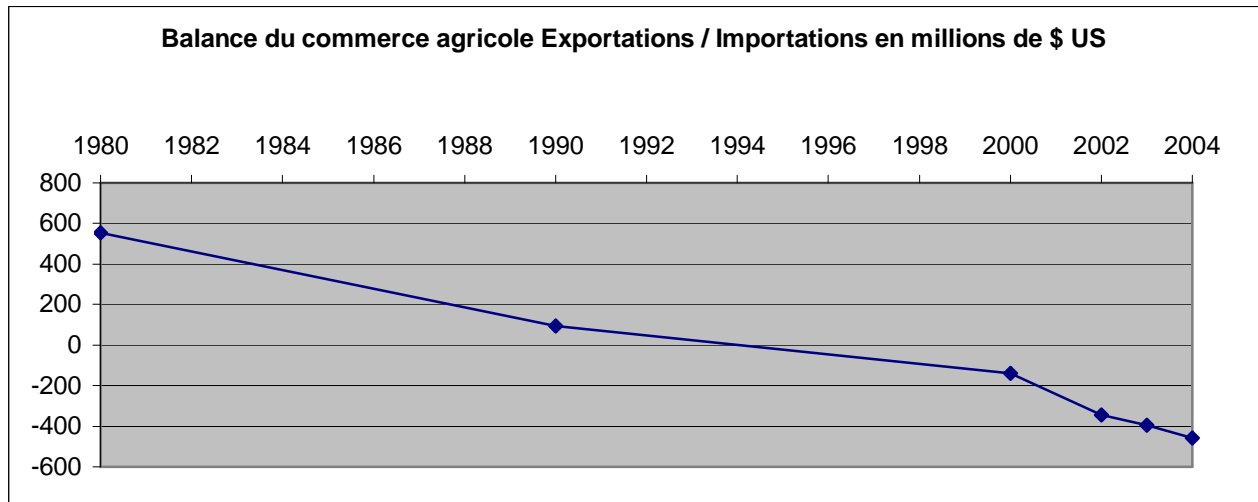


Source : FAO

- Principales exportations : café, céréales, nourriture préparée
- Principales importations : nourriture préparée, MAIZE, farine

⁸⁴ Données Banque Mondiale, http://devdata.worldbank.org/AAG/slv_aag.pdf

⁸⁵ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/ELS_ESS_E.pdf

Balance du commerce agricole

Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	552,6	92,6	-141,1	-345,7	-395,4	-456,9

II - Les Agrocarburants au Salvador**A/ Législation et positionnement de l'Etat****1/ Traité de libre échange avec la Colombie**

En septembre 2007, le Salvador et la Colombie ont signé un traité de libre-échange dont l'un des volets concernait les agrocarburants. « *Le président Uribe nous a offert le biodiesel !* » annonçait alors le président du Salvador.

2/ Mise en place d'un cadre législatif

Le président du Salvador, Elias Antonio Saca, a annoncé en septembre 2007 que le gouvernement, et plus particulièrement le ministère de l'économie, travaillait à **la rédaction d'un cadre législatif pour la filière agrocarburant** afin de « *mettre en place toutes les conditions nécessaires au développement du biodiesel et de tous les biocarburants dans le pays* ». Aucune loi n'a pour le moment été proposée au parlement.

3/ Une forte coopération avec le Brésil⁸⁶

Un « **Protocole Bilatérale d'Intention, en matière de techniques de production et d'utilisation de l'éthanol** » a été signé entre les deux pays en septembre 2005 afin de développer l'assistance technique et favoriser la production d'éthanol au Salvador.

Une mission diplomatique et d'entreprises brésiliennes s'est rendue au Salvador en juillet 2007, pour des discussions sur l'implantation d'une usine de production d'éthanol. Une mission technique est arrivée en août.

⁸⁶ *Misión técnica brasileña vendrá en Agosto al país para avanzar en proyecto de planta de etanol*, Ministère des Relations Extérieures du Salvador, juillet 2007 - disponible sur : <http://www.rree.gob.sv/sitio/sitioweb/rree.nsf/pages/Cancillerbrazil>

4/ Conférences et séminaires ?

Deux conférences régionales ont déjà été organisées à San Salvador avec la participation de l'Institut Interaméricain de Coopération en Agriculture (IICA) et l'Organisation de l'Amérique Latine pour l'Energie (OLADE) dont les conclusions soutenaient fortement le développement de la filière et à grande échelle.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Biosalva, Bioenergia, ANTRAPEC

- **BIOSALVA** : projet en cours de légalisation, monté en partenariat avec l'Association des Producteurs et Travailleurs Agricoles. Se situe à Tepecoya.
- **BIOENERGIA** :
Matière première : palme africaine importée du Guatemala et d'Honduras.
Se situe dans la vallée de Zapolitan (30km de San Salvador).
Ont dit l'année dernière être en contact avec l'Union Européenne
- **Investissement guatemalteco-salvadorien.**
Production de biodiesel à partir de palme africaine. Utilisation dans plusieurs réseaux de bus. Projet prévu sur le long terme.
- **Usine de ANTRAPEC** (Association Nationale des Travailleurs et Producteurs Agricoles). Sa capacité de production est de plus de 18 000 litres d'agrocarburants par jour.
- **Alliance finlandaise de l'Energie et de l'Environnement avec l'Amérique Centrale.** Implantation d'une usine de production de biodiesel
- **CENTA** (Centre National de Technologie agricole et forestière)

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Zones de production concernées : pas d'informations précises sur les surfaces et régions concernées, mais présence de plusieurs usines de traitement et raffineries dans la banlieue de San Salvador.

Plantes exploitées : Canne à sucre, huile de palme.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire FUNROCOOP

1/ Présentation du partenaire

FUNROCOOP traite la thématique des agrocarburants sous l'angle des Droits de l'Homme, concurrence avec les cultures alimentaires, l'impact sur l'augmentation du prix des denrées de base.

L'organisation est **active** sur cette question.

Positionnement de FUNROCOOP :

« Nous nous opposons à ce type de projets. Dans la mesure où nous avons déjà un problème alimentaire, ce genre d'initiatives accentue cette situation en déplaçant la production alimentaire. Notre souveraineté alimentaire n'a jamais été autant mise en péril ».

2/ Quelles conséquences pour le Salvador du développement des agrocarburants ?

FUNROCOOP estime que le développement de la filière agrocarburant au Salvador a tout d'abord un **impact sur le secteur agricole local**. L'organisation parle ainsi du « **déplacement des cultures traditionnelles pour les cultures industrialisées, notamment pour la production d'agrocarburants. Les paysans sont fortement incités à modifier leurs cultures** ».

Par ailleurs, l'extension des cultures énergétiques au détriment des cultures alimentaires va réduire les possibilités d'approvisionnement au niveau local, entraînant alors une hausse des prix. FUNROCOOP craint donc une « **réduction de la production nationale, moins d'approvisionnement sur le marché local, ce qui va augmenter le prix du panier de la ménagère, qui connaît une tendance permanente à la hausse au Salvador [...]** Les prix vont continuer à augmenter, et nous n'avons pas encore observé de mesures permettant de renverser cette tendance. »

3/ Activités menées ou prévues

FUNROCOOP a présenté cette année à l'assemblée législative salvadorienne un projet de loi sur la souveraineté alimentaire.

L'objectif de plaidoyer de l'organisation est de « *garantir le respect des droits de l'homme et du droit à l'alimentation de notre population* ».

FUNROCOOP travaille en partenariat sur cette thématique avec CNTC – Via Campesina El Salvador, Red Casan.

URUGUAY

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

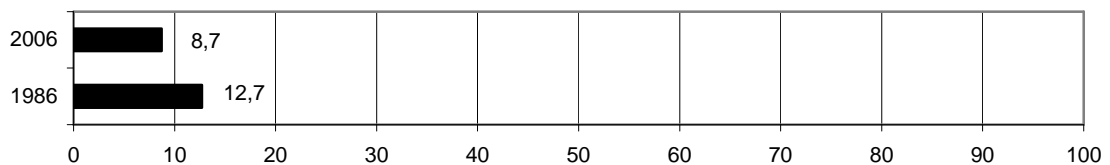
Population totale : 3,3 millions d'habitants (2006)⁸⁷
 Dont pourcentage de ruraux : 25%

2/Superficies⁸⁸ (2003)

Superficie totale : 17 502 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 1 412 000 ha (8%)
Terres irriguées : 210 000 ha (1,2%)

3/ Importations et exportations

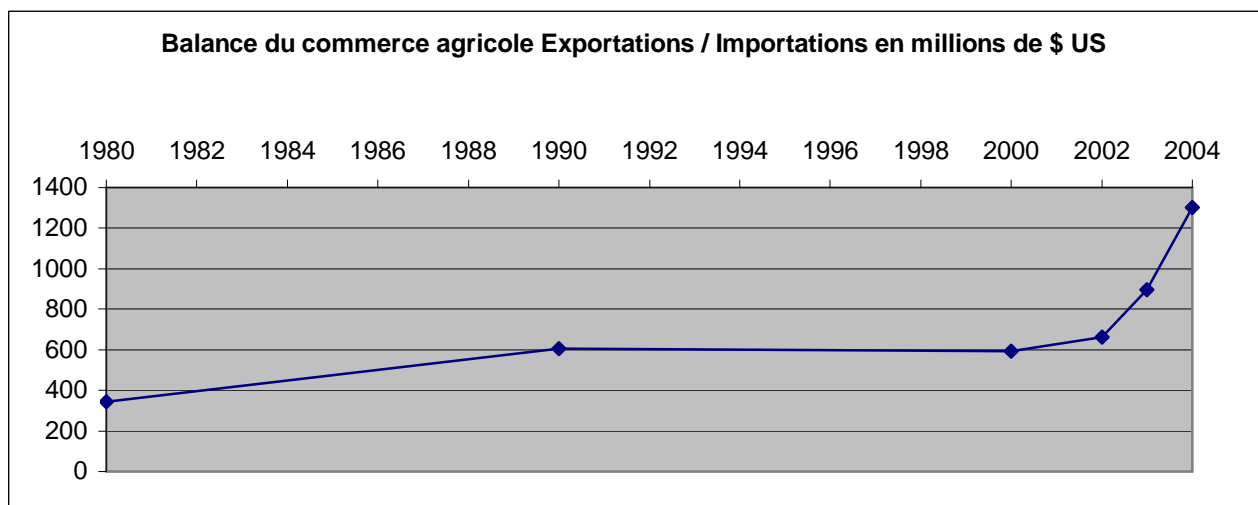
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : viande de bétail, lait de vache, riz
- Principales exportations : bœuf et veau, riz
- Principales importations : laine, préparation pour nourriture

Balance du commerce agricole



Source : FAO

⁸⁷ http://devdata.worldbank.org/AAG/ury_aag.pdf

⁸⁸ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/URU_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	343,7	606,2	592,3	662,2	896,2	1 301,5

II - Les Agrocarburants en Uruguay

A/ Législation et positionnement de l'Etat

1/ Cadre législatif

Loi N° 17-567 du 9 octobre 2001 : déclare les agrocarburants d' « intérêt national » et a exonéré d'impôts leur production et leur vente.

Une seconde loi a été votée en 2007. Elle a ainsi fixé un programme d'incorporation. Ainsi, pour le biodiesel, il y a un objectif d'incorporation minimum de 2% à atteindre entre 2009 et 2011, et 5% après 2012. Pour l'éthanol, il est fixé à 5% d'ici 2015.

2/ Accord Cadre avec les Etats-Unis

Le gouvernement uruguayen et les Etats-Unis ont signé au début de l'année 2007 un accord cadre de commerce afin de promouvoir la filière et les investissements dans le pays⁸⁹.

Les négociations avaient eu lieu lors de la visite de G.W. Bush, pendant sa tournée latino-américaine en mars 2007.

3/ Le potentiel de l'Uruguay

Une étude, menée par la FAO avec le soutien de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPAL), a mis en avant le **potentiel de production de l'Uruguay, notamment à partir de canne à sucre et maïs**⁹⁰.

4/ Le programme de relance de la filière canne à sucre

Dès son élection, le Frente Amplio a lancé un **programme pour relancer la culture de la canne à sucre** qui avait quasiment disparue dans le nord du pays, avec d'importantes conséquences économiques et sociales souligne notre partenaire CCU.

Une entreprise a été créée, avec l'appui du gouvernement uruguayen et du gouvernement vénézuélien.

B/ Quels projets et quels acteurs?

3 usines de production de biodiesel dans le pays, dont une à partir d'huile de tournesol (usine de Paysandu)⁹¹.

⁸⁹

disponible sur : <http://www.latinreporters/amlateco05032007.html>

⁹⁰ *Biodiesel Uruguay: Toda la información sobre Biogasoil en el país* - disponible sur : <http://www.biodiesel-uruguay.com/>

⁹¹ *Id.*

L'Entreprise Publique de Carburants d'Uruguay (ANCAP) a annoncé fin 2006 avoir eu des propositions de la part d'**opérateurs privés espagnols** pour investir dans la production d'agrocarburants dans le pays. Une rencontre a été organisée dans les Iles Canaries et a permis de mettre au point un plan d'investissement à hauteur de **40 millions de \$ pour le développement des cultures oléagineuses et de sorgho**.

Il y a également des contacts plus récents de l'ANCAP avec le groupe **Entaban** (a plusieurs usines de production de biodiesel en Espagne) et **Ebro Puelva** (filiale sucre – intéressé pour la production d'éthanol en Uruguay).⁹²

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : Canne à sucre, soja, sorgho, tournesol

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire CCU (Centro Cooperativista Uruguayo)

1/ Présentation du partenaire

CCU traite la question des agrocarburants sous l'angle de la concurrence pour l'accès à la terre avec d'autres cultures que celles traditionnelles de l'agriculture familiale, de l'identification d'alternatives associatives et des modèles de développement rural.

CCU est **inactif** sur cette thématique **mais intéressé**.

Positionnement de l'organisation :

« Nous n'aimons pas ces modèles de développement qui supposent la perte d'unités de production ou qui entraînent des risques pour l'environnement. Le premier élément affecte la 'démocratie économique' nécessaire pour qu'un pays envisage un processus de développement intégral. Le second car il compromet le futur du pays et également affecte une des ses principales forces : ses ressources naturelles ».

« Nous voulons insister sur le fait que le problème est le modèle diffusé. Le thème à combattre, ce n'est pas le soja ni les agrocarburants en eux-mêmes mais comment et sous quelles conditions il sont produits ».

2/ Quelles conséquences du développement des agrocarburants ?

CCU tient tout d'abord à souligner le **rôle des politiques du Nord et leur impact sur les pays du Sud**. *« Le problème de la plupart des pays frappés par le manque de denrées alimentaires n'est pas seulement le prix élevé de la nourriture mais également les subventions à la production et à l'exportation d'aliments des pays centraux qui pendant des années ont ruiné la possibilité de développement de sa propre production alimentaire ».*

L'organisation fait la distinction entre les différents types de conséquences du développement des agrocarburants **sur le secteur agricole local**.

Il y a tout d'abord les **aspects négatifs**, c'est-à-dire *« le modèle d'expansion de l'agriculture, la forte concurrence sur l'accès à la terre, et les risques de détérioration de l'environnement*

⁹² *Interes español para producir biocombustibles en Uruguay*, disponible sur : <http://www.biodieselspain.com/2006/11/23/interes-espanol-para-producir-biocombustibles-en-uruguay/>

*spécifiquement à cause du manque de contrôles effectifs. [...] Le modèle d'expansion de l'agriculture véhiculé exclut les producteurs familiaux qui ne peuvent pas l'adopter, et en même temps ils n'ont pas de cultures capables de concurrencer ces productions. Par conséquent, il est souvent plus rentable pour eux de louer leur terre que de produire dessus ». Mais CCU souligne également que des **conséquences positives** peuvent résulter du développement des agrocarburants « dans le cas d'un pays agro-exportateur comme l'Uruguay. Avant cette phase d'expansion de l'agriculture, il y a eu une diminution de la zone agricole qui a eu un impact négatif sur l'emploi, les économies locales, les services. Aujourd'hui, il y a une relance des petites et moyennes entreprises liées aux économies locales, ce qui a généré de l'emploi. Il faut prendre en compte que dans un pays très urbanisé comme l'Uruguay, et où la plupart de la surface est exploitée par de l'élevage extensif, les opportunités de travail dans le milieu rural et les villes de moins de 5 000 habitants se font rares ».*

CCU souligne également que **le développement de la production d'agrocarburants aura un effet sur les prix des denrées alimentaires de base**, « *non pas à cause de l'expansion de l'agriculture dans le pays, mais pour les effets que cela aura sur la demande internationale* ». Cependant, « *pour un pays exportateur comme l'Uruguay, l'augmentation des prix sur les marchés internationaux signifie également un bénéfice économique pour le pays. Ceci explique que le pays ait récupéré son PIB et amélioré de façon significative ses indicateurs économiques et sociaux en un peu moins de quatre ans* ».

« C'est pour cela que certains spécialistes estiment que, en plus de la mise en place de mesures permettant d'abaisser le prix des denrées alimentaires, il faut également améliorer les salaires de base dans les secteurs bénéficiant de cette conjoncture favorable ».

3/ Activités menées ou prévues

CCU n'a **pas d'actions prévues directement en lien avec ce thème**. Cependant, avec des organisations et mouvements paysans, il traite des thèmes de l'accès à la terre, la facilitation du commerce pour la production familiale ou l'exclusion des terres.

Objectifs de plaidoyer :

- Dans le cadre de la Réunion spéciale sur l'Agriculture Familiale du MERCOSUR, une initiative a été lancée pour évaluer les questions d' ??? des terres. Cette instance est composée de gouvernements et d'organisations de producteurs familiaux. CCU soutien plusieurs des organisations uruguayennes.
- CCU désire également que dans la région soit intégré le concept d'agriculture familiale.
- Concernant les politiques d'accès à la terre, l'organisation se concentre sur le secteur laitier car c'est là que la restriction est la plus importante.

L'organisation ne travaille pas en partenariat sur cette thématique, mais collabore de manière régulière avec la Commission Nationale de Développement Rural, Coopérative des Producteurs de Lait, Association des Femmes Rurales d'Uruguay.

ASIE

Pays étudiés :

- Inde p.88
- Indonésie p.92
- Philippines..... p.99
- Thaïlande p.103

Quelle dynamique régionale?

○ Chine: quelle stratégie pour ne pas concurrencer l'alimentaire ?

En 2005-2006, le gouvernement chinois a fait part de son intention de développer le secteur des agrocarburants. Une Conférence Internationale a ainsi été organisée à Beijing, et une délégation chinoise s'est rendue au Brésil. Cependant, quelques mois plus tard, **la Chine a annoncé vouloir mettre un frein au développement de la filière et donc des plantations dans le pays par peur de mettre en péril sa sécurité alimentaire.**

Au début de l'année 2008, dans un contexte de crise alimentaire mondiale, la Chine a annoncé une interruption des projets, choisissant ainsi de réserver les surfaces propices à la production de céréales aux cultures alimentaires. La disponibilité limitée en eau a également contribué à cette décision. Néanmoins, **la position chinoise semble critiquable sur deux points :**

- tout d'abord, dans l'optique de ne pas substituer de terres utilisées pour la production alimentaire sur son territoire, la Chine multiplie les investissements dans des plantations à l'étranger (Malaisie, Philippines, et des projets sont évoqués en Afrique), y déplaçant les impacts.

- malgré les annonces des officiels chinois sur un arrêt des projets et la considération d'autres sources énergétiques, de nombreux investissements se font encore dans la filière et le ministère de l'agriculture prévoit de multiplier par 6 la production d'éthanol d'ici 2010.

○ Roundtable on sustainable palm oil (RSPO)

En 2004 a été lancé la Table ronde sur le palmier à huile durable. Les principales entreprises du secteur (Unilever, Procter et Gamble,...) associées à WWF se sont engagées dans la plateforme. **Cette initiative vise avant tout à empêcher la commercialisation d'huile de palme produite à partir de zones de forêt primaire converties en plantation. Mais les discussions vont montrer leurs limites.** Au sein de la RSPO n'a pas été considéré le modèle de production à grande échelle caractérisant ces plantations, et ses conséquences sociales. Par ailleurs, les décisions vis-à-vis de l'impact environnemental restent limitées puisque aucune opposition claire n'a été faite à la destruction des forêts secondaires ou des forêts sur sols tourbeux.

○ Une dynamique soutenue par l'ASEAN

Déclaration de Cebu sur la Sécurité Énergétique en Asie de l'Est

Les dirigeants des pays membres de l'ASEAN⁹³, ainsi que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Japon, la Chine et la Corée du Sud ont signé en janvier 2007 **un accord où ils s'engagent à réduire leur dépendance aux sources conventionnelles d'énergie, et à promouvoir l'utilisation des agrocarburants** grâce à des mesures concrètes de promotion des énergies renouvelables et alternatives dont les agrocarburants.

Rencontre UE – ASEAN organisée à Jakarta en juillet 2008.

Une partie des discussions ont porté sur les agrocarburants. Des négociations sur des accords de partenariat et de coopération ont ainsi été engagées avec plusieurs pays d'Asie du Sud Est. (Remarque : l'Union Européenne est le deuxième partenaire commercial de l'ASEAN).

⁹³ Membres de l'ASEAN : Philippines, Thaïlande, Myanmar, Indonésie, Malaisie, Singapour, Brunei, Cambodge, Laos et Vietnam.

INDE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

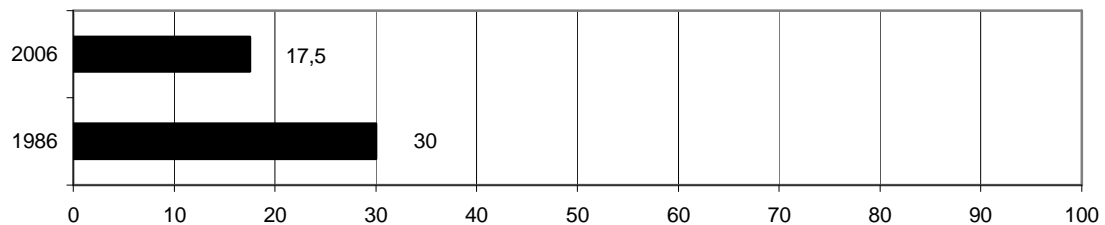
Population totale : 1 109,8 millions d'habitants (2006)⁹⁴
 Dont pourcentage de ruraux : 71%

2/Superficies⁹⁵ (2003)

Superficie totale : 297 319 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 169 739 000 ha (57%)
Terres irriguées : 55 808 000 ha (18,8%)

3/ Importations et exportations

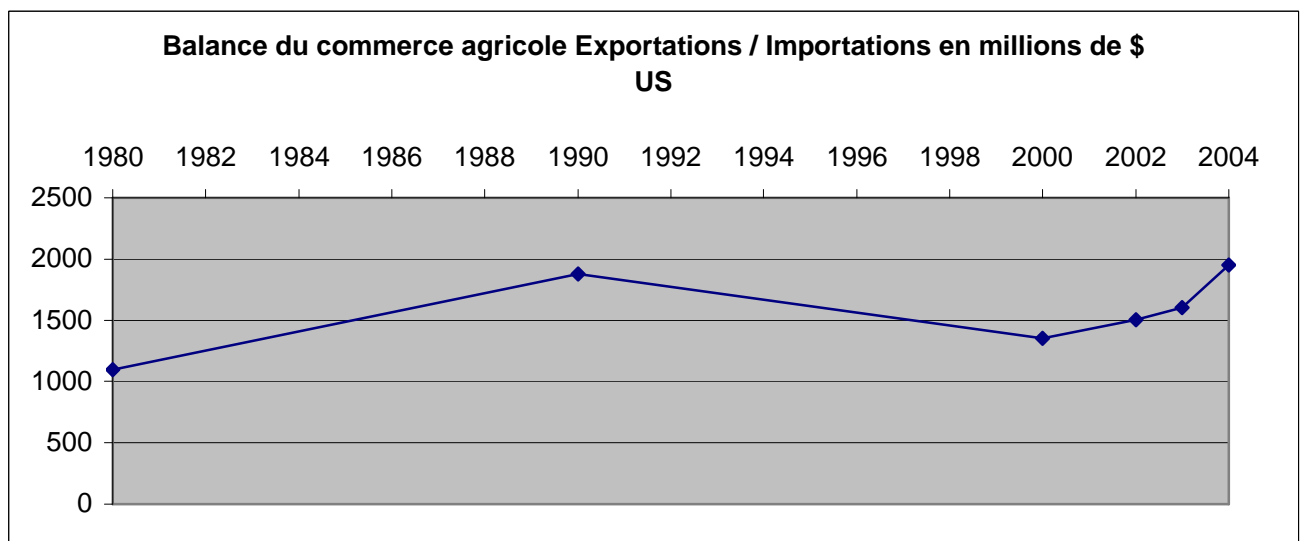
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : riz, lait de buffle, blé
- Principales exportations : riz, gâteau de soja, noix de cajou shelled
- Principales importations : huile de palme, huile de soja, noix de cajou

Balance du commerce agricole



Source : FAO

⁹⁴ http://devdata.worldbank.org/AAG/ind_aag.pdf

⁹⁵ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/IND_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	1095,6	1879	1351,7	1502,1	1600,7	1950,1

II - Les Agrocarburants en Inde

L'un des objectifs annoncé de l'Etat depuis plusieurs années est d'atteindre l'indépendance énergétique d'ici 2012.

A/ Législation et positionnement de l'Etat

1/ Cadre législatif⁹⁶

Le gouvernement indien désire réduire sa consommation de carburants fossiles de 20% en 5 ans. Pour cela, il a développé dès 2003 un cadre législatif afin de soutenir les investissements et également fixer des objectifs obligatoires d'incorporation.

- Pour l'éthanol

Le gouvernement a mis en place en 2003 un programme visant à soutenir le développement de cette filière. Un objectif d'incorporation de 5% a été fixé, appliqué à l'ensemble des Etats dès 2007, et un objectif de 10% pour octobre 2008.

- Pour le biodiesel

Le gouvernement a mis en place le "National Biodiesel Mission" en 2003, dont l'objectif d'incorporation est de **20% d'ici 2011-2012**.

Un production de **13.4 millions de tonnes de biodiesel par an était alors prévue grâce à la plantation sur 11.2 millions d'ha de jatropha**.

2/ Des objectifs qui ne seront pas atteints

Selon le directeur de la commission agrocarburant de la CII (Confédération des Industries Indiennes), les entreprises ont d'ores et déjà du mal à atteindre la production nécessaire pour atteindre les quotas fixés par le gouvernement. « *Il n'y a pas assez d'éthanol disponible pour atteindre l'objectif de 10% en 2008* » selon lui⁹⁷.

3/ De nombreuses conférences sur le sujet

- Conférence Internationale sur les Biocarburants – New Delhi en septembre 2004.
- Conférence « Biofuels India 2008 » organisée en août 2008 à New Delhi par la CII.
- Sommet entre le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde en décembre 2007 où une importante partie des discussions a été consacrée aux agrocarburants.

⁹⁶ *Development of Biofuels: The cases of China, India and the Philippines*, Seminar on Climate Change, Agriculture and Trade (Bogor, Indonésie), mai 2008 - disponible sur :

<http://www.agritrade.org/events/documents/Tian.pdf>

⁹⁷ *India flexibility sought in biofuels policy*, PetrolWorld, juillet 2008 - disponible sur :

<http://www.petrolworld.com/alternative-fuels/india-flexibility-sought-in-biofuels-policy.html>

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Mission Biofuels (Australie), Agro Diesel (Inde), D1 Oils (UK), Reliance Industries, Godrej Agrovet Ltd, Tata Motors, Indian Oil Corporation, Biohealthcare Pvt, Natural Bioenergy Ltd, Emami...⁹⁸

Par ailleurs de nombreuses banques ont annoncé vouloir débloquer des financements pour cette filière

- **Mission Biofuels** (Australie) – Possède une plantation de 100 000 ha de jatropha et en a confié la gestion à l'entreprise indienne Agro Diesel. Ces cultures visent à alimenter des raffineries situées en Malaisie et en Chine⁹⁹
- **D1 Oils** (UK) – L'entreprise a déjà une surface de 10 000 ha de plantations en Inde et prévoit de monter jusqu'à 267 000 ha.
Investissement avec la State Bank of India: un mémorandum d'accord a été signé avec D1 Mohan, une joint-venture de D1 Oils, pour le développement de la culture de jatropha en Inde.
*Un scandale en Inde*¹⁰⁰ : l'entreprise a embauché en 2005 le Dr Sunil Puri, un des chercheurs leaders indiens. Il a été le chef du département syviculture à l'Université Agricole de Raipur et coordinateur de la recherche et du développement au sein de l'« Indian Oil Seeds and Vegetables Oils Development Board ». Ce chercheur aurait transmis illégalement au moment de son arrivée dans l'entreprise 18 variétés d'une collection de plasmе germinatif de jatropha local.
- **Reliance Industries Ltd** – projets développés dans l'Andhra Pradesh et qui prévoit de couvrir des centaines d'hectares avec du jatropha.
- **Godrej Agrovet** : a annoncé un investissement de plus de 50 millions d'euros pour du jatropha et de l'huile de palme dans les Etats de Gujarat et Mizoram.
- **Emami** : doit établir une usine de biodiesel à Haldia, pour un investissement de plus de 20 millions d'euros. C'est le premier projet d'envergure développé dans la région Ouest du Bengal. Une production commerciale est espérée pour 2008-2009.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

L'Inde est le 4^{ème} producteur mondial d'éthanol avec 1.9 millions de litres par an.

Plantes exploitées :

⁹⁸ http://www.svlele.com/biodiesel_in_india.htm

⁹⁹ *Biofuel Laws in Asia : Instruments for energy access, Security, Environmental Protection and Rural Empowerment*, M.P. Ram Mohan, G.T. Thomas Phillippe, M.V. Shiju, RIS (Research and Information System for Developing Countries), 2006 - disponible sur : http://www.ris.org.in/article4_v8n2.pdf

¹⁰⁰ *Le jatropha – l'agrocarburant des pauvres ?*, GRAIN, octobre 2007 - disponible sur : <http://www.grain.org/seedling/?id=522>

Ces dernières années, l'Inde s'est particulièrement concentrée sur le développement d'une plante: **le jatropha**.

Le gouvernement a identifié 39 millions ha où cette plante pourrait être cultivée¹⁰¹.

Zones de production concernées :

De nombreux projets ont d'ores et déjà commencé à être développés dans plusieurs Etats : Chhattisgarh, Andhra Pradesh, Maharashtra, Karnataka, Tamil Nadu, Rajasthan

- Plantation de 160 000 millions de pieds de jatropha dans l'Etat de **Chhattisgarh**, dans l'objectif de devenir indépendant pour les agrocarburants d'ici 2015.

- Accord de **Andhra Pradesh** avec l'entreprise Reliance Industries. L'Etat a par ailleurs repéré 758 000 ha de terres disponibles pour des plantations.

- En 2007, l'Etat de **Maharashtra** a annoncé s'être associé avec Hindustan Petroleum Corporation Limited (HPCL) pour la mise en place d'une plantation de jatropha sur 2km². Cet Etat avait déjà offert 300 km² au secteur privé l'année précédente. C'est également dans cet Etat, dans la ville de Pune, qu'ont été utilisés les agrocarburants dans les transports publics pour la première fois dans le pays.

- Dans l'Etat de **Ahmednagar** a été mis en place le « Programme de plantation de Jatropha » qui regroupe près de 1 000 paysans aujourd'hui.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire WORD

1/ Présentation du partenaire

WORD traite la thématique des agrocarburants sous l'angle de la concurrence avec les cultures alimentaires, et la hausse des prix des denrées de base.

L'organisation ne se considère pas comme active sur la question, mais est intéressée.

Positionnement de WORD :

« la production d'agrocarburants ne devrait pas être le résultat d'une modification des cultures, de l'alimentaire vers l'énergie ».

2/ Quelles conséquences du développement des agrocarburants ?

WORD souligne surtout les conséquences néfastes que peut avoir le développement de la filière agrocarburant sur le secteur agricole local, craignant alors que *« les terres agricoles laissent place à la production de jatropha ».*

¹⁰¹ *L'Asie s'éveille aux biocarburants*, juillet 2006 - disponible sur : <http://www.mediaterrre.org/international/actu,20060724072000.html>

INDONESIE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 223 millions d'habitants (2006)¹⁰²

Dont pourcentage de ruraux : 51%

2/Superficies¹⁰³ (2003)

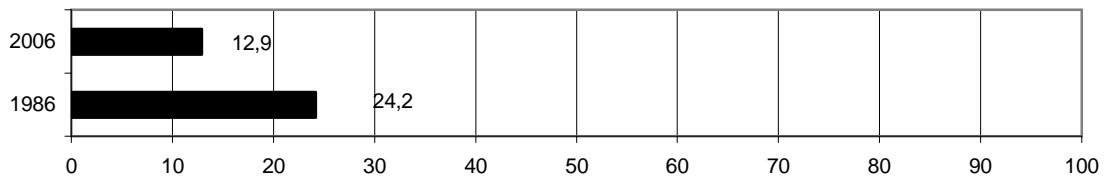
Superficie totale : 181 157 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 34 400 000 ha (19%)

Terres irriguées : 4 500 000 ha (2,5%)

3/ Importations et exportations

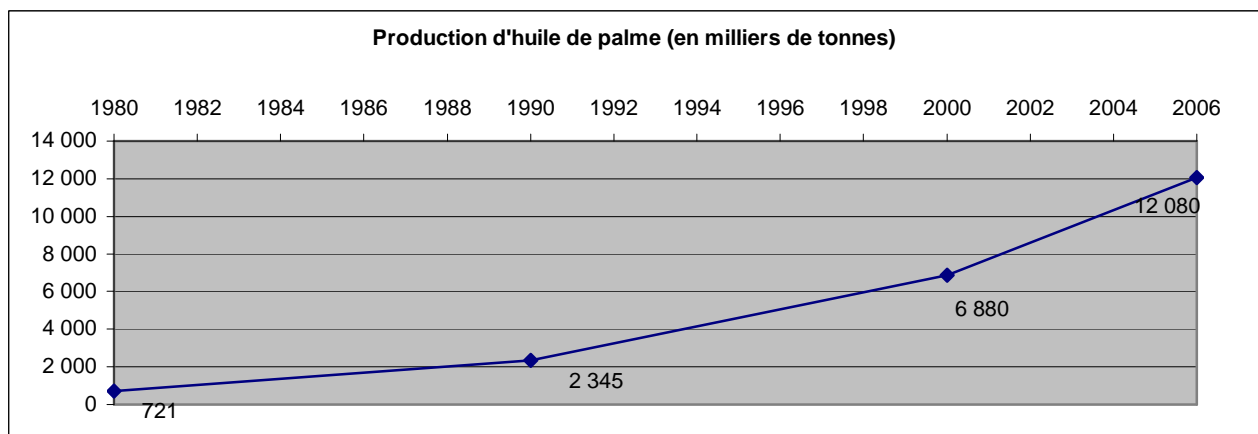
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : riz, huile de palme, noix de coco

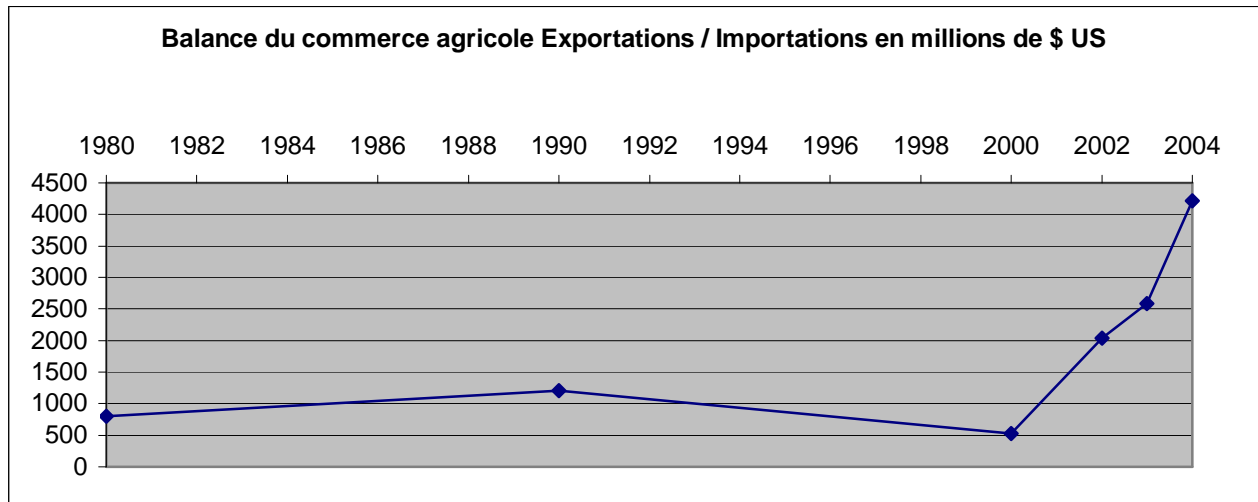
Focus sur l'huile de palme



- Principales exportations : huile de palme, caoutchouc naturel, graines de palmier à huile
- Principales importations : blé, coton, gâteau de soja

¹⁰² http://devdata.worldbank.org/AAG/idn_aag.pdf

¹⁰³ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/INS_ESS_E.pdf

Balance du commerce agricole

Source : FAO

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	797,6	1 207,7	523	2 040,5	2 586,5	4 220,3

II - Les Agrocarburants en Indonésie

« Aujourd'hui, l'Indonésie a 7,3 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile qui produisent environ 17 millions de tonnes d'huile de palme pure (CPO – Crude Palm Oil) par an » (SPI).

A/ Législation et positionnement de l'Etat**1/ Deux lois adoptées en 2006 pour le développement des agrocarburants**

Selon un de nos partenaires, SPI, **l'Etat a fortement supporté la thématique des agrocarburants**. Plusieurs étapes législatives ont d'ores et déjà été passées, notamment en 2006 quand le gouvernement a mis en place un cadre législatif afin de soutenir le développement de la filière agrocarburant en Indonésie.

Deux lois ont été adoptées :

- Presidential Regulation N. 5/2006 sur la Politique Energétique Nationale
- Presidential Instruction N. 1/2006 sur les Biocarburants comme Energie Alternative. (25 janvier 2006).

Ce décret a permis la mise en place d'une **politique stratégique** pour le développement de la filière agrocarburant entraînant le travail en coordination de 12 ministères.

Selon notre partenaire SPTN-HPS, « cette loi accélère les projets d'agrocarburants développés en Indonésie, en invitant les entreprises et les gouvernements locaux à investir dans la production d'agrocarburants ». Ce décret a en effet permis la mise en place de **mesures incitatives** pour les investissements

Afin de favoriser la mise en œuvre de projets, le gouvernement a prévu de mobiliser 6 millions d'hectares de terres pour les plantations de palmier à huile pour la production de biodiesel (SPI).

2/ Un pourcentage d'incorporation obligatoire

L'un des buts poursuivi par l'actuel président est la diversification des sources énergétiques d'ici 2025. L'objectif est que les agrocarburants représentent plus de **5% de l'énergie mix indonésien d'ici 2025**.

Deux étapes intermédiaires ont été fixées : 2% en 2010 et 3% en 2015¹⁰⁴.

3/ Accord avec le Brésil¹⁰⁵

En juillet 2008, l'Indonésie et le Brésil ont passé un **accord de coopération** sur les agrocarburants. Il prévoit notamment l'envoi d'experts indonésiens au Brésil pour étudier les développements de la filière.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : PTPN (entreprise de plantation gouvernemental), Bakrie Group, Medco (indonésien), Wilmar, Sinar Mas (indonésien), Felda (malais) Genting Biofuels Asia Pte, Muting Mekar Hijau, Rajawali Corp, Indomal.

Selon Business Watch Indonesia, au début de l'année 2007, pas moins de 60 accords sur des projets de développements des agrocarburants ont été signés, dont 14 avec des investisseurs étrangers.

Il y a de nombreux investissements dans le domaine de **l'huile de palme** en Indonésie.

- **Plusieurs projets à Papua** sont déjà bien engagés. En avril, le gouverneur Suebu a annoncé avoir donné son accord pour la mobilisation d'un million d'hectares de terres indigènes pour des investissements dans l'huile de palme. Deux des investisseurs sont indonésiens, Sinar Mas Group et Medco Group, le troisième malaisien (Felda). « *Ces productions visent à la production de biodiesel pour l'export pour les pays cherchant des sources alternatives au pétrole* »¹⁰⁶.

- **Sinar Mas**: joint venture avec la CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) Selon un article du Straits Times¹⁰⁷, les projets de cette entreprise sont très ambitieux, couvrant 2,8 millions d'hectares¹⁰⁸. Dans la plupart des districts, ces projets excèdent de trois fois les estimations de terres disponibles pour le développement de l'huile de palme comme établi par le Indonésia's Investment Coordinating Board (BKPM) !!

¹⁰⁴ http://www.the-convention.co.jp/biofuel-en/program/pdf_after/en_indonesia.pdf

¹⁰⁵ *Indonesia-Brazil : say to cooperate on biofuel*, Telly Natalia, juillet 2008 - disponible sur :

http://bioenergy.checkbiotech.org/news/2008-07-16/Indonesia_Brazil_say_to_cooperate_on_biofuel/

¹⁰⁶ Source : *questionnaire SPI*

¹⁰⁷ ???

¹⁰⁸ 603 000 hectares à Marauke, 637 000 hectares à Mappi et 914 000 hectares à Boyen Digul, ainsi que d'importantes zones pour un total de près de 600 000 hectares dans trois autres districts

- **D'autres investisseurs** sont intéressés pour investir sur l'île de **Papua** dans l'huile de palme : Genting Biofuels Asia Pte (Malaisien) - 400 000 hectares – huile de palme
Muting Mekar Hijau (Indonésien) – 540 000 hectares – huile de palme et canne à sucre
Rajawali Corp (Indonésien)
Indomal – 300 000 hectares – huile de palme

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées :

La plante principalement exploitée pour la production d'agrocarburant en Indonésie est **l'huile de palme**. « *Aujourd'hui, l'Indonésie a 7,3 millions d'hectares de plantations de palmiers à huile qui produisent environ 17 millions de tonnes d'huile de palme pure (CPO – Crude Palm Oil) par an* »(SPI).

La **production de biodiesel** était d'environ 1 550 millions de litres en 2007, et selon les estimations, elle sera de 5 770 millions de litres en 2010¹⁰⁹.

La culture de **canne à sucre** pour la production d'agrocarburant est aussi présente mais de manière moins importante. Selon notre partenaire SPI, « *c'est plus le privé qui investit sur dans la production d'éthanol à partir de canne à sucre. Bakrie Group, Medco and Wilmar sont les trois principales entreprises dans cette filière. Elles ont prévues de planter 300 000 hectares de canne à sucre* ».

La **production d'éthanol** en Indonésie était estimée à 140 millions de litres en 2007, et selon les estimations, elle sera de 3 770 millions de litres en 2010.

Le **jatropha** est également développé dans le pays, mais se destine plus à un traitement en **filères courtes**. Ainsi selon notre partenaire SPI, « *pour le jatropha, la stratégie est d'impliquer les communautés locales afin qu'elles plantent quelques arbres sur les terres qu'ils possèdent déjà. Mais la plupart des projets n'ont pas marché, le gouvernement local ne pouvant pas absorber l'ensemble de leur production* ».

Zones de production concernées :

Un récent recensement effectué par le Groupe National sur le Développement des Biocarburants (National Team on Biofuel Development) a estimé **les terres disponibles sur Papua à plus de 9 millions d'hectares**, trois fois plus que dans n'importe quelle autre province selon SPTN.

De **larges mobilisations de terres** ces deux dernières années selon nos partenaires :

Au milieu de l'année 2007, on estimait à 1,8 millions d'hectares les terres 'nettoyées' pour planter des palmiers à huile. Au début de l'année 2008, il y aurait eu une autre importante mobilisation de terres pour un total de 1,3 millions d'hectares à Papua.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de nos partenaires

1/ Présentation de nos partenaires

- ❖ **SPI** (Contact person: Zainal Arifin Fuad and Elisha Kartini).

¹⁰⁹ *Indonesia Biofuels Activities*, APEC Biofuels, 2008 - disponible sur : http://www.biofuels.apec.org/me_indonesia.html

SPI établit un constat clair sur la culture d'agrocarburant en Indonésie : « *L'actuel mode de production d'agrocarburants menace à la fois les populations et l'environnement* ».

Les angles d'approche de la thématique agrocarburant par l'association SPI sont la concurrence avec la production alimentaire, l'impact sur la hausse des prix, ainsi que la concurrence sur les terres convertibles de la production agricole alimentaire vers des plantations pour des agrocarburants.

SPI est **actif** sur cette question..

❖ **SPTN-HPS**

Les angles d'approche choisis par SPTN-HPS pour traiter de la thématique des agrocarburants sont l'impact environnemental et la concurrence avec les productions alimentaires.

L'association ne se considère pas comme directement et activement engagée sur cette question. Elle se concentre plus pour le moment sur les questions de souveraineté alimentaire. « *Nous travaillons à l'information des paysans, afin de leur permettre de gérer seuls leurs ressources locales pour développer les cultures alimentaires. Nous refusons donc fortement les monocultures, la diminution des terres de culture alimentaire mettant en péril la souveraineté de la nation* ».

SPTN travaille en partenariat avec FSPI (Federasi Serikat Petani Indonésia) et est associé à Via Campesina.

2/ Quelles conséquences des agrocarburants pour l'Indonésie ?

Pour nos deux partenaires SPI and SPTN-HPS les conséquences des agrocarburants sont multiples pour l'Indonésie.

Tout d'abord, en prenant des terres auparavant dédiées à la production alimentaire, les cultures d'agrocarburants menacent directement les populations locales, restreignant fortement leur **accès à l'alimentation**. « *L'utilisation de terres pour la culture d'agrocarburants a limité l'accès à la nourriture. Par exemple, à Subang, les plantations d'huile de palme ont réduit les possibilités d'approvisionnement en nourriture des populations, les privant de leurs terres et réduisant leur salaire. A Papua, ou la population tire sa nourriture de la forêt et de la chasse, les plantations d'agrocarburants ont détruit la forêt et sa biodiversité mais a aussi restreint les possibilités d'approvisionnement des populations locales* » (SPI).

SPTN-HPS craint également que « *la production d'agrocarburants entraîne une **marginalisation des semences et cultures traditionnelles*** ».

L'extension de la production d'agrocarburants a aussi eu un fort impact sur le **prix des denrées de base**. « *La demande d'agrocarburants a fait monter très rapidement les prix dans plusieurs pays dont l'Indonésie. Par exemple, le **prix de l'huile de cuisine a doublé à cause de la réduction des approvisionnements**. Le prix du soja a également doublé car il y a une forte baisse de la production, nationale et internationale, l'Indonésie important 60% de sa demande en soja* ». L'Indonésie a souffert de la **crise alimentaire** de ces derniers mois. Et SPI met en alors avant un paradoxe : « *En Indonésie, l'utilisation d'huile de palme pure pour les agrocarburants a créé une pénurie d'huile de palme pour la cuisine au niveau national.*

Même si l'Indonésie est le 2^{ème} producteur mondial d'huile de palme, pratiquement 80% de la production est exportée en Chine, en Inde, en Europe et aux Etats-Unis ».

SPTN-HPS fait le même constat, et cette **hausse des prix met en péril l'approvisionnement des populations les plus pauvres** : *« La plupart des indonésiens (vivant en milieu rural, majoritairement pauvres) obtiennent leur apport quotidien en protéine grâce au tempe (un gâteau au soja) et le tahu (sorte de tofu). Ces deux plats sont très populaires et sont mangés tous les jours par les indonésiens avec du riz. Or le prix du tempe et du tahu ont doublé en quelques mois (de 1 000 Rp à 2 000 Rp) ».*

Les larges monocultures d'agrocarburant, en concurrençant les productions alimentaires et le secteur agricole local sont également **dommageables à la terre et aux ressources locales** souligne SPI. *« Les agrocarburants ruinent le secteur agricole local, car dans certaines zones, les arbres et plantes comme ceux utilisés pour la production d'agrocarburants comme le palmier à huile ou le jatropha ne sont pas des cultures locales, et souvent elles portent atteintes aux cultures traditionnelles, comme à Subang, à l'Ouest de Java ou la culture d'huile de palme a détérioré les réserves locales d'eau dont avaient besoin les agriculteurs pour l'irrigation et leur habitation. »*

Par ailleurs, ces productions d'agrocarburants, et notamment les larges monocultures d'huile de palme, ont de nombreuses conséquences sur **les populations locales**. SPI nous rapporte ainsi que *« en 2006, on a recensé 350 conflits liés à l'expansion des plantations d'agrocarburants. »*

L'institut Dayakologie étudie précisément ces conséquences sur les populations Dayaks de l'île de Kalimantan. *« Les dayaks sont devenus dépendants, en tant que paysans et consommateurs [...] La pression des entreprises et du gouvernement est telle que de nombreux petits exploitants perdent leur terre ».*

Pour John Bamba, président de l'Institut Dayakologie, il n'y a pas de doute : *« La production d'agrocarburants entraîne une déshumanisation ».*

Les **conséquences pour la forêt indonésienne** sont également importantes : *« C'est 1.8 million d'hectares qui sont déforestés chaque année pour l'implantation de grandes monocultures de palmier à huile. Aujourd'hui, 7.3 millions d'hectares sont exploités avec cette plante, autant que la superficie de l'Angleterre, la Suisse et les Pays Bas réunis ! »*

3/ Activités menées ou prévues

❖ SPTN-HPS

SPTN-HPS insiste sur **trois axes principaux d'action** :

« Il faut revoir la politique nationale et internationale sur les agrocarburants compte tenu de l'impact sur l'accès et la disponibilité de nourriture, et sur l'impact environnemental.

Il faut également condamner le néo-colonialisme sous le masque de la collaboration dans le domaine de l'énergie qui ignore les impacts environnementaux, sociaux, économiques et politiques. Il faut que ce soit les populations avant le profit ».

Il faut refuser les monocultures. »

Pour cela, l'association désire **informer** les populations rurales des projets d'agrocarburants développés et de leur impact sur les populations et l'environnement.

« Il faut que les paysans et les populations rurales prennent conscience de leurs

propres droits pour vivre sur leurs terres et avoir la liberté de choisir et de gérer leurs vies ».

SPTN-HPS désire également effectuer un **monitoring** des projets d'agrocarburants en cours ou prévus.

❖ **SPI**

SPI veut mettre en place **une campagne de sensibilisation** par le biais de son site web, des medias publics, des actions d'éducation au développement et l'organisation de discussions et de rencontres.

Le principal axe de plaidoyer de l'association concerne la souveraineté alimentaire.

« Les cultures alimentaires sont pour produire de la nourriture, pas des agrocarburants ! En Indonésie, il y a des millions de personnes qui ont faim et qui sont pauvres, des paysans et des pauvres urbains. Il faut donc atteindre la souveraineté alimentaire. A partir de là, il faut arrêter de convertir les terres agricoles. Il faut au contraire étendre les terres agricoles avec des modes de production soutenables basés sur l'agriculture familiale vivrière ».

Par ailleurs, SPI travaille sur la réforme agraire indonésienne. *« Le programme de la réforme nationale agraire fixé par le gouvernement en 2006 doit être mis en place ».*

PHILIPPINES

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

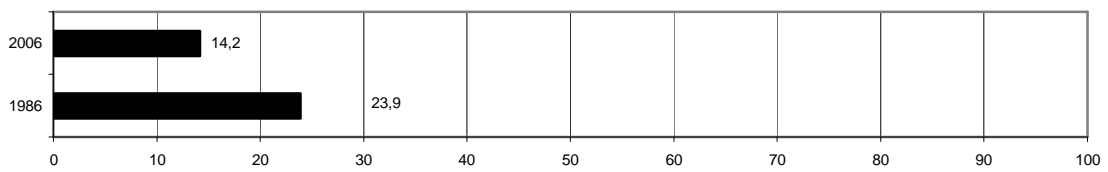
Population totale : 84,6 millions d'habitants (2006)¹¹⁰
 Dont pourcentage de ruraux : 37%

2/Superficies¹¹¹ (2003)

Superficie totale : 29 817 000 ha
Terres arables et cultures permanentes : 10 700 000 ha (36%)
Terres irriguées : 1 550 000 ha (5,2%)

3/ Importations et exportations

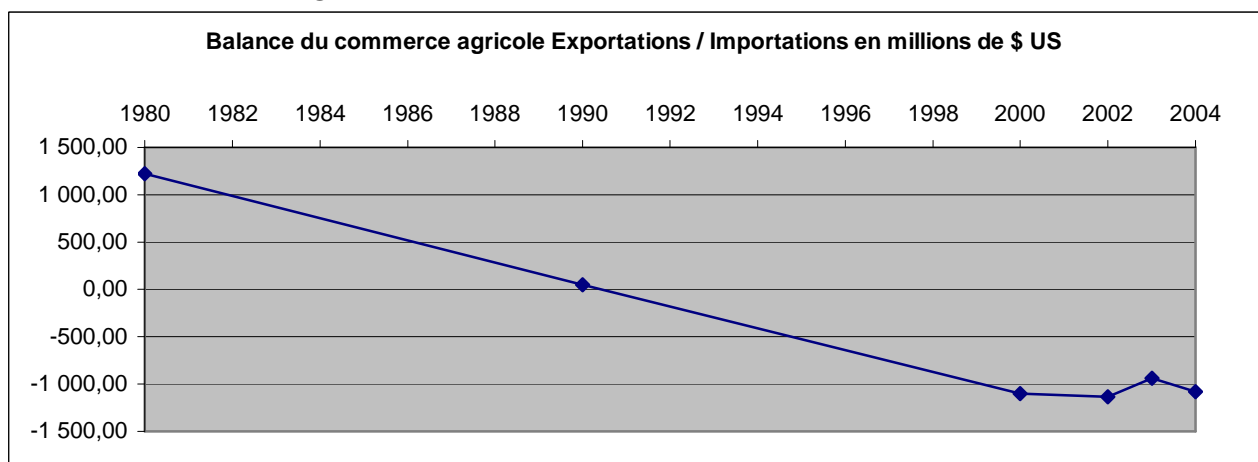
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : riz « paddy », viande de porc, noix de coco
- Principales exportations : huile de coco, bananes, matières organiques brutes
- Principales importations : blé, gâteau de soja, riz « milled »

Balance du commerce agricole



Source : FAO

¹¹⁰ http://devdata.worldbank.org/AAG/phl_aag.pdf

¹¹¹ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/PHI_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	1 225,5	49,4	-1 102,4	-1 134,8	-938,4	-1 081,2

II - Les Agrocarburants aux Philippines

A/ Législation et positionnement de l'Etat

1/ Philippines Biofuel Act, novembre 2006 – Republic Act 9367

Le Biofuel Act qui a été mis en place en janvier 2007 oblige les industries pétrolières à vendre leur diesel avec un pourcentage d'**incorporation minimum de 1% pour le biodiesel (B1)** dans les trois mois suivant la signature de la loi, et de **5% pour le bioéthanol** d'ici deux ans. Cette loi a constitué un mandat décisif pour l'utilisation d'agrocarburants. Il met en place une série d'**incitations fiscales et financières**, et permet également le financement de programmes.

Le Biofuel Act vise à réduire la dépendance des Philippines aux carburants importés, afin d'économiser des centaines de millions de dollars chaque année, et relancer les industries sucrière et de noix de coco.

2/ Un sénateur particulièrement impliqué...

Le sénateur **Miguel Zubiri** est l'auteur pour la Chambre des Représentants de la loi sur les agrocarburants quand il était alors député.

Alors que suite à la hausse des prix alimentaires, plusieurs députés se montraient réticents à appuyer la mise en place du Biofuel Act, ce sénateur a fortement milité pour le maintien de la feuille de route estimant que ce n'est pas la production de canne à sucre qui met en péril la sécurité alimentaire.

Notre partenaire, MCLW, précise que ce sénateur a un intérêt personnel dans la défense des agrocarburants puisqu'il est propriétaire de milliers d'hectares de canne à sucre dans la province de Bukidnon à Mindanao.

3/ Un accord Philippines – Chine

Les gouvernements philippins et chinois ont signé un mémorandum afin de favoriser la production d'agrocarburants aux Philippines pour ensuite être exporté et destiné à la consommation chinoise.

B/ Quels projets et quels acteurs?

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Sarangani Bio Corporation (japonais, sud coréen, philippin), National Oil Co (Philippine), Petron (filiale locale d'une entreprise saoudienne)

Remarque: de nombreuses joint-ventures

- Sarangani Bio Corporation

Joint-venture - Un projet pilote monté par des investisseurs japonais, sud coréens et philippins¹¹². Annoncé par un officiel le 11 juillet 2008. Projet supporté par le gouverneur local.

Prévoit la **plantation de 50 000 hectares** de la province de Sarangani dans la province de Mindanao pour la culture de jatropha.

La plantation va commencer sur 100 hectares avec un investissement initial de 65 573\$. L'investisseur japonais s'est engagé à fournir une assistance technique et à acheter les graines.

- National Oil Co

Entreprise publique philippine. A un certain nombre de coentreprises en cours avec des entreprises étrangères, notamment japonaise (Sumitomo et Samsung).

A récemment signé **deux contrats importants** : un contrat de 1 milliard de \$ avec Biogreen Energy (Malaisie) pour une raffinerie d'agrocarburants et une plantation de jatropha **d'un million d'hectares**, et un contrat de 1,3 milliard de \$ avec NRG Chemical Engineering Pte (Royaume Uni) pour la construction d'une raffinerie de biodiesel et de deux distilleries d'éthanol et pour un investissement de 600 millions de \$ pour du jatropha sur **un million d'hectares** à Palawan et Minadanao.

- Petron

Filiale locale de l'entreprise saoudienne Aramo – Plus grand raffineur du pays.

A signé un contrat d'exclusivité pour l'approvisionnement d'éthanol avec San Carlos Bioenergy (coentreprise entre Bronzeoak (RU) et Zabaleta and Co – contrôlé par président de l'association de sucriers en Philippines).

- En janvier 2007 le **gouvernement philippin** a signé **plusieurs contrats d'agrocarburant avec des grandes sociétés chinoises**, dont un contrat de 3,83 milliards de \$ avec le groupe Fuhau qui viserait à mettre de côté plus d'un million d'hectares avec l'objectif d'une production d'éthanol pour exportation vers la Chine.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes concernées : Noix de coco (Coco Biodiesel), canne à sucre

Remarque: le cumul des projets annoncés équivaut à la **mobilisation de 3 550 000 ha de terres**.

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire MCLW

1/ Présentation du partenaire

MCLW traite la question des agrocarburants sous l'angle de la compétition avec les productions alimentaires, et le problème de la conversion de terres ancestrales en plantations. Trois personnes travaillent au département plaidoyer de MCLW

¹¹² http://news.yahoo.com/s/afp/20080711/sc_afp/philippinesjapanskoreaenergybiofuel_080711170227

Positionnement de l'association :

« Compte tenu de la demande croissante entraînant la mobilisation des centaines d'hectares de terres pour mettre en place des cultures d'agrocarburants, cela affectera les petits paysans qui sont dépendants de leur production pour se nourrir. »

2/ Quelles conséquences pour les Philippines ?

« On risque de connaître une insécurité alimentaire croissante, les personnes ayant tendance à plus planter des cultures pour la production d'agrocarburants au lieu de se concentrer sur des plantations alimentaires ».

MCLW souligne l'incidence du développement des cultures d'agrocarburants sur le **prix des denrées alimentaires** aux Philippines, pays souffrant fortement depuis plusieurs mois de la crise alimentaire mondiale. *« Le prix des denrées alimentaires va augmenter compte tenu des pénuries de nourriture car la production va se concentrer sur les agrocarburants ».*

Et les conséquences dans les mois voir les années à venir de l'implantation de cette filière peuvent être graves, notamment pour les petits paysans : *« La conversion des terres agricoles vers des plantations va avoir un **impact important sur les petits paysans qui sont des producteurs d'aliments**. On craint de voir apparaître des pénuries alimentaires et des famines dans le future. »*

MCLW dénonce également les **monocultures** de production d'agrocarburant, car ce mode de fonctionnement et de production a des **impacts directs sur les populations locales**. *« L'expansion des cultures d'agrocarburants, mobilisant de plus en plus de terres, va entraîner une conversion des terres, et le déplacement des petits paysans pour l'implantation de monocultures ».*

3/ Activités menées ou prévues

MCLW désire effectuer des recherches sur la thématique, afin de renforcer ses actions de plaidoyer sur la question.

L'association souhaite ainsi sensibiliser les femmes lumad aux agrocarburants et leurs impacts sur l'environnement et les cultures ancestrales.

MCLW travaille en partenariat avec Centro Saka Inc basé à Manille, une ONG philippine paysanne, Pambansang Koalisyon ng Kababaihan sa Kanayunan, une coalition nationale des femmes Rurales.

THAÏLANDE

I – Etat des lieux du secteur agricole

1/ Population

Population totale : 64,7 millions d'habitants (2006)¹¹³

Dont pourcentage de ruraux : 68%

2/Superficies¹¹⁴

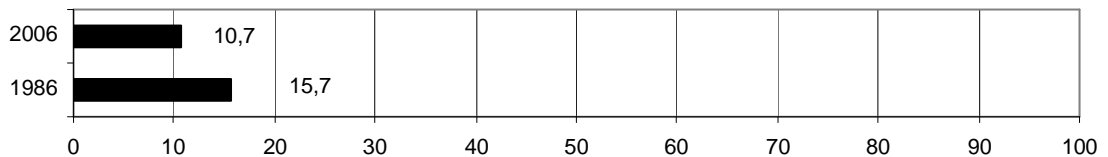
Superficie totale : 51 089 000 ha

Terres arables et cultures permanentes : 17 687 000 ha (34%)

Terres irriguées : 4 986 000 ha (9,8%)

3/ Importations et exportations

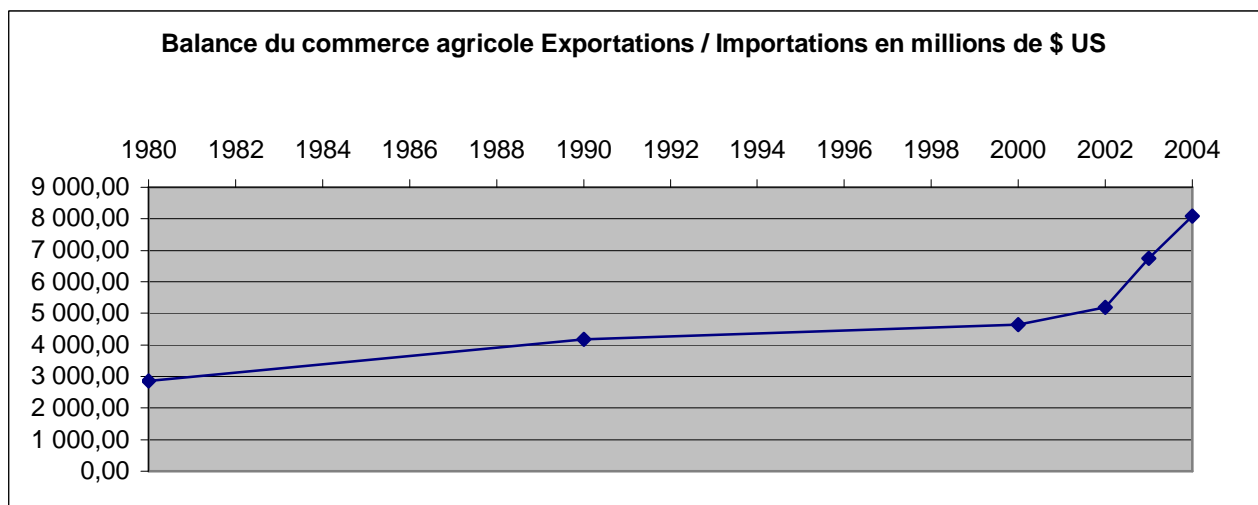
Part de l'Agriculture dans le PIB (en %)



Source : Banque Mondiale

- Principales productions : riz, caoutchouc, manioc
- Principales exportations : caoutchouc sec, riz, caoutchouc naturel
- Principales importations : coton, soja, gâteau de soja

Balance du commerce agricole



Source : FAO

¹¹³ http://devdata.worldbank.org/AAG/tha_aag.pdf

¹¹⁴ http://www.fao.org/ES/ess/compendium_2006/pdf/THA_ESS_E.pdf

	1980	1990	2000	2002	2003	2004
Balance du commerce agricole Exportations/Importations en millions de \$US	2 853,1	4 183,1	4 640,6	5 191,3	6 755,6	8 096,4

II - Les Agrocarburants en Thaïlande

A/ Législation et positionnement de l'Etat

1/ Le soutien royal

En Thaïlande, **le roi Bhumidol Adulyadej a décidé de montrer l'exemple** : sa voiture roule à l'huile de palme et il vante les mérites de ce carburant vert depuis une vingtaine d'années. Des centaines de stations-services de la capitale, Bangkok, vendent de l'essence contenant 10% d'éthanol¹¹⁵.

2/ Un pourcentage d'incorporation obligatoire pour 2008

En 2003, le gouvernement a mandaté **un mélange de 5% dans cinq états thaïlandais** et a fixé le prix de l'éthanol au dessous du prix de l'essence pour soutenir son développement.

L'incorporation dans les carburants sur l'ensemble du territoire à hauteur de **2%** doit prendre effet **d'ici la fin 2008**.

3/ Un contrat de transfert de technologie avec le Brésil

La Thaïlande et le Brésil se sont mis d'accord sur un contrat de transfert de technologie, qui comprend également l'importation de 300 000 litres d'éthanol brésilien.

4/ De nombreuses conférences

Notre partenaire YADFON nous rapporte que de nombreuses conférences sont organisées sur le sujet, que ce soit pour ou contre. Mais la plupart des ONG thaïlandaises sont contre l'extension des cultures d'agrocarburants sur les terres agricoles ou les forêts.

Un **forum régional** a également été organisé en 2008 : le Bioenergy Forum à Bangkok.

B/ Quels projets et quels acteurs?¹¹⁶

Les compagnies présentes et opérationnelles sont : Khon Kaen Alcohol, PTT (Thaï)

- **PTT** – entreprise publique de gaz et plus gros producteur national de biodiesel. Prévoit d'augmenter sa production par le biais de co-entreprises avec des entreprises d'huile de palme locales et une co-entreprise avec Charoen Pokphand, un géant de l'agro-industrie, pour la mise en œuvre de nouveaux projets dans le sud du pays, et pour le développement d'un projet complet de biodiesel intégré, allant de la plantation de la graine à la vente finale d'agrocarburants

¹¹⁵ *L'Asie s'éveille aux biocarburants*, juillet 2006 - disponible sur :

<http://www.mediaterrre.org/international/actu.20060724072000.html>

¹¹⁶ *Un instantané de la situation de l'agrocarburant dans certains pays asiatiques*, GRAIN, juillet 2007 - disponible sur : http://www.grain.org/seedling_files/seed-07-07-07-fr.pdf

- Des entreprises thaïlandaises à l'étranger

Khon Kaen Alcohol, la seule entreprise sucrière publique du pays et l'un des principaux producteurs d'éthanol, s'est implantée récemment au Laos (les salaires y sont quatre fois moins élevés qu'en Thaïlande) au travers d'une co-entreprise de plantation de sucre et d'une raffinerie d'éthanol. L'éthanol sera ensuite exporté vers la Thaïlande.

C/ Surfaces, filières et régions concernées

Plantes exploitées : Canne à sucre, manioc, maïs, huile de palme

III - Conséquences du développement des agrocarburants – Le point de vue de notre partenaire Yadfon

1/ Présentation du partenaire

Yadfon traite la thématique des agrocarburants sous l'angle des Droits de l'Homme, de l'impact environnemental, de la compétition avec les productions alimentaires, l'impact sur la hausse des prix des denrées de base.

L'association est active sur cette question.

Yadfon considère que l'axe principal sur lequel il faut insister est le **changement de nos modes de vie et de consommation** : « *il vaudrait mieux limiter l'utilisation de carburants* ».

Yadfon ne traite pas directement la question des agrocarburants mais travaille sur la protection des terres et la sécurité alimentaire.

2/ Quelles conséquences pour la Thaïlande ?

Yadfon met en avant plusieurs conséquences du développement de la culture des agrocarburants en Thaïlande.

Tout d'abord, le développement de la filière entraîne la **conversion des terres** qui étaient avant destinées à la production alimentaire. « *Les terres auparavant utilisées pour la culture du riz paddy sont convertis pour la plantation de palmier à huile* ».

De plus, la concurrence entre les cultures alimentaires et les cultures énergétiques rend de plus en plus difficile pour les populations locales **d'accéder aux denrées de base**. « *Beaucoup de familles n'ont pas assez de riz pour se nourrir, compte tenu de la conversion des terres vers des plantations d'huile de palme et de caoutchouc.* »

Le pays a connu depuis plusieurs mois une **hausse très importante du prix** de plusieurs denrées. Yadfon témoigne de cette augmentation : « *le prix des denrées alimentaires de base, et particulièrement le riz sont deux fois plus élevés que ces derniers mois.* »

3/ Actions menées ou prévues

Yadfon a lancé une **campagne pour la conservation de la biodiversité** des écosystèmes côtiers et intérieurs, et notamment dans les marécages.

L'association travaille en partenariat avec BioThai, Green Net, Kao Kwan Foundation.

Bibliographie

Géopolitique des agrocarburants : manifeste pour un dé-développement, Amis de la Terre, décembre 2007 - disponible sur : <http://www.amisdelaterre.org/Geopolitique-des-Agrocarburants.html>

Afrique

La nouvelle ruée vers l'Afrique, octobre 2007 - disponible sur : <http://www.grain.org/seedling/?id=523>

Quelle est la situation des agrocarburants en Afrique de l'Ouest ?, Christophe Gandounou (Groupe de Recherche Scientifique et Technique sur les Energies Renouvelables), septembre 2007 - disponible sur : <http://www.grain.org/semences/?id=66>

Création de l'Association africaine des producteurs de biocarburants (AAPB), René Masset (GRET), 8 janvier 2007 – disponible sur : <http://www.riaed.net/spip.php?article260>

Agrofuels ou carburant végétal au Bénin : impacts sur la terre, l'alimentation et la forêt, Kilosho Barthélemy, novembre 2007 - disponible sur : http://www.covalence.ch/docs/071112_messagefuldep.pdf

Le Bénin : programme de développement des biocarburants, présentation de Mr Raoufou M. Badarou (directeur général de l'énergie) lors de la CNUCED, avril 2008 – disponible sur : http://www.unctad.org/sections/wcmu/docs/ditc_comb_Jatropha012_fr.pdf

La Côte d'Ivoire s'engage dans les biocarburants, Moussa Kone & René Massé (GRET), mars 2007 - disponible sur : <http://www.riaed.net/spip.php?article595>

A l'heure des biocarburants, la Côte d'Ivoire se lance dans le jatropha, AFP, 27 juin 2008 - disponible sur : http://afp.google.com/article/ALeqM5hRj_3yYKxTGp3TITqf254yGYmagQ

Du biocarburant produit avec Maurice, Doda Andrianantenaina, L'Express de Madagascar, 12 août 2008 – disponible sur : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=629>

Madagascar: Un projet éthanol obtient la franchise, Doda Andrianantenaina, L'Express de Madagascar, 14 février 2008 - disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/200802140813.html>

L'Inde va importer de l'éthanol malgache, L'Express de Madagascar, 10 février 2007 - disponible sur : <http://www.sucre-ethique.org/L-inde-va-importer-de-l-ethanol>

Madagascar carbure au vert, Mourad Ouasti, disponible sur : <http://www.afrik.com/article9018.html>

Congo-Kinsgasa : La RDC sur la voie de la nouvelle technologie – Bientôt du biodiesel produit à base de jatropha, Eugène Khonde, La Prospérité, janvier 2008 - disponible sur : <http://fr.allafrica.com/stories/200801020406.html>

Congo's Biofuel potential, Reuters, janvier 2008 - disponible sur : http://www.fin24.com/articles/default/display_article.aspx?ArticleId=1518-25_2247700

RDC : l'invasion du palmier à huile a démarré, Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales, février 2008 - disponible sur : www.infosdelaplanete.org/3579/rdc-l-invasion-du-palmier-a-huile-a-demarre.html

Biodiesel : la RD Congo est potentiellement capable de devenir l'un des plus grands producteurs du monde, José M. Bakima, La Conscience, juillet 2007 - disponible sur : http://www.laconscience.com/article.php?id_article=6250

Le Togo opte pour les biocarburants, Les Afriques, juillet 2008 - disponible sur : <http://www.lesafriques.com/togo/le-togo-opte-pour-les-biocarburants.html?Itemid=85?articleid=7821>

Amérique Centrale et Latine

Kirchner y Lula acordaron una « estrategia comun » sobre biocombustibles, El País, avril 2007 - disponible sur : <http://www.clarin.com/diario/2007/04/27/um/m-01408121.htm>

Bois de chauffage nouveau pour l'ancienne chaudière : la fièvre des agrocarburants, FASE, mai 2008

Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants, Rapport de la Commission des Finances, 22 juillet 2008 - disponible sur : http://www.senat.fr/rap/r07-482/r07-482_mono.html#toc119

Lula anuncia plano ambiental, Marília Martins, O Globo, 26 septembre 2007 - disponible sur : <http://www.jornaldaciencia.org.br/Detailhe.jsp?id=50835>

Louis Dreyfus : n°2 du sucre et de l'éthanol au Brésil, Elisabeth Studer, février 2007 - disponible sur : http://www.leblogfinance.com/2007/02/louis_dreyfus_n.html

Área de plantação de cana duplicou nos últimos sete anos, Fernanda Manécolo, Tribuna Imprensa de Araraquara, 16 juillet 2007

Desmatamento aumenta e já supera o registrado em 2007, Afra Bazalina e Fábio Amato, Folha de São Paulo, 3 juin 2008

Le flux de l'huile de palme Colombie/Belgique-Europe – Approche sous l'angle des droits, Fidel Mingorance, HREV - Coordination Belge pour la Colombie, septembre 2007 - disponible sur : http://risal.collectifs.net/spip.php?page=imprimer&id_article=2197

Legislacion de biocombustibles en America Latina y El Caribe - disponible sur : <http://www.olade.org.ec/guatemalaLeg.html>

Guatemala entre mayores exportadores de biocombustibles, Siglo Ventiuno, août 2007 - disponible sur : http://www.icex.es/icex/cda/controller/pageICEX/0,6558,5518394_5519005_5604470_640250_0_-1,00.html

Agrocombustibles, soberanía alimentaria y el derecho humano a la alimentación: Un triángulo dialéctico de poderes, Alberto Alonso Fradejas, El Periodico, août 2007 - disponible sur : <http://www.elperiodico.com/comunes/blogs/guatemala/AGROCOMBUSTIBLES.pdf>

Brasil define ocho proyectos de cooperación con Guatemala en los próximos 4 años, juin 2008 - disponible sur : http://www.soitu.es/soitu/2008/06/14/info/1213400698_790201.html

IDB grants 400,000\$ for development of Guatemala, janvier 2008 - disponible sur : <http://biopact.com/2008/01/idb-grants-400000-for-development-of.html>

Proyectos de energía y biocombustibles, Rosa María Bolaños, Prensa Libre, mars 2007 - disponible sur : <http://www.prensalibre.com/pl/2007/marzo/18/166084.html>

Adjudican proyecto para construir plantas de biocombustibles en Centroamérica, février 2008 - disponible sur : <http://web.presidencia.gov.co/sp/2008/febrero/25/03252008.html>

Produire des biocarburants : cela génère des investissements de 500 millions de \$, Victor Cardoso, La Jornada, 4 avril 2008

Les Biocarburants au Mexique : le relais est déjà passé, Teresa Gomez Hernandez, Institut National de Recherche Forestière, Agricole et sur la Pêche (INIFAP), mars 2008.

Legislacion de biocombustibles en America Latina y El Caribe, disponible sur : <http://www.olade.org.ec/legislacionBio.html>

Paraguay joins the biofuel me too boom, Xavier Navarro, mai 2007 - disponible sur : <http://www.autobloggreen.com/2007/05/25/paraguay-joins-the-biofuel-me-too-boom/>

Misión técnica brasileña vendrá en Agosto al país para avanzar en proyecto de planta de etanol, Ministère des

Relations Extérieures du Salvador, juillet 2007 - disponible sur :
<http://www.rree.gob.sv/sitio/sitiowebrrree.nsf/pages/Cancillerbrazil>

Biodiesel Uruguay: Toda la información sobre Biogasoil en el país - disponible sur : <http://www.biodiesel-uruguay.com/>

Interes español para producir biocombustibles en Uruguay, disponible sur :
<http://www.biodieselspain.com/2006/11/23/interes-espanol-para-producir-biocombustibles-en-uruguay/>

Asie

Development of Biofuels: The cases of China, India and the Philippines, Seminar on Climate Change, Agriculture and Trade (Bogor, Indonésie), mai 2008 - disponible sur :
<http://www.agritrade.org/events/documents/Tian.pdf>

India flexibility sought in biofuels policy, PetrolWorld, juillet 2008 - disponible sur :
<http://www.petrolworld.com/alternative-fuels/india-flexibility-sought-in-biofuels-policy.html>

Biofuel Laws in Asia : Instruments for energy access, Security, Environmental Protection and Rural Empowerment, M.P. Ram Mohan, G.T. Thomas Phillippe, M.V. Shiju, RIS (Research and Information System for Developing Countries), 2006 - disponible sur : http://www.ris.org.in/article4_v8n2.pdf

Le jatropha – l'agrocarburant des pauvres ?, GRAIN, octobre 2007 - disponible sur :
<http://www.grain.org/seedling/?id=522>

L'Asie s'éveille aux biocarburants, juillet 2006 - disponible sur :
<http://www.mediatere.org/international/actu,20060724072000.html>

Indonesia-Brazil : say to cooperate on biofuel, Telly Natalia, juillet 2008 - disponible sur :
http://bioenergy.checkbiotech.org/news/2008-07-16/Indonesia_Brazil_say_to_cooperate_on_biofuel/

Indonesia Biofuels Activities, APEC Biofuels, 2008 - disponible sur :
http://www.biofuels.apec.org/me_indonesia.html

http://news.yahoo.com/s/afp/20080711/sc_afp/philippinesjapanskoreaenergybiofuel_080711170227

Un instantané de la situation de l'agrocarburant dans certains pays asiatiques, GRAIN, juillet 2007 - disponible sur : http://www.grain.org/seedling_files/seed-07-07-07-fr.pdf